

## L'engagement de Bonn sur la défense spatiale alourdit le contentieux franco-allemand

### L'Europe face à l'IDS

Depuis son lancement en mars 1983, l'initiative de défense stratégique du président Reagan n'a cessé de faire des vagues en Europe. Loin d'apaiser ces vagues, les nombreuses explications, parfois contradictoires, données depuis lors, ont accru l'incertitude sur ce projet dont fait que les accents.

L'IDS pose aux alliés des États-Unis deux problèmes bien distincts. Le premier, celui du soutien stratégique et politique à apporter à Washington, dans cette affaire, a été résolu par les diverses capitales de membres différentes dans la forme, mais en réalité assez proches sur le fond. Tandis que M. Mitterrand - relayé dans ces colonnes par la critique plutôt radicale de M. Paul Quilès - dit sans ménagement son soutien américain, les Britanniques, les Allemands et d'autres Pestiment justifié, mais ils posent des conditions qui menacent fortement leur rôle : pas de déploiement « automatique » des nouvelles armes défensives, nécessité de négociations préalables avec les alliés et avec Moscou, maintien du principe de dissuasion et des équilibres stratégiques. Il n'y a donc pas sur tous ces points de désaccord important entre Européens, d'autant que certains, comme à Paris, ne refusent pas d'accepter le droit de faire des réserves pour parer à toute « période délicate » des Soviétiques en matière d'armement défensif.

Le second problème est celui que M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, a soulevé en proposant en mars dernier à dix-huit pays « alliés et amis » de coopérer à la recherche sur l'IDS. Là aussi les réponses ont pris des formes variées, depuis les Britanniques, qui ont signé le 6 décembre un accord-cadre avec Washington au niveau gouvernemental, jusqu'aux Français, qui, après les Canadiens, les Australiens et quelques autres, refusent toute coopération « officielle ».

Entre les deux, les Allemands ont hésité longtemps. Le 18 avril dernier, le chancelier Kohl avait précisé les conditions de cette coopération : garantir le libre échange des résultats obtenus et donc ne pas rester « une voie à sens unique » ; assurer à la RFA un domaine de recherche bien déterminé afin notamment « de nous permettre d'exercer notre influence sur l'ensemble du projet ». Or il est pratiquement impossible que ces conditions soient remplies : Washington n'a jamais caché que la coopération avec les industries européennes ne peut prendre qu'une forme de sous-traitance : non seulement les États-Unis veulent garder la maîtrise de toute l'opération, mais ils ne pourraient partager l'ensemble des connaissances acquises dans les recherches sur l'IDS sans violer le traité de limitation des antimissiles de 1972, qui interdit les transferts de technologie en cette matière.

Aussi bien le « memorandum d'accord » signé à Londres par M. Weinberger n'a-t-il guère soulevé l'enthousiasme outre-Manche. Son texte est resté secret, mais l'on sait qu'il se borne à formuler des principes généraux. Son principal objet était en fait de fournir une caution politique au programme de M. Reagan : la coopération ponctuelle entre les firmes européennes et les services du Pentagone n'a nullement besoin d'un tel document pour s'engager. Or sur ce point, les Européens sont là encore tous d'accord : personne, en France comme ailleurs, n'est prêt à refuser la main des contrats de l'IDS.

La décision du gouvernement ouest-allemand de participer à l'initiative de défense stratégique américaine, qui devait être annoncée ce mercredi 18 décembre, accentue des divergences - actuellement observées entre Paris et Bonn.

Le chancelier Helmut Kohl s'est entretenu mardi soir à l'Élysée avec M. François Mitterrand de différents aspects de la coopération franco-allemande, dans un climat cordial, mais sans que les difficultés de cette coopération aient été, pour l'essentiel, aplanies.

On s'emploie cependant de part et d'autre à les minimiser et à faire valoir la volonté de coopération politique qui anime les deux gouvernements.

Un « repas froid » ce dîner qui a réuni, mardi 17 décembre à l'Élysée, MM. Mitterrand et Kohl ? Il serait tentant, mais probablement exagéré, de le dire. Les relations entre le président français et le chancelier ouest-allemand restent cordiales, en dépit des aléas et des déceptions de la coopération Paris-Bonn.

Des deux côtés, on s'emploie à minimiser la portée des déceptions enregistrées sur ce terrain depuis de longs mois déjà et à convaincre l'opinion que, s'agissant des relations franco-allemandes, la volonté politique, elle, ne fait pas défaut. Un peu à la manière des commentateurs sportifs assurant que leur équipe favorite mériterait de gagner,

mais qu'elle « manque simplement de réussite ».

La visite à Paris du chef du gouvernement de Bonn aura en tout cas permis une longue conversation - quatre bonnes heures - avec son hôte. En présence, durant une partie des entretiens, des deux chefs d'état-major, les généraux Altenburg et Sautner. Il s'agissait en principe, « non d'entrer dans les détails techniques, mais de procéder à un tour d'horizon global, d'ordre stratégique et politique », a indiqué le porte-parole de l'Élysée, M. Vanzella.

BERNARD BRUGOULEX.  
(Lire la suite page 4.)

## Nouvelle diminution du chômage en novembre

Pour le troisième mois consécutif, le chômage a diminué, selon les statistiques publiées le mardi 17 décembre par le ministère du travail.

A la fin novembre, le nombre de demandeurs d'emploi était de 2 495 100 en données brutes (- 0,6 % en un mois) et de 2 355 100 en données corrigées (- 0,5 %). Depuis le début de l'année, il y a 77 500 personnes de moins sur les listes de l'ANPE.

Progressivement, le marché du travail paraît s'adapter aux mouvements économiques, mais la précarité de l'emploi explique largement la persistance d'un chômage important.

(Lire page 27 l'article d'ALAIN LEBEAUX.)



## Jacques Chirac, le sabreur au grand cœur

par LAURENT GRELSAMER  
et DANIEL SCHNEIDERMAN

C'est reparti pour un trimestre. Chirac. Gageons que jusqu'en mai il va agiter l'air d'amples moulinets, serrer des mains à la chaîne, ensemencer les recueils des provinces les plus reculées. On verra se déployer comme une oriflamme, de forêt en forêt, des fêtes, cette bonhomie de réunions et de porte-à-porte.

Et cette voix ! Cette voix de gorge qui porte au fond des états et va caresser la robe des charolais. Une voix comme un soufre rugissant de l'âge d'avant le micro, en perpétuel regret de ne pas rouler les « r » comme un tribun radical de haute époque, taillé au burin pour la tribune et l'écran, et que la télévision, inégalement, banalise.

Une fois de plus, les journalistes politiques vont piocher dans les archives guerrières du hasard au sursaut d'abordage. Et une fois de plus, même s'il le porte au pouvoir, ce pays va méconnaître Jacques Chirac.

De tous nos hommes publics, voici bien le plus tapageur et le plus secret. Cette méconnaissance, il en est le premier responsable, et le reconnaît. À chacun ses recettes pour préserver sa tanière. Chirac a choisi la langue de bois énarque : « il parle comme une machine à écrire », railla un jour François Mitterrand. Cet « écouleur » métallique qui claque comme une gifle, ce sourire en forme de balldozer à croquer les petits enfants, ces enjambées de sept lieues suffisent à distancer les curieux.

Mais tout de même, ce Niagara d'interviews, de discours, de

débats, de biographies (trois à ce jour, deux en préparation) et, au total, cette radicale méprise ! Ainsi, les Français, dans leur gouvernement idéal, lui attribuent volontiers le ministère de l'Intérieur, « pour qu'il serre la vis ». La place Beauvau, il la connaît déjà. Il y a passé deux mois, à la fin du septennat Pompidou. Se fait-il alors remarquer par sa férocité répressive ? Pas du tout.

Il fait valser les directeurs de l'ère Marcellin, tonne contre les écoutes téléphoniques. « On ne gouverne pas en écoutant aux portes ! », lance-t-il. Il fut lui-même victime durant quelques semaines, en 1965, d'écoutes du contre-espionnage français à son domicile, après une racombolesque rencontre en URSS, dans un train, avec une ravissante jeune femme blonde, en fait agent du

KGB. « Les manifestations constituent un mode d'expression naturel », ajoute-t-il. Pour la première fois depuis mai 1968, sois son ministère, les CRS sortent en calot. Sans oublier son opposition, jamais démentie, à la peine de mort.

On le dit autoritaire, dictatorial ? Mais quand il lui faut prier, tard dans la soirée, un chauffeur de Matignon de raccompagner un syndicaliste après une réunion qui s'est éternisée, voilà le premier ministre tout embarrassé. Et le maire de Paris ose à peine demander à l'un de ses collaborateurs de se rendre en mission en Mauritanie pour honorer une de ses généreuses promesses à un élu de ce pays rencontré lors d'un voyage à l'étranger.

(Lire la suite page 10.)

## Inde-Pakistan : un pas vers la détente

M. Gandhi et le général Zia ont eu à New-Delhi des entretiens fructueux.

PAGE 4

## Un succès pour M. Reagan

La Chambre des représentants a adopté le projet de réforme fiscale.

PAGE 4

## L'affaire Barbie devant la Cour de cassation

La différence entre crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

PAGE 22

## La réforme de l'Etat

M. Mitterrand se prononce pour la motivation des actes administratifs.

PAGE 9

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Glenn Gould  
Galina Vichnevskaïa  
Une sélection pour les fêtes  
Pages 13 à 15

Débats : Constitution et cohabitation (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (9 à 12) • Société (21 et 22) • Éducation (23) • Communication (20) • Économie (27 à 31)

Programmes des spectacles (18 à 19) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (26) • Carnet (25) • Annonces classées (24 et 25)

## UN DÉTENU SUR QUATRE EST DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE

## Délinquance et immigration

Le nombre des détenus dans les prisons françaises a atteint au 1<sup>er</sup> décembre le chiffre de 42 886 contre 41 538 au 1<sup>er</sup> novembre dernier, soit une augmentation de 1 348 personnes. La part des détenus en détention provisoire est également en légère augmentation puisqu'elle s'établit à 51,17 % du total de la population pénale, alors qu'elle était à 51 % au 1<sup>er</sup> novembre dernier. Plus d'un détenu sur quatre est de nationalité étrangère.

A gauche, c'est un sujet tabou. A droite, un argument de choix. La « surdélinquance » présumée des étrangers empoisonne le débat sur l'immigration, en dépit - ou à cause - d'une grande incertitude statistique.

« Les données dont nous disposons peuvent servir à démontrer n'importe quelle thèse, remarque M. Philippe Robert, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Elles exigent un mode d'emploi ».

En effet, pris tels quels, sans tenir compte d'un certain nombre de paramètres, ces chiffres nourraient le plus xénophobe des discours politiques. C'est vrai notamment des registres de

l'administration pénitentiaire. En dix ans, le nombre des détenus étrangers a été multiplié par 2,5 (contre 1,5 pour les Français).

Les prisons métropolitaines comptaient 42 758 détenus au 1<sup>er</sup> juillet dernier. Parmi eux, 11 687 étrangers, soit 27,3 %. C'est une proportion considérable si l'on se fonde sur une extrapolation du recensement de 1982 : le taux de détention pour 100 000 personnes serait de 312,4 chez les étrangers, contre 60,4 chez les nationaux, soit 5,2 fois plus !

Ne serait-il pas plus juste de comparer les incarcérations au cours d'une année donnée, puis que certaines personnes sont parfois détenues depuis très longtemps ? Sans doute, mais la proportion est pratiquement la même : par rapport à l'ensemble des deux populations, étrangère et française, le taux d'entrée en prison en 1983 était 5,3 fois plus élevé pour les étrangers que pour les Français.

Les statistiques seraient-elles faussées lors de l'écrou puisque c'est la propre déclaration de nationalité des détenus qui sert de base aux calculs ? On peut penser en effet que certains jeunes, nés en France, ne savent même pas

qu'ils sont devenus automatiquement français et se présentent avec leur autre carte d'identité. Mais l'argument est assez faible. Un binationnel a tout intérêt à se déclarer français. Ce n'est pas, en tout cas, avec de telles considérations qu'on convaincra ceux pour qui un Maghrébin, même français, reste un immigré.

On peut, en revanche, apporter plusieurs autres correctifs au taux de 5,3. D'une part, celui-ci se fonde sur le recensement de 1982, qui sous-évalue la population non française et ne tient pas compte des clandestins. D'autre part, les hommes sont nettement surreprésentés dans les prisons françaises : or la population étrangère est masculine en majorité.

Si l'on tient compte de la structure par sexe et par âge, et si l'on exclut les clandestins de cette comptabilité, le taux étrangers/Français dans les incarcérations, par rapport à l'ensemble des deux populations, n'est plus que de 3,8. « C'est le mode de calcul le plus correct d'un point de vue technique », affirme M. Pierre Tournier, ingénieur de recherches au CESDIP.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 21.)

## PRIX GONCOURT

Yann  
QUEFFÉLEC



Les noces barbares

roman

GALLIMARD

rf

صلى الله عليه وسلم



# débats

## CONSTITUTION ET COHABITATION

On n'a pas fini d'interroger la Constitution pour savoir quel devrait être le comportement du président de la République le lendemain des élections législatives. Pour Jacques Robert, les textes sont parfaitement clairs. D'autres examinent à la loupe les déclarations de Charles de Gaulle pour savoir quel était son sentiment sur le sujet. La vue est cette fois plus brouillée, mais André Astoux est persuadé que le général n'eût pas été favorable à la « cohabitation ».

## Le nœud gordien

Une révision constitutionnelle sera inévitable si le président reste en fonctions avec une Assemblée d'un autre bord

LE 15 décembre 1965, quelques jours avant l'élection présidentielle, le général de Gaulle évoqua l'éventuelle victoire de François Mitterrand : « Si, malgré l'enveloppe, malgré les termes, malgré l'esprit de ce qui a été voté en 1958, les partis se remparaient des institutions de la République, de l'Etat, alors évidemment rien ne vaudrait plus... Or ce qui est en train d'être essayé, c'est, par le détour de l'élection du président de la République au suffrage universel, de remettre l'Etat à la discrétion des partis... La Constitution de 1958 marche grâce à un chef d'Etat qui n'appartient pas aux partis... qui répond à quelque chose qui est commun à tous les Français par-dessus les partis, et qui est leur intérêt commun, leur intérêt national... Si, à la place de ce chef d'Etat, on met un chef d'Etat qui n'est qu'une émanation des partis, alors, je vous le répète, on n'aura rien fait du tout, et tout ce que l'on aura écrit dans la Constitution ne changera rien du tout, on en reviendra à ce qui était avant... et ce serait, j'en suis sûr, comme j'en ai toujours été sûr, une catastrophe nationale... » (1).

Depuis le départ du premier président de la V<sup>e</sup> République, ses successeurs ont été choisis et soutenus par des partis. Le général de Gaulle n'aurait pas approuvé. Quoique partisan, la politique put cependant être conduite sans provoquer de crise de régime tant que le chef de l'exécutif disposait à l'Assemblée nationale d'une majorité favorable. Les pouvoirs étaient compliqués, mais apparemment non confondus.

Ce n'est pas parce que le général de Gaulle sut adapter, quand il le jugeait nécessaire, ses décisions aux circonstances que l'on peut maintenant utiliser ses boutades pour lui faire dire le contraire de ce qui était intangible en lui. Ceux qui se réfèrent à des propos isolés de leur contexte pour justifier une éventuelle « cohabitation » entre l'actuel président de la République et une majorité parlementaire lui qui serait opposée commettent une double et grave atteinte à la philosophie dont ils se prévalent.

Cela consisterait à ne tenir aucun compte de la déclaration catégorique du 15 décembre 1965, relative au régime des

par ANDRÉ ASTOUX (\*)

partis, et à renier le principe de la séparation des pouvoirs, fondement des institutions de la V<sup>e</sup> République. Dans l'esprit et dans les termes de cette Constitution, c'est bien au président qu'il appartient de désigner le premier ministre, de nommer les ministres, c'est-à-dire le gouvernement de son choix, quelle que soit la majorité de l'Assemblée. Toute pression exercée par celle-ci pour qu'il en aille autrement s'apparenterait à une forme de coup d'Etat. Si le président s'y prêtait, il accepterait l'incohérence de sa politique et la fin de son pouvoir de chef d'Etat.

### VI<sup>e</sup> République ?

Autre chose est de savoir si la situation d'un président de la République issu des partis serait confortable dès lors que le gouvernement qui aurait sa préférence risquerait d'être systématiquement censuré par l'Assemblée. Il paraîtrait normal et moral qu'il rivât les conséquences de la volonté populaire dès lors que celle-ci s'exprimerait sans conteste lors d'élections générales (surtout au scrutin proportionnel de liste). Le mandat de sept ans indique une limite, non une obligation. Quant au droit de dissolution, c'est une arme peu tranchante lorsque le désaveu est franc et massif.

Si, malgré tout, le président décidait de demeurer en fonctions, que pourrait-il faire ? Vraisemblablement nommer un gouvernement apparemment plus attentif aux orientations de la République, mais qui ne pourrait pas ne pas avoir sa confiance et agir selon ses directives.

Dès lors, hormis l'hypothèse d'une équipe constituée de personnalités apolitiques et populaires - subterfuge éphémère - la révision de la Constitution deviendrait inévitable. C'est bien là que se trouve le nœud gordien. Cette faille pourrait d'ailleurs apparaître même en cas d'élection présidentielle rapprochée faisant

(\*) Ancien chargé de mission du général de Gaulle. Auteur de *Eh bien, mon cher et vieux pays*, dialogues poétiques avec de Gaulle. (Editions Lieu commun).

« J'en ferai mon devoir. » Au flot des questions qui montent de toutes parts vers lui sur l'attitude qu'il prendra au lendemain des élections législatives de mars 1986, le président de la République répond par cette phrase apparemment sibylline. Et les commentateurs de se demander, avec curiosité et anxiété, ce qu'elle découvre ! Elle a l'air pourtant grosse d'aucune ambiguïté et s'éclaire parfaitement à la lumière des textes constitutionnels en vigueur

## Le devoir du président

Les textes fournissent clairement au chef de l'Etat les moyens de se déterminer

par JACQUES ROBERT (\*)

et de l'expérience politique française.

Le devoir du président est triple :

- Il doit accomplir son mandat jusqu'à son terme.
- Il doit tenir compte de la volonté du peuple.
- En cas de crise, il doit prendre les décisions qu'il s'impose.

I. - Le président de la République est élu en France, pour sept ans. Sauf événement grave (incapacité, maladie...), son droit et son devoir lui commandent d'accomplir jusqu'au bout son mandat. S'il a été élu pour sept ans, c'est précisément pour assurer et symboliser la continuité de l'Etat par-delà les péripéties de la vie politique interne, c'est-à-dire les aléas électoraux. Aucune consultation, même générale (sauf si elle est référendaire), ne saurait infirmer la durée de sa mission constitutionnelle.

Il est le président de tous les Français et non pas de ceux-là seuls qui l'ont élu. A ce titre, un changement de majorité parlementaire ne saurait être interprété comme un désaveu de la légitimité présidentielle. Garant de l'indépendance nationale, il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Un arbitre n'est pas un joueur. Il ne prend point part à la compétition. Il n'a en charge que son bon déroulement et son issue heureuse. En ce sens, le président de la République doit nécessairement tenir compte de l'enjeu et des forces.

II. - Le président de la République doit respecter la volonté du peuple.

Cela veut dire qu'en face d'une nouvelle majorité parlementaire qui n'aurait point ses faveurs le chef de l'Etat ne pourrait, avec les seuls pouvoirs que la Constitution lui confère, exercer sans succès « l'art de gouverner » comme avant. Il doit, pour affirmer son respect de la souveraineté populaire, désigner un premier ministre ayant la confiance de la nouvelle Assemblée, sans pour autant être privé de la sienne.

L'expérience constitutionnelle des Républiques en France montre en effet qu'un chef d'Etat ne peut s'opposer longtemps, à lui seul, au vœu d'une Assemblée élue directement par le pays. On ne saurait le cas de M. Mitterrand et de M. Millerand.

De toute façon, prétendant certains, l'idée même de cohabitation

est contraire à l'esprit de nos institutions. Rien n'est moins exact. La cohabitation n'est pas seulement envisagée par les auteurs de la Constitution de 1958, mais prévue. Le délai d'un an imposé pour dissoudre une seconde fois l'Assemblée est destiné à montrer qu'un président de la République ne pourrait aller contre une majorité qui s'est de nouveau affirmée. Quant à l'article 20, qui dispose que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », il fut sans nul doute inspiré par l'idée qu'un gouvernement pourrait parfaitement un jour être issu de la majorité de l'Assemblée sans être pour autant conforme au désir ou à la pensée du chef de l'Etat.

### Un accord préalable

Il n'en demeure pas moins que, même constitutionnellement concevable, une cohabitation ne serait pas politiquement viable sans l'accord préalable des trois protagonistes (président, premier ministre et Assemblée) sur une marche à suivre cohérente et un minimum commun. On ne peut demander à un président élu cinq ans auparavant de renier son passé. On ne peut opposer la France de 1981 et celle de 1986.

Entre un président de la République et un premier ministre adversaires qui, chacun, s'accrocheraient aux prérogatives incertaines que lui confie la Constitution, une guerre offensive ou « de tranchées » ne durerait pas longtemps. La crise serait inévitable. Le président devrait alors prendre les décisions qu'il s'impose.

III. - Face à une majorité parlementaire hostile et à un premier ministre qui s'appuierait sur elle, le chef de l'Etat ne pourrait, avec les seuls pouvoirs que la Constitution lui confère, exercer sans succès « l'art de gouverner » comme avant. Il doit, pour affirmer son respect de la souveraineté populaire, désigner un premier ministre ayant la confiance de la nouvelle Assemblée, sans pour autant être privé de la sienne.

(\*) Professeur de droit public à l'université Paris-IV.

contre-sens, mener sérieusement la politique de la nation. Il lui faudrait avoir recours à des solutions extrêmes.

« Pourquoi vouloir le référendum ? Rien n'est moins sûr. Il faudrait en effet que le gouvernement lui-même fasse une proposition en ce sens, or on ne voit pas un gouvernement désigné par un président dont l'Assemblée souhaiterait ouvertement le départ se risquer à proposer un référendum qui porterait atteinte aux droits du Parlement.

- Le président pourrait-il se saisir des pouvoirs de l'article 16 ? L'initiative serait risquée. Il faudrait en effet prouver que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu. En outre, l'article 16 est-il fait pour régler un désaccord interne entre le président et le Parlement ?

- Dissoudre ? Mais l'on sait qu'un peuple se dégoûte rarement à quelques semaines d'intervalle et que le président ne pourrait plus, ensuite, dissoudre avant un an. En cas de confirmation par le peuple de son premier vote, le chef de l'Etat se trouverait donc dans une situation encore plus délicate.

- Reste la démission. Mais celle-ci serait précisément l'aveu patent de l'échec de la cohabitation.

Dès lors deux seules attitudes demeurent logiques :

- Celle qui refuse l'idée même de cohabitation parce qu'une dyarchie ne saurait exister au sommet de l'Etat, et qui pousse au départ du président si ses partisans perdent les élections législatives.

- Celle qui, au contraire, accepte la cohabitation parce qu'elle est l'essence même d'une démocratie harmonieuse mais la condamne à réussir par l'appel à des mutuelles concessions et à un compromis implicite au départ.

Gageons que c'est très certainement l'ampleur du résultat des élections de mars prochain qui imposera le choix de l'une ou de l'autre.

## COURRIER DES LECTEURS

### Deux jours comme tous les autres

Vendredi 6 décembre 1985.

I. - 18 h 30 : mon avion atterrit à Roissy ! en provenance de Londres. Au bout du tapis roulant qui va du terminal au terminal principal, une queue énorme, probablement de plus de cent personnes, pour un seul guichet ouvert au contrôle des identités à l'arrivée par la police de l'air. 20 minutes de là, six guichets ouverts pour quelques francs passagers quittant la France. Vieux habitué, je traverse la zone des boutiques sous douane, et me retrouve devant un autre poste de la police de l'air avec deux guichets ouverts pour une dizaine de passagers. La France moderne...

II. - 18 h 45 : une voiture m'attend, c'est le chauffeur de la grève annoncée et explicite des taxis. Il faut dix minutes pour que les grévistes et les « jaunes » laissent un passage même pour une seule file de voitures, au milieu des taxis des deux bords qui occupent toute la vaste largeur de la route autour de Roissy I. Les chauffeurs se bécotent à coups de chariot à bagages. Pas un seul représentant des forces de l'ordre, alors que j'ai vu tous les jours vu cet endroit pour empêcher les stationnements interdits ou organiser le passage des voitures qui débarquent passagers et bagages au départ. La France

de la liberté du travail et un Etat de droit.

III. - 19 h 25 : Cabine téléphonique, en haut de l'avenue de la Grande Armée, au coin de la rue de Frestoy. Une cabine qui fonctionne ! Je possède une carte de télécommunication. Je fais le 10, la sonnerie du téléphone retentit trente-sept fois avant qu'une personne, au demeurant aimable, finisse par me répondre. La France moderne...

IV. - 20 h 40 : Gare de Lyon, sur six cabines téléphoniques, trois à cartes, trois à pièces, pas un endroit semblable. En tout cas, pas d'indications pour acheter des cartes, et deux cabines sur trois ne fonctionnent pas avec les pièces. Une longue file d'hommes en de longues jupes, jurement agrippés et énervés, pour une seule cabine qui marche. Je prête ma carte (gratuitement) à deux jeunes particulièrement inquiets de ne pouvoir prévenir leur grand-mère, puis je pars prendre mon train. Quelle solidarité ? La France moderne...

Samedi 7 décembre 1985. 17 h 45 : Attentat aux gares Lafayette et au Printemps... trente-cinq blessés... Quelle France ?

ALAIN ALCAN.  
(Neuilly-sur-Seine)

### Jaruzelski et Bokassa

Je demeure étonné par les violentes réactions suscitées par la venue du chef polonais en France. Moi non plus, je ne suis pas d'accord sur la façon dont il gère son pays, mais enfin...

Notre ancien président n'a-t-il pas reçu à sa table un certain Bokassa dont j'ai lu le livre, (à vous faire dresser les cheveux sur la tête !), qui donnait aux crocodiles ses opposants... Qui a commis des milliers de massacres. Ne l'a-t-on pas traité de « cher parent et ami... » tellement ami qu'on allait ensemble ?

C. ORSAT.  
(Molsheim)

### « Mongol »

et « Mongolien »

Dans le Monde en date du 11 décembre, je lis page 3 : « Le New York Times rapporte enfin que le département d'Etat a décrié d'autres mesures, non précises, à l'encontre des diplomates cubains (...) mongoliens... » Si j'en crois le Petit Robert, le terme « mongolien » ne désigne plus que dans un sens vieillissant quelque chose de mongole, l'adjoint de nos jours à la trisomie. L'adjoint approprié dans ce contexte était bien évidemment « mongole ».

L. RIBAUDEAU-DUMAS.  
(Paris)

## DERVY LIVRES

Collection MONSTRES ET RELIGIONS

### PROGRÈS OU DÉCLIN DU MAL

PAR ANTOINETTE MONTEAU

Le Mal est un être : les Ecritures en témoignent tout comme le monde contemporain.

Catalogue sur demande - 26, rue Vanquetin 75005 Paris

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPR 45-23-66-31  
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méry (1944-1969), MM. Laurent (1969-1982), André Laurent (1982-1985)

Dirige de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Saut

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$ ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,360 DI ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas, 2,2 \$ ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 305 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,20 \$ ; Yougoslavie, 110 rd.

## ABONNEMENTS

BE 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	587 F	1 037 F	1 552 F	2 030 F
ÉTRANGER (par mandat postal)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG	395 F	762 F	1 089 F
2 - SUISSE-TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chaque abonné d'urgence, définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine en moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à tous correspondances.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sur les bandes propres en capital l'adresse d'impression.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037



# étranger

## LES RELATIONS INTER-EUROPÉENNES ET LE DIALOGUE EST-OUEST

L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE ET LES PAYS COMMUNISTES

### Le nouvel âge de l'Ostpolitik

Depuis quinze ans, avec persévérance et opiniâtreté, les gouvernements de la RFA se sont appliqués à mener, à l'égard des pays du bloc de l'Est, une politique d'ouverture et de dialogue qui a pris le nom d'Ostpolitik. Reconnaissance mutuelle de la RFA et de la RDA, augmentation considérable des échanges économiques et culturels avec l'URSS et les pays membres du pacte de Varsovie en furent les résultats les plus spectaculaires. Inaugurée par le chancelier Willy Brandt, poursuivie par Helmut Schmidt, cette politique est gérée aujourd'hui comme un héritage de bon aloi par l'actuelle coalition au pouvoir à Bonn.

Malgré, semblait-il, une fugue de Jean-Sébastien Bach, la petite musique de l'Ostpolitik, tout en restant semblable dans son thème, change de tonalité à mesure que la mélodie se déroule.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Considérons tout d'abord que le changement de majorité à Bonn, en mars 1983, s'il n'a pas produit de virage à 180°, dans ce domaine, a cependant modifié le contexte dans lequel l'Ostpolitik se pratique. On assiste à un phénomène curieux, l'existence de deux diplomatie parallèles, menées pour leur compte propre, par les principaux dirigeants politiques de la RFA, qui se complètent, se répondent l'une à l'autre, s'entraînent mutuellement.

La toute récente visite de Willy Brandt à Varsovie, au cours de laquelle est apparu au grand jour le choix « légitime » du SPD en faveur du général Jaruzelski contre les amis de Lech Wałęsa n'a fait que porter plus clairement à la connaissance de tout un chacun cette inclination générale d'une bonne partie de l'opinion d'Ost-Rhin : tout ce qui contribue à la stabilité de l'autre côté du rideau de fer est bon pour les intérêts allemands.

Comme en écho, l'hebdomadaire *Die Zeit*, organe central de l'intelligentsia de RFA, entre deux reportages élogieux sur le régime polonais, stigmatise, par le plume de sa directrice, la comtesse Marion Dönhoff, ceux qui, en France osent mettre en doute la volonté réformatrice du régime de Varsovie.

De son côté, le ministre-président bavarois Franz-Josef Strauss, figure de proue de la conservatisme musclé, se fait le messager des prêts consentis par la RFA à la RDA. En regard, l'attitude du chancelier Kohl et de son ministre des affaires étran-

*La politique à l'Est de la RFA semble marquer le pas. Elle reste néanmoins une donnée fondamentale de la diplomatie ouest-allemande. Ne serait-ce que pour préserver les chances d'une future réunification allemande.*

gère libéral Hans Dietrich Genscher, paraît bien timide. Face à une opinion publique tout entière acquiescente à l'Ostpolitik, et applaudissant à chaque nouveau pas dans ce sens, il est, du fait de leur fonction même, contraints de mener de front des négociations délicates, dans le cadre de la CEE, de la définition d'une attitude à l'égard de l'initiative de défense stratégique du président Reagan et de la poursuite du dialogue avec l'URSS.

Comment s'étonner alors que M. Genscher ait repris l'initiative face à une République fédérale qui ne soit plus très bien où donner de la tête.

#### Bons et mauvais points

En effet, contrairement à ses prédécesseurs, le numéro un soviétique a cessé de faire donner les clés de la propagande contre l'Allemagne rattachée. Il s'applique au contraire à donner des bons points ou des mauvais points aux dirigeants politiques ouest-allemands en fonction de leur attitude. Cela se traduit par exemple par la différence de traitement dont ont bénéficié, lors de leur visite respective, M. Philipp Jeoninger, président chrétien-démocrate du Bundestag, reçu par des fonctionnaires de deuxième rang, et M. Johannes Rau, responsable du SPD, reçu par M. Gorbatchev en grande pompe.

Fait nouveau, l'URSS ne considère plus la RFA comme son interlocuteur privilégié, voire unique en Europe de l'Ouest, mais prend conscience de la nécessité de jouer tout à tour séduction avec les autres puissances européennes. La Grande-Bretagne et la France ont chacune reçu M. Gorbatchev, le premier à la veille, la seconde, au lendemain de son accession au pouvoir. Considérant peut-être que l'image de l'Union soviétique est suffisamment

positive en RFA, Moscou semble faire maintenant porter ses efforts ailleurs.

De son côté, le gouvernement fédéral ne peut plus espérer d'évolutions aussi spectaculaires que par le passé. Le rapport « qualité-prix » des concessions faites à la RDA n'est plus aussi favorable qu'auparavant, et les améliorations apportées à la vie des citoyens de RDA par le développement des relations inter-allemandes ont tendance à être portées au crédit de la très active Ostpolitik du SPD plutôt qu'à celui du gouvernement, qui, si l'on met à part M. Genscher, n'est pas très à l'aise dans ce domaine.

« Je me sens plus en Europe à Budapest qu'à Londres... » Et s'exprimant ainsi, à la veille des élections européennes de 1984, l'ancien chancelier Willy Brandt marquait bien l'ordre des priorités. Sur le plan stratégique, cela se traduit par la « doctrine Bahr » (du nom de M. Egon Bahr, le conseiller de M. Brandt en matière de sécurité), qui vise à la création d'une zone dépourvue d'armes nucléaires en Europe centrale et septentrionale. Une reprise, remise au goût du jour, du plan Rasputin des années 50. Ce point de vue recueille des échos très favorables dans les pays scandinaves, en particulier en Suède chez M. Olof Palme, ami de longue date de Willy Brandt. Cette théorie, exclut d'embellie la mise en place d'une « défense européenne » dans laquelle la RFA et la France joueraient un rôle central.

#### Utopies

L'Ostpolitik quitte donc, faute de pouvoir obtenir des résultats concrets dans l'immédiat, le terrain de la politique au jour le jour pour celui de l'utopie. A l'utopie d'une Europe occidentale plus forte, plus solidaire, capable de constituer un pôle de puissance comparable à celui des deux Super-Grands,

s'oppose l'utopie pacifiste d'une Europe géographique réconciliée avec elle-même, ayant son centre de gravité dans cette « Mitteleuropa » qui s'étend de Stockholm à Belgrade en passant par Varsovie et Vienne. L'objectif à long terme, estimé par certains dirigeants allemands comme réalisable par la prochaine génération, étant de créer les conditions favorables à une éventuelle réunification allemande.

Mais, en attendant, il faut bien vivre. Comme on ne peut guère aller plus loin en matière de normalisation des rapports entre les deux Allemagnes, on s'attache, autant que possible, à maintenir les choses en l'état, en profitant du dialogue qui s'amorce entre l'URSS et les Etats-Unis pour consolider quelques acquis. Et surveiller tout ce qui pourrait, potentiellement, constituer une entrave à un futur redémarrage de l'Ostpolitik. Ainsi les « ratés » que l'on peut constater dans la coopération franco-allemande (le *Monde* du 17 décembre) témoignent de la réticence de Bonn à mettre le doigt dans l'engrenage de projets technologiques qui pourraient apparaître comme l'amorce d'une défense spatiale européenne.

Paradoxalement, une éventuelle participation ouest-allemande au projet américain de défense spatiale, même si elle est violemment condamnée par l'URSS, ne change pas fondamentalement les données du problème : elle s'inscrit dans une logique bien connue, dans laquelle la RFA participe à l'effort de défense de l'OTAN sans avoir la responsabilité de sa stratégie. Une situation commode qui évite à la RFA d'avoir à affronter directement l'URSS.

Dans la mesure où, pour l'instant, l'Ostpolitik n'est pas dans une phase dynamique, la RFA a plus besoin du soutien moral de ses alliés occidentaux. Peut-être est-ce là l'une des raisons qui rendent le couple Mitterrand-Kohl moins symbolique que celui qui formait M. Giscard d'Estaing et M. Helmut Schmidt. Le jeu d'attente en milieu de terrain des Allemands (de l'Est comme de l'Ouest) neutralise les efforts d'un François Mitterrand qui aimerait bien percer sur l'aile européenne. Et, qui plus est, se trouve parfois en position de hors-jeu, lorsque par exemple il s'avance un peu trop loin en direction de la Pologne.

LUC ROSENZWEIG.

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMECON A MOSCOU

### L'URSS accroît ses exigences auprès de ses partenaires

Les premiers ministres des pays membres du Comecon se sont réunis mardi 17 décembre, à Moscou, pour une session « extraordinaire » en principe destinée à entériner « le programme complexe de coopération scientifique et technique jusqu'à l'an 2000 ». La session, convoquée alors que tous les pays du bloc soviétique s'apprêtent à entamer simultanément leurs nouveaux plans quinquennaux (1986-1990), a été ouverte par M. Gorbatchev. Le secrétaire général du PC soviétique a souligné que le programme complexe devait non seulement « accélérer le développement social et économique » des pays membres, mais aussi « renforcer leur unité et leur cohésion ».

Ces thèmes, de même que les appels à la modernisation technologique et au passage d'une économie intensive, appartiennent au rituel des réunions du Comecon, mais depuis quelques années, et tout particulièrement depuis l'ascension au pouvoir de M. Gorbatchev, les pays est-européens sont soumis à une pression sensiblement accrue de la part de l'URSS. Les Soviétiques exigent que leurs partenaires les fassent bénéficier de leurs progrès technologiques, notamment par le biais de licences achetées à l'Ouest, ou obtenues par d'autres moyens. D'autre

part, ils ne se satisfont plus des produits de moins bonne qualité que leur destination jusqu'à présent certains pays est-européens qui prétendaient vendre leurs meilleures productions à l'Ouest, coudre des devises. Enfin, les Soviétiques refusent d'augmenter leurs livraisons d'énergie (et surtout de pétrole) à leurs partenaires, auxquels ils demandent d'investir pour la mise en exploitation de nouveaux gisements ou de centrales nucléaires en URSS.

Ces exigences nouvelles ont, semble-t-il, créé de sérieux difficultés à certains pays de l'Est, comme la Bulgarie. Cependant, l'intervention du premier ministre bulgare, M. Filipov, lors de la première journée de la session, mardi, telle qu'on s'en rend compte l'agence Tass, approuvait totalement les thèses soviétiques. On pouvait, en revanche, discerner de discrètes réserves dans le discours du premier ministre hongrois, M. Lazar.

Quant à l'intervention du premier ministre roumain, M. Dăscălescu, elle ne sera publiée qu'ultérieurement. Traditionnellement, les Roumains expriment, d'une manière ou d'une autre, leur insatisfaction lors des réunions du Comecon.

J. K.

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN EN YOUGOSLAVIE

### M. Shultz condamne toute indulgence à l'égard des « terroristes » de l'OLP

De notre correspondant

Belgrade. — Les Yougoslaves se disent « satisfaits » de la visite du secrétaire d'Etat américain George Shultz à Belgrade, dernière étape de sa tournée européenne après Bucarest et Budapest. Ils pensent, à l'égard de M. Džardžević, ministre des affaires étrangères, que les Etats-Unis continueront, en dépit de certaines différences dans les positions des deux pays, à développer leurs relations avec Belgrade, et qu'ils ont fait, preuve, une nouvelle fois de « compréhension » à l'égard de la politique yougoslave de coopération internationale. Ils ont obtenu des indications « très intéressantes » sur la rencontre Reagan-Gorbatchev de Genève et sur les possibilités de détente internationale, qui, certes, dépendent en premier lieu des deux superpuissances, mais également de la contribution de tous les autres pays.

Après des rapports entre les Etats-Unis et l'OLP, le secrétaire d'Etat américain a déclaré : « Les conditions américaines de discussion avec l'OLP sont très claires. Nous soutenons que les articles 242 et 332 du Conseil de sécurité et le droit pour Israël d'exister. Il est difficile d'imaginer que nous puissions prendre place à la même table avec des gens qui se font les avocats de l'extermination d'Israël et qui prennent part à des actes de terrorisme. »

« Regrets » que le dirigeant palestinien Abou Abbas ait pu traverser la Yougoslavie après ce qui s'était passé à bord du paquebot italien *Achille-Lauro*. M. Džardžević a tenu à préciser à ce propos que la Yougoslavie était contre toute forme de terrorisme, mais qu'il fallait faire une distinction entre terrorisme et lutte de libération nationale. Intervenant à nouveau à ce propos, M. Shultz a relevé que le meurtre d'un Américain et les souffrances subies à bord de l'*Achille-Lauro* par des dizaines d'autres personnes ne pouvaient être justifiés par aucune cause. « Ce fut, a-t-il dit, un acte flagrant de terrorisme. » Et martelant ses mots d'un coup de poing sur la table, il a ajouté : « Cet acte doit être condamné par toute la communauté internationale. »

A propos des rapports entre les Etats-Unis et l'OLP, le secrétaire d'Etat américain a déclaré : « Les conditions américaines de discussion avec l'OLP sont très claires. Nous soutenons que les articles 242 et 332 du Conseil de sécurité et le droit pour Israël d'exister. Il est difficile d'imaginer que nous puissions prendre place à la même table avec des gens qui se font les avocats de l'extermination d'Israël et qui prennent part à des actes de terrorisme. »

PAUL YANKOVITCH.

MALGRÉ L'ACCORD UNANIME DES DIX

### La réforme de la CEE reste menacée par les réticences du Parlement danois

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix ont approuvé, mardi 17 décembre, les amendements qu'ils estiment nécessaires d'apporter à l'accord conclu le 2 décembre à Luxembourg par les chefs d'Etat et de gouvernement pour tenter de donner satisfaction au Parlement européen. Celui-ci, réuni en session plénière la semaine dernière à Strasbourg, avait jugé cet accord insuffisant, notamment en ce qui concerne le renforcement de ses pouvoirs. Les amendements décidés par le conseil sont modestes, voire insignifiants. Mais ils constituent tout de même un geste de bonne volonté, et confirment la volonté des Dix d'associer plus intimement l'assemblée au processus de décision dans les domaines prioritaires de l'action communautaire, tels que l'établissement d'un grand marché d'ici à 1992 et le renforcement de la coopération technologique.

L'essentiel, cependant, est que les Dix sont restés unis, et ont tous manifesté la volonté de confirmer l'accord de Luxembourg. « Le processus de modification du traité a été mené à son terme. (...) Le président a déclaré la conférence intergouvernementale close. (...) La réunion s'est terminée dans l'euphorie », a résumé M. Roland Dumas. C'est sans doute aller un peu vite en besogne ; mais, assurément, une étape importante a été franchie. Les Italiens, qui, depuis le début de l'opération, se sont fait les avocats de l'assemblée, se sont bien gardés de se désolidariser de leurs partenaires, même si les résultats de la conférence ne plaisaient pas à Strasbourg. Et si leur « réserve » n'a pas été explicitement levée, elle n'a pas été réitérée non plus.

Tous espèrent que le Parlement européen, lors de sa session de jan-

vier, saura faire la part des choses, et trouvera une majorité pour accueillir plus favorablement les conclusions de la conférence. Le gouvernement italien pourra alors plus facilement persuader son propre Parlement de ratifier les nouveaux traités. L'obstacle danois demeurera le plus sérieux. M. Elleman-Jensen, le ministre des affaires étrangères, a malheureusement sa réserve. Le Folketing, l'assemblée nationale de Copenhague, est très réticent à l'égard de la révision des traités et singulièrement du renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Les amendements très formels, décidés mardi, ne sont pas de nature à rendre plus difficile la tâche du gouvernement, mais ils n'en ont pas encore pour autant convaincu le Folketing.

La réserve des Danois peut suffire à bloquer le processus de réforme. On a ainsi opposé mûri que M. Elleman-Jensen s'était opposé à la modification du règlement intérieur du conseil des ministres, modification technique, mais aussi concrètement importante puisque son objet était de favoriser le recours systématique au vote à la majorité.

Mardi, M. Lalumière, ministre français des affaires européennes, a par ailleurs présenté un projet tendant à créer un comité d'historiens chargés d'étudier les conditions du génocide arménien de 1915. Elle a expliqué que la France était sensible aux tensions qui secouent la communauté arménienne, et qui conduisent parfois certains de ses membres à des actes de violence.

Ses collègues européens ont écouté poliment, mais se sont montrés inégalement convaincus, non certes du bien-fondé de ses raisons, mais de l'opportunité de cette démarche. Et aussi du choix de l'enceinte communautaire pour une telle initiative.

PHILIPPE LEMAITRE.

### L'engagement de Bonn sur la défense spatiale alourdit le contentieux franco-allemand

(Suite de la première page.)

Ce sont pourtant ces « détails techniques » qui donnent aujourd'hui le sentiment que la coopération entre la France et la République fédérale, tout en conservant une certaine vitesse acquise, ne fonctionne plus comme elle le devrait.

Interrogé sur l'initiative de défense stratégique américaine, à laquelle Bonn devait annoncer ce mercredi la participation de ses industriels, M. Mitterrand a assuré qu'au cours de la conversation avec M. Kohl, les initiales IDS n'ont même pas été prononcées. Sans doute faut-il y voir l'effet d'une certaine répugnance présidentielle pour les sigles, plutôt qu'une réalité : il s'agit là d'une des déceptions majeures de Paris vis-à-vis de la RFA ; et, fût-ce sous une forme indirecte, le chef de l'Etat pouvait difficilement ne pas le redire à son visiteur allemand.

#### Réactiver la coopération militaire

Autre « détail » qui est jugé de façon négative du côté français : le refus de Bonn de participer à la construction de la navette spatiale européenne *Hermès*. On le déplore d'autant plus, à Paris, que l'espace est un domaine où la France et la République fédérale ont déjà apporté ensemble une contribution importante au succès de l'Europe, avec la fusée Ariane (l'Agence spatiale européenne est d'ailleurs installée à Paris, et dirigée par un Allemand, le professeur Reimar Lüst). Mais on ne désespère pas, à l'Elysée, de convaincre Bonn de revenir sur ce refus : « Le dossier reste ouvert », a déclaré M. Mitterrand.

Il est vrai que, pour compenser ces déconvenues, la mise en œuvre du traité franco-allemand de 1963 va être « réactivée » dans le

domaine militaire et stratégique. Déjà, au sommet franco-allemand de Bonn, en octobre 1982, alors que les entretiens se révélaient décevants sur le plan économique et monétaire, on avait mis l'accord sur le prochain développement de la coopération militaire. En soulignant que ces dispositions du traité n'avaient guère, jusqu'alors, été mises en application, autre motif, de moins, que dans la production en commun de certains matériels, aéronautiques notamment.


Cette fois-ci, c'est surtout dans le domaine de la formation des officiers des deux pays que cette coopération va être institutionnalisée. « C'est un signe modeste, mais significatif, de la vitalité des relations entre nos deux peuples », a estimé le chancelier Kohl. Modeste non pas, certes, au regard de ce qui fut l'histoire des relations franco-allemandes aux dix-neuvième et vingtième siècles, mais par rapport aux problèmes auxquels la défense de l'Europe se trouve aujourd'hui confrontée, et aussi aux difficultés présentes de la coopération franco-allemande.

Difficultés qui ne tiennent pas seulement à un certain déclin actuel des milieux industriels de Bonn pour la technologie française, ou aux réticences de la Bundesbank et des milieux d'affaires à l'égard de toute extension significative de la coopération militaire européenne, mais aussi, peut-être, à une évolution plus profonde : celle de la perception par les Allemands de leur place en Europe et dans le monde.

MM. Mitterrand et Kohl ne manqueraient pas de sujets de conversation lorsqu'ils se retrouveront, le 16 janvier prochain, au quartier général des Forces françaises en Allemagne, à Baden-Baden.

BERNARD BRIGOLEUX.

**Thomas BERNHARD**



**Béton**

« Une prose palpitante, nerveuse, qui ne cesse de fasciner par ses coups d'archer, sa finesse musicale, ses subtiles trouvailles nocturnes. »  
Jacques-Pierre Amette/Le Point

« L'un des plus grands écrivains contemporains de langue allemande. »  
Olivier Maurais/Le Figaro Magazine

**GALLIMARD** *nrf*



صحة من الامل

## DIPLOMATIE

### LA CONFÉRENCE DE L'AGENCE DE COOPÉRATION FRANCOPHONE A DAKAR

#### Un bras de fer franco-gabonais

De notre envoyé spécial

Dakar. — Grandes manœuvres autour d'une petite organisation. La France et le Gabon, qui présentent respectivement au secrétariat général de l'Agence de coopération francophone (ACCT) M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et M. Paul Kunda, conseiller diplomatique du président Bongo, se sont livrés mardi 17 décembre, pour la plus grande joie de certains délégués, à un ballet où la fausse sérénité du disputeur à la fin de la décontraction.

A l'arrivée surprise de M. Filloud à Dakar lundi, a répondu celle inattendue, le lendemain, de M. Kunda par avion présidentiel spécial en provenance de Libreville pour bien marquer l'importance que M. Bongo accorde à la candidature de son collaborateur. M. Filloud a laissé, mardi soir, le champ libre à son concurrent pour rentrer à Paris où l'attendait mercredi, au conseil des ministres, la suite des péripéties audiovisuelles de la tour Eiffel. S'il était élu, il pourrait revenir au Sénégal mercredi en fin d'après-midi.

En attendant, M. Nucci est resté à Dakar pour y défendre la candidature de son collègue. Le ministre délégué à la coopération a rencontré mardi le président sénégalais, M. Diouf, qu'il n'a apparemment pas réussi à convaincre du bien-fondé de la candidature de M. Filloud.

La Sénégal appuie, en effet, la position de Libreville, qui peut se résumer à cette interprétation eudacienne des statuts de l'Agence : « Le Gabon a droit, comme auparavant le Niger, à deux mandats de quatre ans au secrétariat général. Si vous ne voulez plus du secrétaire général sortant, prenez un autre Gabonais pour quatre ans encore. »

Du coup, les deux autres principaux candidats, un conseiller d'Etat libanais, M. Hassan Rifat, et un haut fonctionnaire luxembourgeois à l'UNESCO, M. Raymond Weber, se sont maintenus, tout en déclarant qu'ils ne s'opposeraient ni à un consensus, était finalement trouvé sur un autre nom.

Le dernier mot appartiendra peut-être à M. Jacques Chirac. Un moyen de sortir de l'impasse pourrait être en effet de reconduire pour un an M. Owono et de remettre en lice, pour la suite, M. Michel Jobert. Telle est du moins l'opinion discrètement mais clairement exprimée dans les coulisses de la conférence par M. Jacques Filloud, directeur adjoint des relations internationales de la mairie de Paris et secrétaire permanent de l'Association des maires des capitales francophones, fondée et présidée par M. Chirac. Naturellement, M. Richard a affirmé avec vigueur ne pas se trouver à Dakar à la demande du président du RPR.

Après la journée des dupes de lundi et la brève de fer franco-gabonais, mardi, verra-t-on surgir une candidature de dernière minute ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## ASIE

### LA VISITE EN AUSTRALIE DU MINISTRE INDONÉSIE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

#### Oublier Timor

De notre correspondant

Sydney. — La visite officielle que vient d'effectuer en Australie le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja était attendue ici avec un mélange d'appréhension et d'espérance.

Appréhension, car c'était sa première visite depuis celle, orageuse, de 1978 dominée par la question de l'invasion trois ans plus tôt de Timor oriental par les troupes indonésiennes. Cette action sanglante suivie d'annexion, avait vivement choqué Canberra et l'opinion publique australienne. D'autant plus que cinq journalistes australiens qui couvraient l'événement avaient trouvé la mort.

Anjourd'hui, la question de Timor est réglée sinon dans les coeurs et les esprits, du moins par la diplomatie. En août dernier, le premier ministre, M. Hawke, malgré les huits cris de l'alle gauche de son parti, a réaffirmé sa reconnaissance de la souveraineté de Djakarta sur Timor. Déjà en 1979, le gouvernement libéral de M. Fraser, après quatre ans d'une vive opposition de principe, avait cédé à l'intérêt géopolitique et économique.

L'Indonésie n'est-elle pas aujourd'hui, après les Etats-Unis, le partenaire politique le plus important de l'Australie ?

Avec différents ministres, M. Mochtar a débattu des grandes questions d'intérêt commun : le désarmement et l'instauration d'un Pacifique sud dénucléarisé, la nécessité de résoudre ensemble le problème du Cam-

bodge et la possibilité d'une exploitation en commun de l'important gisement de pétrole et de gaz au sud de Timor, dans une zone que les deux pays se disputent depuis longtemps. M. Mochtar a assuré qu'il repartait avec une invitation adressée par l'Australie au président Suharto, courtoisement de la réconciliation.

Même la question épineuse des dix mille réfugiés établis dans des camps frontaliers de Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais originaires de la province indonésienne de l'Irian Jaya, a fait l'objet d'un débat nourri mais dépourvu d'incidents.

L'affaire avait pris un tour délicat en juin dernier quand cinq hommes, fuyant l'Irian Jaya, avaient accosté sur l'île australienne de Thursday Island. Trois autres « réfugiés » avaient suivi en octobre.

Fort embarrassé, craignant de contrarier l'Indonésie, qui refuse d'admettre que les personnes fuyant l'Irian Jaya sont des réfugiés victimes de répression au même titre que les Vietnamiens, le gouvernement australien n'a toujours pas décidé s'il devait les refouler ou les accepter.

M. Mochtar a mis en garde l'Australie : « Le statut de réfugié n'est peut-être pas celui qui convient à ces hommes. » Le ministre australien des affaires étrangères a annoncé pour sa part qu'il préférerait les traiter en « immigrants » classiques. Encore un signe de l'esprit de conciliation qui présidait ces jours-ci à la rencontre.

SYLVIE CROSSMANN.

### LA RENCONTRE ENTRE M. GANDHI ET LE GÉNÉRAL ZIA A NEW-DELHI

#### Un nouveau pas vers la détente dans le sous-continent

De notre correspondant

New-Delhi. — Ce n'est pas encore la grande réconciliation entre les deux frères ennemis du sous-continent, mais, comme le dit un diplomate occidental, les décisions prises mardi 17 décembre à New-Delhi « constituent un pas très significatif vers la paix régionale ».

La visite promise, dans les six mois qui viennent, de Rajiv Gandhi à Islamabad, ce n'est pas Sadat à Jérusalem, mais pour la région qui a vécu trois guerres en trente ans c'est tout aussi solennel. Il y a trente-deux ans — depuis le voyage de Nehru en 1954 — qu'un dirigeant indien n'a pas posé le pied dans la « cité de l'islam ». Moins spectaculaire, mais peut-être plus important, l'engagement — verbal — pris hier par les dirigeants des deux pays de ne pas attaquer leurs installations nucléaires réciproques devrait permettre de détendre l'atmosphère.

L'idée d'un raid préventif indien contre le complexe nucléaire pakistanais de Kahuta, près d'Islamabad, était, en effet, dans l'air depuis des mois. « Nous essayons de ne pas nous conduire comme certains pays », avait répliqué M. Gandhi dans les colonnes du Monde (daté du 4 juin dernier) en évoquant le bombardement israélien, il y a quelques années, contre des installations nucléaires en Iran. Reste que la presse pakistanaise dénonçait périodiquement la « menace indienne » contre un programme dont on ignore presque tout. « Il n'y a pas eu d'entente sur la nature de nos pro-

grammes nucléaires », a d'ailleurs précisé M. Gandhi; le président Zia a admis de son côté que « certains aspects de la question nucléaire restent à clarifier ».

En clair, les deux pays, qui présentent la particularité d'avoir à la fois de bonnes raisons de s'entendre ou de s'agresser, pourront continuer de s'accuser mutuellement de développer en catimini l'arme atomique. Au moins jusqu'à ce qu'un accord d'inspection ou de surveillance réciproque intervienne. Mais on n'en est pas là. Même si la rencontre entre M. Gandhi et le général Zia Ul-Haq — la scène se joue trois mois — a été qualifiée des deux côtés d'« extrêmement cordiale », il s'agit d'abord pour l'heure « de débarrasser les relations bilatérales des zones de défiance et de doute qui sont à l'origine des tensions ». L'approche choisie est celle des petits pas et de l'élimination systématique des points de discorde.

La question prioritaire du Cachemire — partagée par une ligne de cessez-le-feu depuis la première guerre indo-pakistanaise de 1948 — sera abordée à une date appropriée », a dit le général Zia. En attendant, l'Inde et le Pakistan continueront sans doute à revendiquer l'un et l'autre la totalité de la région disputée. La semaine dernière encore, au sommet de Dacca (le Monde du 10 décembre), la cérémonie d'émission d'un timbre commémoratif avait dû être annulée en extrême cas la version pakistanaise du motif — une carte de la région — incluant dans les frontières pakistanaises tout le Cachemire indien. L'erreur — à ce jour n'a pas été réparée. Quant aux escarmouches périodiques sur la ligne de cessez-le-feu, des entretiens « auront lieu très bientôt afin d'essayer de régler le problème ». Le programme établi à New-Delhi — où le général Zia n'est resté que six heures — prévoit une rencontre à la mi-janvier entre les secrétaires aux affaires étrangères des deux pays. Ils s'efforceront d'« harmoniser » le projet de pacte de non-agression proposé depuis 1981 par le Pakistan avec le traité d'amitié et de coopération offert par l'Inde. Différence essentielle : le projet indien interdit l'installation de forces étrangères sur le territoire des signataires.

#### Le désaccord sur la question afghane

Le Pakistan, confronté sur sa frontière ouest à l'occupation soviétique de l'Afghanistan, se fait tirer l'oreille sur ce point. « Peut-être un jour aurons-nous besoin d'aide face à Moscou », dit-on à Islamabad. Le désaccord sur la question afghane reste entier. Pour le reste, le général Zia a juré une nouvelle fois qu'il était opposé « au terrorisme sous toutes ses formes » et qu'il n'encourageait donc pas les indépendantistes sikhs de Pendjab. Il a laissé entendre que l'Inde elle-même n'était pas irréprochable sur ce chapitre. Les troubles de 1983 dans le Sind pakistanais auraient été encouragés par Indira Gandhi. Bref, les deux voisins restent sur le qui-vive, mais ils cherchent, en augmentant leurs échanges, à changer leur perception.

Les ministres des finances se rencontreront début janvier à Islamabad pour finaliser « un arrangement économique » qui devrait permettre à terme une meilleure circulation des biens et des capitaux entre les deux pays. Pour faciliter les contacts humains, réduits actuellement à leur plus simple expression de part et d'autre, un accord de coopération culturelle est également en gestation.

Les fils du dialogue indo-pakistanaise semblent donc noués. L'Inde, il y avait été une fois de plus rompu en 1984, au plus fort de la crise sikh, par Indira Gandhi. Se sentant menacée, avait-elle simplement décidé de jouer la carte antipakistanaise dans une campagne électorale qui s'annonçait difficile ? L'Histoire tranchera. Une chose est sûre aujourd'hui : l'accord intervenu le 17 décembre à New-Delhi est celui de deux hommes suffisamment surs de leurs positions intérieures pour se permettre un peu d'audace. Cela dit, « la cicatrisation des blessures infligées par une séparation sanglante en 1947 et par trois guerres successives ne peut être que très lente » résumait un haut fonctionnaire indien.

PATRICE CLAUDE.

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### Le débat sur la réforme fiscale va pouvoir se poursuivre devant le Sénat

##### Un succès pour M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — La Chambre des représentants a adopté, mardi 17 décembre, à main levée, un projet de réforme fiscale dont le Sénat devrait débattre l'année prochaine. Ce vote a effacé l'échec personnel qu'avait essuyé M. Reagan la semaine dernière lorsque la presque totalité de ses amis républicains de la Chambre (où ils sont minoritaires) avaient, malgré les pressants appels de la Maison Blanche, joint leurs voix à quelques démocrates pour bloquer l'examen de ce texte.

M. Reagan avait aussitôt entrepris de les faire revenir sur leur décision en s'entretenant directement avec plusieurs d'entre eux et en se rendant surtout en personne, lundi, au Capitole (le Monde du 18 décembre). Tout à fait exceptionnel, cet effort présidentiel tenait au fait que la réduction du nombre et du niveau des taux d'imposition est l'un des premiers objectifs que M. Reagan s'est assignés pour son second mandat et que faute d'être réalisés avant les élections parlementaires de novembre 1986 il aurait peu de chances de l'être dans les deux années qui précéderont ensuite le scrutin présidentiel de 1988.

C'est la raison pour laquelle le président avait choisi d'apporter son appui à un texte démocrate qui ne le satisfaisait pas plus que les représentants républicains, mais qu'il compte bien voir modifier par le Sénat, dont son parti a le contrôle.

Cette victoire à l'arraché dans cette première manche n'implique pas obligatoirement cependant que M. Reagan pourra au bout du compte obtenir gain de cause. La fronde des représentants républicains a clairement montré en effet que les élus, voyant déjà se profiler l'après-Reagan, pensent à leurs propres intérêts politiques avant de se consacrer pour ceux du président. Or tout projet de réforme fiscale heurte suffisamment d'avantages acquis pour que tous les groupes de pression concernés puissent pousser leurs

dossier dans une année où la totalité des sièges de la Chambre et un tiers de ceux du Sénat (où la majorité républicaine est menacée) sont soumis à réélection.

#### Veto contre la loi textile

Après l'adoption, la semaine dernière, d'une loi rendant obligatoire le retour à l'équilibre budgétaire sur cinq ans — même au prix d'une réduction des dépenses militaires, à laquelle la Maison Blanche demeure opposée — la partie devient délicate pour M. Reagan. Il en est tellement conscient qu'il a, mardi, attendu jusqu'à près de minuit que la Chambre se soit prononcée sur le projet fiscal pour rendre public son veto à une loi limitant sévèrement les importations de textiles, de chaussures et de cuir.

Minuit était le délai légal au-delà duquel le président s'aurait pu exercer ce veto, mais il ne s'agissait surtout pas d'irriter les représentants qui, dans un large consensus, avaient tenu, comme les sénateurs, à montrer à leurs électeurs qu'ils ne reculaient pas devant le protectionnisme pour secourir les industries et les régions menacées par les importations.

Le déficit commercial des Etats-Unis devrait atteindre cette année quelque 150 milliards de dollars, et les partisans de la « loi textile » affirment que plus de 350 000 emplois ont dû être supprimés dans les trois branches sur lesquelles elle portait en raison de la compétitivité que donne aux industries étrangères la surévaluation persistante de la monnaie américaine. « Les effets dommageables (de mesures protectionnistes) seraient rapidement ressentis par chaque Américain à travers une hausse des prix et une diminution de la croissance », a déclaré M. Reagan pour expliquer son veto.

BERNARD GUETTA.

### Pérou

#### Le réveil de l'opposition de gauche

De notre correspondant

Lima. — « L'opposition, quelle opposition ? », avait répondu le président Alan García à une question sur d'éventuelles réactions à un dégel des prix. En effet, après avoir remporté les élections d'avril avec plus de 45 % des suffrages, le dynamisme du chef d'Etat a gagné, si l'on en croit les sondages, la sympathie de la quasi-totalité des dix-huit millions de Péruviens. Pas d'opposition à droite : la conservateur Parti populaire chrétien et le libéral Action populaire ont été pratiquement balayés de la scène politique. Pas d'opposition à gauche : la coalition marxiste, la IU, gauche unie, qui avait obtenu 23 % des suffrages, s'était désistée au second tour, reconnaissant ainsi la victoire incontestable de l'APRA. Depuis, la IU avait sombré dans une profonde léthargie.

Faute au raz de marée électoral de l'APRA, au discours radical et aux premières mesures prises par le nouveau régime — notamment le « non » au Fonds monétaire international — la gauche unie ne savait quelle attitude adopter. Elle souffrait, désolée dans ses rangs, d'une « crise d'identité ». Le chagrin entre les prises de position des secteurs « modérés » et celles des « jacobins », faisait craindre, début novembre, l'éclatement inéluctable de la coalition marxiste, la deuxième force politique du pays.

Pour les modérés (parmi lesquels le Parti communiste péruvien) dirigés par Alfonso Barrios, président de la IU et maire de Lima, l'important consistait à améliorer les conditions de vie de la population. Si quelqu'un peut le faire à notre

place, nous n'allons pas être mesquins et lui refuser notre appui. Donc, appui critique face au régime, et non pas opposition sectaire et dogmatique ».

Pour les jacobins — dont les membres de l'UNIR, — face au régime de l'APRA, « réformiste bourgeois qui ne cherche qu'à renégocier avec l'impérialisme de nouvelles conditions de dépendance », l'opposition doit être implacable. Il est urgent que la IU reprenne l'initiative, réaffirme son programme et se strategic à long terme, au lieu de se cantonner dans une attitude passive comme le fait son leader, vivement critiqué pour se contenter d'applaudir chaque mesure positive, de censurer chaque mesure négative ».

#### « Démocratie formelle »

Les dirigeants de la IU sont finalement parvenus à approuver un document d'analyse des cent premiers jours de gouvernement d'Alan García. Le diagnostic est sévère et montre que la tendance des « faucons » l'a emporté sur celle des « colombes ». Le problème de fond, selon ce document, est que le régime « représente une simple alternative de modernisation de la société, mais ne cherche pas à en modifier la structure capitaliste ». Il adopte des mesures, tape à l'œil et à court terme, et ne s'attaque pas aux racines de la crise. Enfin, il y a divorce entre le discours et les actes.

Les exemples cités sont nombreux pour étayer cette critique. Par exemple, en ce qui concerne le pétrole, le gouvernement a révisé les contrats des trois entreprises transnationales, accusées d'avoir fraudé le fisc pour plus de 600 millions de dol-

lars. Néanmoins, il est actuellement en pourparlers avec ces mêmes firmes pour renégocier de nouveaux contrats en leur accordant même de nouveaux avantages... En agriculture, le gouvernement déclare prioritaire le développement du « trapazo andin », mais dans la pratique, il ne lui destine que 6 % des crédits...

En ce qui concerne la dette, il promet de n'engager que 10 % des exportations pour rembourser les échéances, mais en réalité, le budget 1986 prévoit plus de 25 % pour ce poste. Il rompt les relations avec le FMI, et cependant son représentant au Pérou, le Brésilien Valdemar de Moraes, occupe toujours son bureau à la Banque centrale de réserve, et informe quotidiennement le Fonds sur le marché de l'économie. En ce qui concerne les violations des droits de l'homme, la IU estime que la stratégie de la lutte contre la subversion dans la région en état d'urgence n'a pas été modifiée...

La IU reconnaît que certaines mesures sont positives, tout spécialement la campagne contre le trafic de cocaïne et la corruption. Conclusion du document : « L'évaluation de ces trois mois nous permet d'établir les limites du projet apéritif. D'une part, son programme de réformes partielles touche certains effets de la crise, mais non pas ses causes. Le nationalisme se limite à renégocier les conditions de domination de l'impérialisme, sans essayer d'y mettre un terme. La démocratie n'échappe pas aux frontières de la démocratie formelle, et même renforce les tendances autoritaires, le centralisme et le corporatisme. »

NICOLE BONNET.



HUMIDIFICATEUR D'AIR A EFFICACITÉ VISIBILE (Procédé : ultrason)  
Pour bureaux et maisons jusqu'à 150 m<sup>3</sup>  
Respirez l'air pur, sans bactéries et dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.  
Distributeur : Joseph Brandt,  
Cortège N.N. DRAP, 08341 LA TRINITE  
Tél. : 93.27.11.34. Téléc. : 462.227. F

CONTRE  
COURANT

lampadaires halogènes  
500 watts avec variateur

695 f

12, rue des Halles 75001 Paris.

tél. (1) 42 33 38 04



# LES FLUCTUATIONS DE LA POLITIQUE CHINOISE

## Le programme nucléaire : une révision en baisse malgré l'accord avec la France

De notre correspondant

Pékin. - Les Chinois ne savent toujours pas que leur pays a décidé - enfin - d'acheter une centrale nucléaire à la France, associée à la Grande-Bretagne. Lundi 16 décembre, en page 2, le *Quotidien du peuple* s'est contenté de publier une dépêche de l'agence Chine nouvelle datée de Paris, dont le dernier paragraphe disait de manière sibylline que « les conversations entre le vice-premier ministre Li Peng et le Cresson ont été concentrées sur la fourniture d'installations pour une centrale nucléaire dans la province de Canton. Tous deux ont exprimé leur satisfaction sur ces discussions, qui auront un impact positif sur la construction de la centrale ».

Pékin attend certainement la conclusion de l'accord entre la Guangdong Nuclear Power Joint-Venture Company et la société britannique GEC, chargée de la partie classique, voire la signature de la « lettre d'intention » avant le 1<sup>er</sup> mars 1986, pour informer officiellement la population. Il s'agit, en effet, de la première commande par la Chine d'un réacteur nucléaire à l'étranger, mais aussi du plus gros contrat conclu depuis celui de l'ac-

tion de Baoshan, près de Shanghai, avec des sociétés japonaises.

L'accord franco-chinois met fin à de très très longues négociations, puisqu'elles avaient débuté en 1973. Prévue initialement dans la région de Shanghai, au sud de la province du Jiangsu (Sunan), cette centrale fut déplacée en 1980 vers Daya-Bay, entre Canton et Hongkong. Ce nouveau site permettait à la fois de fournir à une région en développement rapide - avec la création de « zones économiques spéciales » - l'énergie indispensable, et de gagner des devises en vendant du courant à Hongkong. La colonie britannique participe également au financement de la centrale, par le biais d'un joint-venture (accord de participation à parts égales).

Les Chinois se sont montrés difficiles et épuisants négociateurs, et il aura fallu des pourparlers ultimes au sommet à Paris pour que les deux gouvernements prennent à leur charge la différence entre les prix « incompréhensibles » formulés par les deux parties.

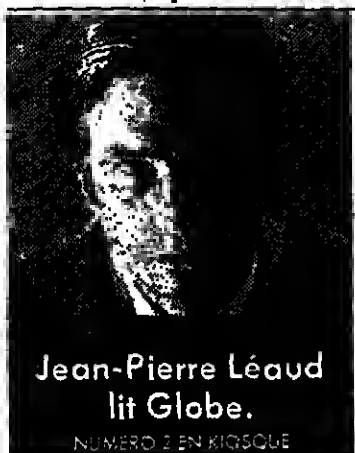
### Concurrence

La Chine envisage toujours de construire la centrale de Sunan. Mais la France s'y heurte à la concurrence de la société allemande KWL, en dépit de sa proposition de transfert de technologie si la Chine achetait deux centrales. Pour le reste, les ambassadeurs de Pékin ont formulé au début des négociations semblent avoir foiré comme coque au soleil. D'abord en raison de l'hémorragie de devises actuelles. Ensuite en raison de la controverse entre les partisans du nucléaire et ceux qui pensent que la Chine a assez de ressources en charbon et en hydro-électricité et n'a pas besoin d'une douzaine de centrales nucléaires. Les travaux du « plus grand barrage du monde », situé aux « trois gorges » du fleuve Yang-Tse, qui doit produire 64 milliards de kilowattheures en l'an 2000, viennent d'être accélérés.

Les scientifiques nucléaires chinois comptent par ailleurs sur leurs connaissances, ainsi que sur l'expérience acquise à Daya-Bay, pour construire leurs propres centrales. Il faut dire que le plus célèbre savant nucléaire chinois, le professeur Qian Sanqiang, fut l'élève de Joliot-Curie. Les travaux de la première centrale nucléaire chinoise ont commencé en janvier à Qinshan, province de Zhejiang. Le réacteur à eau pressurisée de 300 mégawatts devait produire 2 milliards de kilowattheures en 1989. Une quatrième centrale devrait être construite au Liaoning (Mandchourie).

Une des raisons de la lenteur de décision des Chinois - outre la pesanteur bureaucratique et le coût de l'opération - a aussi été l'espoir d'une coopération nucléaire avec les Etats-Unis. Super-grand et première puissance économique mondiale, leur attirance est évidemment plus forte pour les Chinois que celle de la France. Mais la ratification de l'accord sino-américain traîne toujours en longueur devant les réticences du Congrès, qui estime que les garanties chinoises de non-prolifération sont insuffisantes. Car, il ne faut pas l'oublier, la Chine est aussi, depuis 1964, une des cinq puissances nucléaires.

P. de B.



Jean-Pierre Léaud lit Globe.



Pierre Bergé lit Globe.

## L'avenir de Hongkong : Pékin souffle le chaud et le froid

De notre correspondant

Pékin. - Il y a un an, Chinois et Britanniques signaient en fanfare une « déclaration conjointe » qui devait assurer l'absorption sans encombre de la colonie britannique de Hongkong par la République populaire en 1997. Le principe « un pays deux systèmes », inventé par M. Deng Xiaoping, devait permettre d'assurer au territoire une large autonomie et préserver les droits de ses cinq millions d'habitants au statut imprécis.

Depuis lors, les choses avaient évolué de façon satisfaisante, les milieux d'affaires et les deux principaux protagonistes ayant tout intérêt à ce que la situation reste calme et les affaires profitables aussi longtemps que possible.

### Des dissonances stridentes

Des élections - toujours au système censitaire appliqué par les Britanniques - ont permis un élargissement du LEGCO (le conseil législatif), tendant que Pékin mettrait en place un comité chargé de rédiger la Loi fondamentale de la future « région administrative spéciale » (SAR) et nommerait un conseil consultatif chargé de représenter le point de vue de la population locale. De plus, un « groupe de liaison conjoint » sino-britannique se réunirait régulièrement.

Pourtant, ces derniers temps, Pékin a commencé à souffler le chaud et le froid. On a l'impression que le gouvernement chinois, en proie à de graves problèmes économiques et sociaux, n'arrive pas à accorder ses vi-

lons sur la question de Hongkong. Déclarations et prises de position parfois contradictoires créent une joyeuse cacophonie qui n'est pas sans rappeler les dissonances stridentes d'un orchestre traditionnel chinois. Sans compter que le parti paraît attacher bien plus de poids à ses relations avec les magnats du commerce et de la finance de Hongkong, comme par exemple Sir Y. K. Pao, richeissime armateur qui passe pour avoir la plus grosse fortune du monde, qu'aux aspirations des « masses laborieuses de la colonie ».

Ainsi, le 21 novembre, M. Xu Jiatun, officiellement directeur du bureau de Hongkong de l'agence Chine nouvelle, mais en réalité ambassadeur officieux de la République populaire, a-t-il déclaré que les Britanniques avaient « dévié » de la déclaration conjointe, en préparant des réformes visant à accorder un peu plus de démocratie au territoire avant 1997. Ces propos firent l'effet d'une bombe. La Bourse chuta de plusieurs dizaines de points. Un membre du LEGCO et du comité de rédaction de la Loi fondamentale, M. Martin Lee, accusa Pékin d'« ingérence ». Un groupe influent, les Observateurs de Hongkong, mit en garde Pékin contre toute velléité de revenir sur ses promesses d'accorder « la plus large autonomie » au territoire.

La crainte d'une bonne partie des habitants de Hongkong de voir une administration britannique, théoriquement indépendante, obligée, dans les faits, de demander constamment un blanc-seing à Pékin, a remplacé la relative confiance qui prévalait depuis la publication de la déclai-

ration conjointe. D'autant qu'au cours de la récente réunion à Pékin du groupe de liaison conjoint le parti britannique semble avoir cédé du terrain à ses interlocuteurs chinois. Ceux-ci paraissent vouloir contrôler de très près l'évolution du territoire pour éviter qu'une démocratisation, même partielle et tardive, ne s'impose un jour à eux.

### « Il n'y aura pas de grands changements »

Ainsi, si toutes les tendances sont représentées au sein du conseil consultatif, y compris par certains pro-taiwanais, les partisans de Pékin en gardent le contrôle. Un syndicaliste chrétien, jugé trop agressif dans ses revendications en faveur des travailleurs locaux, s'est vu empêcher de participer aux travaux du conseil par les syndicats dits « de gauche ».

Sans vouloir céder sur le fond, Pékin a néanmoins compris le danger de cette perte de crédibilité. Pour redresser la barre, M. Ji Pengfei, directeur du bureau des affaires de Hongkong et de Macao et ancien ministre des affaires étrangères, s'est rendu dans la colonie le 10 décembre pour une visite de deux semaines. Il veut s'efforcer de rassurer. Nous « devons voir loin » et « avoir confiance », a-t-il dit. « Il n'y aura pas de grands changements à Hongkong », a-t-il dit avant de quitter Pékin. A Hongkong, il s'est montré le plus conciliant possible, et des officiels chinois ont affirmé que les propos de M. Xu avaient été mal interprétés.

PATRICE DE BEER.

## GAGNER LA BATAILLE DES IDEES

### LES OUTILS DE LA LIBERTÉ

par

Jean-Marie BENOIST

• Brillant, dense, informé, le livre de Jean-Marie Benoist propose l'exigence d'un conservatisme lucide, ou d'une droite fort éclairée.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'EXPRESSION

• Le livre de la renaissance conservatrice.

Thomas Ferenchik, LE MONDE

• Une précieuse contribution à la définition d'une politique libérale, telle que la rend possible l'effondrement idéologique du socialisme.

Jean Cocteau, de l'Institut LE FIGARO



ROBERT LAFFONT

## LES PATES SONT PLUS FRAICHES A NOUVELLES FRONTIERES

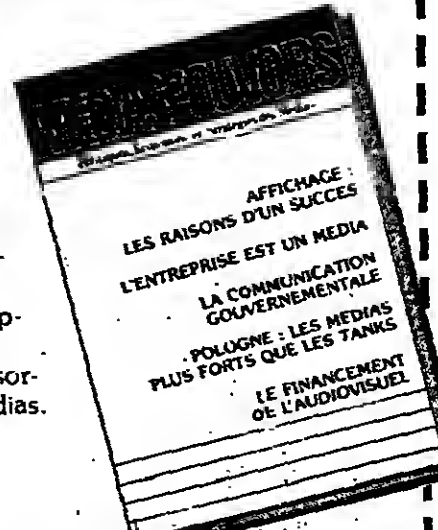


nouvelles frontières  
7, boulevard Voltaire 75011 Paris 43 38 98 98

## Les responsables décident, les médias jugent.

Chaque jour, les responsables politiques, économiques et sociaux prennent des décisions qui ont des répercussions sur la vie des Français. Chaque jour, les journalistes informent le public et commentent ces décisions. Leurs jugements peuvent modifier l'image des décideurs, toucher à leur vie professionnelle. Tous ceux qui exercent des responsabilités savent bien aujourd'hui, qu'ils ne peuvent échapper à l'influence des médias. Pour mieux les connaître, pour mieux les comprendre, pour mieux les maîtriser, ils ont désormais leur revue de référence : MEDIASPOUVOIRS. Chaque trimestre, les pouvoirs des médias, les médias des pouvoirs.

MEDIASPOUVOIRS Politiques, Economiques et Stratégies des Médias



BULLETIN D'ABONNEMENT - 1 AN = 250 F TTC  
A retourner rempli à : BAYARD PRESSE  
3, rue Bayard - 75003 PARIS CEDEX 08

NOM \_\_\_\_\_  
PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ tél. \_\_\_\_\_

☐ OUI, je désire m'abonner pour un an (12 n°) à MEDIASPOUVOIRS 140444711  
et je réglerai le montant de mon abonnement (soit 250 F TTC) dès réception de votre facture.

سكيا من الاول



# AFRIQUE

## Les forces sud-africaines auraient de nouveau pénétré dans le sud de l'Angola

De notre correspondant

Johannesburg. — Selon l'agence officielle mozambicaine AIM, citant un officier angolais, l'armée sud-africaine aurait de nouveau pénétré profondément à l'intérieur du territoire angolais. Ses troupes seraient à 7 kilomètres au sud de NGIVA, ville située à 40 kilomètres de la frontière namibienne. AIM précise, d'autre part, que le bataillon Buffalo, une unité composée de mercenaires noirs, principalement des Angolais, utilisée par Pretoria pour ses opérations dans la partie sud de l'ancienne colonie portugaise, occuperait le village de Chiede. Cette nouvelle incursion, que les autorités sud-africaines se refusent à confirmer ou à infirmer, serait liée à l'offensive actuelle en préparation par Luanda contre les rebelles de l'UNITA de Jonas Savimbi.

Selon des sources diplomatiques occidentales, d'importants renforts militaires seraient concentrés dans le sud-est de l'Angola en vue d'une attaque prochaine des positions de l'UNITA. Ces dernières informations sont confirmées par Pretoria. De son côté, M. Savimbi a lancé un appel à l'aide, notamment aux Américains, pour l'obtention de fonds dont le montant et les modalités font toujours l'objet de discussions tant au Congrès qu'à la Maison Blanche.

L'été dernier, les troupes régulières angolaises avaient entrepris une opération de reconquête du territoire qui avait échoué devant Mavinga en raison de l'intervention de l'aviation sud-africaine (le Monde du 10 octobre). Une commission du Conseil de sécurité qui

Un délégué de la Croix-Rouge tué en Angola. — M. Marc Blaser, opérateur radio du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a été tué, lundi 16 décembre, dans des environs de Lobito, au cours d'une attaque à main armée, indiquée-t-on, à Genève, au siège du CICR. Agé de vingt et un ans, Marc Blaser était parti en octobre 1985 en Angola où il effectuait sa première mission pour le CICR.

s'était rendue sur place après les combats a chiffré le montant des dégâts causés par les raids de Pretoria à 36 millions de dollars.

L'Afrique du Sud tente-t-elle à nouveau d'empêcher Luanda d'atteindre le but recherché depuis longtemps, à savoir réduire le quartier général de l'UNITA à Jamba ? Tout le monde a pensé, bien que les autorités de Pretoria se refusent à tout commentaire. Toujours est-il qu'une nouvelle fois les troupes du général Magnus Malan, ministre de la défense, se trouvaient en territoire angolais, malgré leur retrait officiel le 17 avril dernier. La troisième incursion au moins depuis

cette date. L'opération en cours aurait débuté le 2 décembre. Deux bataillons y participeraient.

Ces « bruits de bottes » à la frontière anglo-sud-africaine interviennent au moment où les relations se dégradent entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud après la mort, dimanche dernier, de six personnes, dont quatre enfants de moins de dix ans, dont le véhicule a sauté sur une mine à proximité du territoire zimbabwéen. Cet attentat, revendiqué par l'ANC (Congrès national africain), porte à sept le nombre des victimes tuées par des mines dans ce secteur depuis le 27 novembre. Sept

de ces mines ont explosé et quatre autres ont pu être désamorçées.

Le Zimbabwe a réaffirmé qu'il n'avait jamais toléré et ne tolérerait pas que son sol soit utilisé par l'ANC pour perpétrer des attentats en Afrique du Sud. Mais le général Malan a clairement avoué Harare que « ces actions conduisent à une situation similaire à celle de la SWAPO en Angola ». M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, a annoncé mardi que des contacts devraient avoir lieu « sous peu » entre les responsables militaires des deux pays, mais la date n'a pas été précisée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Des observateurs étrangers vont surveiller l'application de l'« accord de paix » en Ouganda

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Chat échaudé craint l'eau froide : les Ougandais ont accueilli avec joie mais sans débordements d'enthousiasme la signature, le mardi 17 décembre, à Nairobi, d'un accord de paix entre les autorités militaires de Kampala et l'Armée nationale de résistance (NRA) de Yoweri Museveni (le Monde du 18 décembre). Il est clair, en effet, que toutes les dispositions inscrites dans ce texte de cinquante pages seront malaisées à mettre en œuvre, dans la mesure où elles devraient conduire à un réajustement du pouvoir.

Le chef de la NRA sort renforcé de cette course d'endurance à laquelle il avait pris part sans grande conviction. S'il a dû finalement accepter de reconnaître la légitimité du général Tito Okello comme chef de l'Etat, il a, en revanche, obtenu d'être nommé vice-président du Conseil militaire et de devenir ainsi le numéro deux du régime. D'autre part, si son mouvement ne se voit accorder que sept sièges sur vingt au sein de ce conseil, il dispose, cependant, d'une minorité de blocage, puisque toutes les décisions impor-

tales devront être votées à la majorité des deux tiers.

M. Museveni a, en outre, fait admettre le principe que « toutes les personnes qui ont occupé des postes de responsabilité sous le régime d'Idi Amin Dada, y compris celles qui ont servi dans l'armée », soient jugées et punies pour les atrocités et les crimes qu'elles ont commis, sans qu'il puisse y avoir matière à prescription. De surcroît, le texte prévoit que le Conseil militaire examinera tous les décrets promulgués par les autorités de Kampala depuis le coup d'Etat du 27 juillet dernier, ainsi que les nominations politiques et les promotions militaires. Enfin, dans la nouvelle armée nationale qui, au départ, sera composée de 9 480 hommes, la NRA comptera 3 580 soldats issus de ses rangs, soit seulement 120 de moins que les troupes gouvernementales.

Quatre pays du Commonwealth — Kenya, Tanzanie, Grande-Bretagne et Canada — vont être appelés à envoyer sur place des observateurs qui auront d'abord pour mission de surveiller l'application du cessez-le-feu et des mesures qui l'accompagnent : arrêt du recrutement de forces combattantes et de l'acquisition d'armes et de munitions, cessation de toute propagande hostile et réouverture des routes au trafic. Cette force devra aussi contrôler le ramassage et le stockage des armes que détiennent toutes les factions en présence et veiller à la démilitarisation de Kampala, dont la sécurité sera confiée à la police. Elle aura, enfin, à assister les autorités ougandaises dans le recrutement et la formation de la nouvelle armée nationale.

Toutes ces bonnes dispositions verront-elles le jour ? Elles seront, en tout cas, froidement accueillies par ceux dont elles laissent les intérêts, en particulier les quatre autres mouvements de griffes — FEDEMU, UFM, UNRF et FUNA — qui s'étaient ralliés au régime de Kampala. Ils devront, en effet, se contenter de cinq sièges au Conseil militaire et de 1 200 hommes dans la nouvelle armée. En outre, le général Okello devra calmer l'irritation des « durs » de son entourage qui rêvaient d'en découdre avec la NRA, et tout spécialement des anciens soldats d'Amin Dada qui l'ont aidé à prendre le pouvoir et à se maintenir, et qui se trouvent maintenant traités de « brebis galeuses » et appelés à répondre de leur passé.

JACQUES DE BARRIN.

# EUROPE

## Belgique Les Cellules communistes combattantes agissaient de façon autonome par rapport à Action directe estime le ministre de la justice

De notre correspondant

Bruxelles. — « Nous n'avons rien à déclarer ! » Pierre Carotte, l'imprimeur belge soupçonné d'être l'un des responsables des Cellules communistes combattantes (CCC), qui ont signé vingt-sept attentats en un peu plus d'un an, et les trois autres personnes arrêtées lundi 16 décembre par les policiers belges se sont, jusqu'à présent, refusés à toute déclaration. Placés au secret jusqu'à jeudi, ils ont été inculpés pour association de malfaiteurs, détention d'armes et usage de faux.

M. Jean Gol, le ministre de la justice, au cours d'une conférence de presse, mardi après-midi à Bruxelles, après avoir rendu un hommage appuyé à tous les corps de sécurité du royaume, a donné un certain nombre de précisions sur les arrestations de lundi.

Les perquisitions qui ont été effectuées, aussitôt après les arrestations, à Charleroi, à Namur et à Bruxelles ont permis aux policiers de mettre la main sur « des documents intéressants concernant les attentats passés et futurs des CCC ».

Le ministre de la justice a, d'autre part, démenti les informations selon lesquelles une voiture ayant à son bord Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, les deux chefs du groupe français d'Action directe, aurait été repérée lundi après-midi, entre Namur et Bruxelles. « Au départ, a précisé M. Jean Gol, l'inspiration idéologique d'Action directe et des CCC était similaire. Pendant un certain temps, des contacts entre les deux organisations ont eu lieu. Il est probable que

leurs voies se sont séparées, et que les CCC ont développé une action plus autonome et plus autonome que la Belgique ». Les CCC sont-elles décapitées ? « Il serait imprudent, répondit-il, de le dire. Mais ce n'est pas exclu », a répondu M. Jean Gol.

A Bruxelles, on estime généralement qu'il faudra du temps aux CCC pour se remettre du coup qui leur a été porté lundi. Des actions désespérées de représailles ne sont toutefois pas exclues, et le ministre de la justice a précisé que des mesures de précaution importantes ont été prises.

JOSÉ ALAIN FRALON.

## Espagne APRES LA DÉCOUVERTE DU CADAVRE D'UN JEUNE DÉTENU

### Les partis nationalistes ont appelé à une grève générale au Pays basque

De notre correspondant

Madrid. — La découverte dans les eaux de la rivière Bidasoa, le dimanche 15 décembre, du cadavre de Mikel Zabaltza, jeune Basque disparu vingt jours plus tôt après avoir été arrêté par la garde civile, continue de provoquer des réactions au Pays basque. Une grève générale de vingt-quatre heures a été décidée pour se manifester les paysannes de l'empire (Saint-Sébastien) et Navarre par l'ensemble des partis nationalistes basques, le Parti communiste et les syndicats qui leur sont

proches. Diverses manifestations à Saint-Sébastien et Pampelune ont déjà donné lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre depuis la découverte du cadavre.

Paradoxalement, c'est au moment où la version des faits présentée par la garde civile gagne en crédibilité que la tension augmente à nouveau. Les résultats officiels de l'autopsie de Mikel Zabaltza, rendus publics le mardi 17 décembre, confirment, en effet, que ce dernier est bien mort par asphyxie, que la décharge sur la nuque est survenue pendant sa détention et que le corps est resté dans l'eau durant tout ce temps, ce qui ne présente aucun signe apparent de mauvais traitement.

Les explications données par les forces de l'ordre ont été répétées par écrit le 12 décembre par le ministre de l'Intérieur, M. Barrionuevo, en réponse à une interpellation parlementaire. Elles indiquent que Mikel Zabaltza, emmené de nuit par trois gardes civils pour repérer une cache d'armes à Ezkizurra, en Navarre, s'était enfui par un toit plat devant la Bidasoa, et s'était probablement noyé. Bien que l'avocat de la famille de la victime ait demandé une nouvelle expertise du corps, il ne semble pas qu'elle doive contredire l'autopsie.

Malgré les interrogations, il semble désormais que quelques heures, au vu de l'autopsie, de soutien comme le maintiennent ses proches que Zabaltza a tout simplement péri sous la torture et que son corps a ensuite été jeté à l'eau.

Les partis nationalistes basques mettent surtout en cause la loi antiterroriste votée en décembre 1984 par le Parlement de Madrid, et qui permet de garder les détenus au secret pendant dix jours. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a déjà fait savoir que cette législation, semblable à celle d'autres pays européens, serait maintenue. Le député de la formation nationaliste basque Euzkadioko Ezkerra, M. Banderas, a, pour sa part, accusé les parlementaires qui avaient voté en faveur de la loi antiterroriste (« c'est-à-dire les socialistes et l'opposition de droite ») d'être « responsables de la mort de Zabaltza ». Devant le tollé provoqué par cette déclaration, il s'est vu toutefois obligé à publier une rapide rectification.

THÉRIY MALINAK.

**LITERIES CAPELOU**

Les meilleures marques, aux meilleurs prix

**TRECA EPEDA SIMMONS PRELI**

UNIFORMES GRATUITS TRES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

37, Av. de la République 75011 PARIS Tel. 43.57.46.35 - Metro : PARNEMENT

# A TRAVERS LE MONDE

## BRESIL

### Menace de rationnement de l'eau à Sao-Paulo

Un rationnement de l'eau à Sao-Paulo, la plus grande ville du Brésil avec 12 millions d'habitants, est de plus en plus probable en raison de la sécheresse qui affecte tout le sud du pays depuis plus de six mois. Les compagnies distributrices d'eau ont pointé le plan de rationnement en raison de l'inefficacité des appels radiodiffusés invitant la population à limiter sa consommation. Cette sécheresse, sans précédent depuis 1963, a de très graves répercussions sur la production agricole. On estime de source officielle que la récolte de café sera dans l'Etat de Sao-Paulo de 76 % inférieure aux 8,4 millions de sacs produits l'an dernier et de 50 % dans l'Etat de Parana. — (AFP).

## CORÉE DU SUD

### Expulsion d'un journaliste du « Washington Times »

Séoul. Le gouvernement sud-coréen a expulsé, mardi 17 décembre, un journaliste américain du Washington Times, M. Timothy Elder, pour avoir écrit récemment qu'une rencontre secrète avait eu lieu entre les présidents nord et sud-coréens, MM. Kim Il-sung et Chon Doo-hwan. Les autorités de Séoul, qui ont démenti l'information, avaient, au préalable, mis en garde M. Elder contre les risques qu'il courrait à la publier. Le Washington Times appartient au révérend Sun Myung-moon, chef de secte religieuse et croisé de l'antichristianisme. Les autorités sud-coréennes ont qualifié à plusieurs reprises ces déclarations de « spéculations » et les informations de la presse internationale relatives à des négociations secrètes, à très haut niveau, entre Séoul et Pyongyang. Ces contacts ont, néanmoins, été confirmés de diverses sources diplomatiques étrangères.

## ONU

### Unanimité au Conseil de sécurité pour condamner les prises d'otages

Nations unies (New-York). — Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont décidé, mardi 17 décembre, au cours de consultations, de se pencher formellement sur un projet de résolution, présenté par les Etats-Unis, condamnant les prises d'otages. Six autres pays ont décidé de coparrainer le texte américain, dont on sait qu'il devait être adopté à l'unanimité des quinze membres du Conseil. Ce sont l'Australie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Egypte et le Pérou. La réunion du Conseil devait être très brève et ne donner lieu à aucun débat, indiquant-on dans les milieux du Conseil de sécurité. Outre une condamnation des prises d'otages, le texte américain réclame la libération immédiate de tous les otages détenus dans le monde, et il exhorte à une plus grande coopération internationale pour empêcher ces enlèvements, en poursuivant et en punissant les auteurs. Cette initiative américaine, à laquelle l'URSS a fait valoir qu'elle n'était pas le coparrainer, avait fait l'objet de discussions lors du sommet Reagan-Gorbachev, le mois dernier à Genève, croit-on savoir. — (AFP).

## PORTUGAL

### La direction de la télévision a été limogée

Lisbonne. — Le conseil de direction de la télévision d'Etat a été limogé mardi 17 décembre sur ordre du gouvernement. Ce conseil avait été mis en place il y a environ deux ans par le gouvernement qui préférait M. Mario Soares. Dans un communiqué, le gouvernement l'a accusé, mardi, de « partialité et manque de rigueur » dans l'information, et a condamné la diffusion par la première chaîne de télévision, le 12 décembre dernier, d'une interview de trois dirigeants des F-25, mouvement clandestin d'extrême gauche dont soixante-douze membres présumés sont actuellement jugés par un tribunal près de Lisbonne. Le communiqué du gouvernement accuse d'autre part le conseil de direction d'être responsable de la « dégradation économique et financière de l'entreprise ». Un rapport qui vient d'être remis par la direction générale des finances indique que la radio-télévision portugaise sera « en faillite technique » à la fin de l'année. — (AFP).

## ROUMANIE

### Le ministre de la défense est remplacé

Vienne. — Le ministre roumain de la défense, M. Constantin Otenu, a été relevé de ses fonctions et remplacé par le général Vasile Măruș, jusqu'à présent premier vice-ministre et chef d'état-major. Le président Ceausescu a annoncé mardi 17 décembre ce remplacement, à simplement indiqué que M. Otenu e avait appelé à d'autres fonctions dans le parti. M. Ceausescu a ajouté que l'année devait « prendre une part plus active à la vie sociale et politique et au développement économique » du pays (M. Ceausescu avait déjà chargé, en octobre dernier, l'armée de « prendre le contrôle » des centrales électriques roumaines).

M. Otenu s'était rendu la semaine dernière à Moscou pour des entretiens avec le ministre soviétique de la défense, le maréchal Sokolov. Après son remplacement, et les décès récents des ministres est-allemand et hongrois de la défense, le corps des ministères de la défense du pacte de Varsovie, qui se réunissent et se réunissent fréquemment, se trouve largement renouvelé. (Reuter, AFP.)

## TOGO

### Mission d'enquête de juristes africains à propos des explosions

Une mission de quatre membres de l'Association des juristes africains (AJA) devait se rendre, mercredi 18 décembre, à Lomé, afin d'enquêter sur les explosions qui se sont produites dans la capitale togolaise en août dernier et le 4 décembre. Avec l'accord des autorités togolaises, cette mission, composée de M. Amin Meassoudi (Maroc), M. Tamine Faye (Guinée), M. Benoît Ngom (Sénégal) et M. Charles Tchoungang (Cameroun), séjournera à Lomé jusqu'au 23 décembre, et remettra une copie de son rapport au gouvernement togolais. A la suite des explosions du mois d'août, une quinzaine de personnes avaient été arrêtées et inculpées pour « activités subversives » (le Monde des 7, 8-9 et 10 décembre). (AFP).

docteur F les quat

SPÉ L. MAI

LUCIEN GE

D. Rochet lit Glob



# PROCHE-ORIENT

## AU COURS D'UNE NOUVELLE MISSION AU LIBAN

### Le docteur Raad espère rencontrer les quatre otages français

« J'espère que les otages vont passer Noël en famille », a déclaré, mardi 17 décembre, à son arrivée à Beyrouth, le médecin français Raza Raad, de retour au Liban après sa mission de médiation dans l'affaire des otages, du 19 au 29 novembre dernier. Le médecin, d'origine libanaise, et qui était de nouveau accompagné du diplomate Pierre Blouin, a ajouté qu'il comptait bien, cette fois, pouvoir rencontrer MM. Fontaine et Carton, enlevés le 22 mars dernier, et Sourat et Kauffmann, détenus depuis le 22 mai. Le docteur Raad apporte des lettres de leurs familles, mais a souligné qu'il n'était en revanche porteur d'aucune « proposition » spécifique du gouvernement français à l'intention des ravisseurs. Il a indiqué qu'il convoitait « plusieurs tonnes » de médicaments et matériel médical qu'il compte offrir « aux musulmans et aux chrétiens du Liban ».

De retour mardi à Paris, après une mission de trois jours entreprise à leur initiative à Téhéran, quatre députés français ont relevé que l'Iran pourrait adopter une « attitude de bonne volonté » pour aider la France dans l'affaire des otages de Beyrouth, dès lors que s'amélioreraient les relations franco-iraniennes. MM. Jean-Marie Duillet (UDF), Loïc Bouvard (UDF), Yves Taverhier et Guy Valadier (PS) ont toutefois indiqué, lors d'une conférence de presse au Quai d'Orsay, qu'ils avaient peu parlé des otages avec leurs interlocuteurs iraniens - des parlementaires et membres du gouvernement - « l'Iran refusant d'endosser une quelconque responsabilité dans cette affaire. Les quatre députés se sont déclarés satisfaits de leur bref séjour à Téhéran, qui, ont-ils expliqué, avait essentiellement pour objet de « réamorcer un dialogue » entre la France et l'Iran.

De son côté, l'émissaire de l'Eglise anglicane, M. Terry Waite, qui tente d'obtenir la libération des Américains enlevés au Liban, a indiqué qu'il retournerait vendredi à Beyrouth et essaierait également de contacter « ceux qui détiennent d'autres otages ».

Parallèlement, quatre personnalités de la communauté juive libanaise, des habitants de Beyrouth, enlevés en mars dernier. Un groupe extrémiste musulman peu connu, l'Organisation des Mostazafine (opprimés) dans le monde, menace, dans un communiqué transmis lundi au quotidien Al-Nahar, de tuer ces quatre otages - MM. Isaac Sassoun, Isaac Tarrah, Elie Sour et Haim Halala.

#### L'EMPIRE AL MASHREK

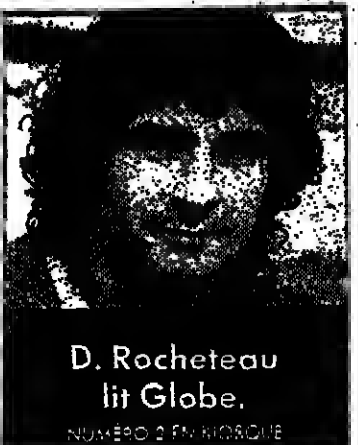
(De notre correspondant.)

Beyrouth. - Le rachat par la Bank Al Mashrek d'une autre banque, le Crédit libanais, a jeté la confusion dans les milieux financiers de Beyrouth et a sans doute été, mardi 17 décembre, à l'origine d'une nouvelle poussée des devises étrangères (18,50 livres libanaises le dollar et 2,38 LL le franc français), dont les cours étaient pourtant censés baisser après la récente levée des subventions sur les prix des carburants.

Tant que la Bank Al Mashrek, filiale d'Intra Investment, ne reprendrait que des banques en difficulté - la First Phoenician, la Capital Trust - le public ne s'en émeuvait pas. A partir du moment où la riche et prudente famille Obéj, de surcroît d'origine syrienne, se désengage du Liban en vendant 20 millions de dollars, dit-on, une importante banque saine et solide comme le Crédit libanais, un vent de consternation souffle sur le marché. D'autant plus qu'il est question du rachat par le même groupe d'une « vieille dame » de la place, la Société nouvelle de la Banque de Syrie et du Liban, filiale de Paribas, qui détenait naguère le privilège de l'émission.

Sous la houlette de M. Roger Tarras, très proche du président Amine Gemayel, le groupe Intra-Al Mashrek s'emploie ainsi à constituer un empire financier qui détiendrait un pouvoir économique considérable si le Liban sortait de sa crise.

LUCIEN GEORGES.



D. Rocheteau  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE

AMNESTY INTERNATIONAL FAIT ETAT DE MILLIERS DE PRISONNIERS POLITIQUES ET DE NOMBREUX CAS DE TORTURE

Iran

### Deux dirigeants des Fedayins exécutés à Téhéran

Le gouvernement iranien vient d'annoncer une visite que son ministre de l'Industrie devait effectuer en RFA, afin de protester contre le soutien de Bonn à une récente résolution des Nations unies dénonçant la situation des droits de l'homme en Iran, a rapporté, lundi 16 décembre, la presse de Téhéran. Le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, avait annoncé, dimanche dernier, que Téhéran allait « entreprendre une révision de ses relations » avec les pays qui ont appuyé cette résolution. Celle-ci, adoptée vendredi dernier par 53 voix (contre 30 et 45 abstentions), exprimait la « profonde préoccupation de l'assemblée générale » quant à la situation des droits de l'homme en Iran. Les pays occidentaux, l'Irak et la Jordanie ont voté pour, la plupart des pays arabes et des non-alignés s'abstenant, tandis que les pays socialistes ne participaient pas au vote.

● A Paris, le mouvement des Fedayins e khalq (marxiste-léniniste) annonce, dans un communiqué, que deux de ses dirigeants viennent d'être exécutés à Téhéran. Il s'agit de Mohamed Reza Ghabrai, qui avait été arrêté en mars 1982, et de Djahangir Behadji, emprisonné depuis juillet 1983.

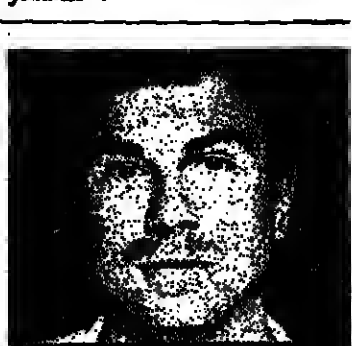
● D'autre part, dans un document qui vient d'être adressé au Parlement européen, Amnesty internationale relève que « les prisonniers politiques se comptent par milliers » en Iran et que « les arrestations politiques se poursuivent ». « Parfois, rapporte Amnesty, des familles entières sont emprisonnées ». En 1984, l'organisation a eu connaissance de 661 exécutions en Iran ; « le total pour l'année 1985, jusqu'à la fin octobre, est de 399, mais Amnesty ne prétend pas que ces chiffres correspondent à la réalité », poursuit l'organisation, qui ajoute : « de nombreux anciens prisonniers interrogés par nos soins font état de l'exécution de membres de leur famille ou de leurs compagnons de détention, exécution à laquelle ils ont été forcés d'assister ».

L'organisation souligne qu'elle continue de recevoir « des allégations nombreuses et concordantes de tortures et de mauvais traitements : coups de fouet ou de câble, suspension prolongée pendant des heures (...), brûlures à l'électricité ou avec des cigarettes et diverses formes de violences sexuelles, dont le viol, aussi bien d'hommes que de femmes ».

● Réserves du successeur désigné de Khomeiny. - L'ayatollah Hossein Ali Montazeri, récemment désigné par l'Assemblée des experts comme le successeur de l'imam Khomeiny, a demandé à cette instance de « revenir sur sa décision ». Dans un communiqué diffusé mardi

17 décembre par Radio-Téhéran, il souligne : « J'ai été mis devant un fait accompli qui contraste avec mes sentiments profonds (...). J'insiste pour que mon nom ne soit pas avancé, étant donnée l'existence d'autres grands dirigeants religieux. » (AFP-Reuter.)

17 décembre par Radio-Téhéran, il souligne : « J'ai été mis devant un fait accompli qui contraste avec mes sentiments profonds (...). J'insiste pour que mon nom ne soit pas avancé, étant donnée l'existence d'autres grands dirigeants religieux. » (AFP-Reuter.)



Thierry Mugler  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE

9400 premiers actionnaires : pari gagné ! Il aura suffi d'un an pour que « l'Evenement du jeudi » s'impose comme l'un des grands hebdomadaires français d'informations. Et comme promis, « l'Evenement du jeudi » ouvre pour la deuxième fois son capital à de nouveaux actionnaires. Si vous n'avez pu vous décider à temps, il y a un an, et désirez aujourd'hui nous renforcer les bases financières de notre indépendance ; si vous avez envie de devenir, ipso facto, membre de droit du Club de l'Evenement du jeudi et de profiter ainsi de tous nos services spectacles et activités diverses, il est temps de passer aux actions. Comment ? Tout simplement en découpant le coupon-réponse ci-joint et en nous l'envoyant. Vous recevrez un bulletin de souscription ainsi que la note d'information qui a reçu le visa de la Commission des Opérations en Bourse n° 85368 en date du 26 novembre 1985. Il vous suffira alors de le remplir et de nous le retourner accompagné du montant que vous choisirez, chaque action valant 500 F.

Futurs actionnaires, à jeudi.

DEVENEZ COPROPRIETAIRE  
D'UN JOURNAL  
AVEC VUE IMPRENABLE  
SUR L'INFORMATION.

L'EVENEMENT

TON TON TON  
PREND DU POIDS  
PAGE 10



SPECIAL JEUNES  
Les espoirs  
des 15-24 ans

SPECIAL CADEAUX  
Beaux livres et  
disques compact

Veuillez découper tout le rectangle pour envoi par courrier de retour en joint

N. / Nom / Prénom \_\_\_\_\_

Adresse / Code postal \_\_\_\_\_

Ville / Pays \_\_\_\_\_

Je retourne à l'édition du jeudi  
2, rue Cassini, 75002 Paris  
Cet ou ces

سكنا من الامم

# Attention!

## Contrôle de connaissances le 19/12/85 pour toutes les personnes de cette liste. Sujets: les deux articles obligatoires dans Actuel de décembre.

Serge July	Philippe Tesson
Louis Pauwels	Jean-Pierre Elkabbach
Yves Mourousi	Raymond Barre
Jeanne Mas	Yves Montand
Jacques Chirac	Pierre Méhaignerie
François Léotard	Jacques Toubon
Renaud	Jean-François Kahn
Jean-Marie Dru	Philippe Labro
Jérôme Seydoux	Jacques Seguela
Bernard Cathelat	Lionel Jospin
Alain Bashung	Gérard Depardieu
André Fontaine	Bernard Henri-Lévy
Pierre Juquin	Charlélle Coufure
Jean Daniel	Michel Rocard
Rita Mitsouko	Jacques Calvet

Deux articles obligatoires seront dans le numéro d'Actuel du mois de décembre 1985, vous les reconnaîtrez facilement: ils portent la mention "obligatoire". Ces articles sont des articles de fond, portant sur des sujets d'actualité vous concernant tous.

Il sera donc procédé à un contrôle de connaissances pour toutes les personnes nommées ci-dessus le 19 décembre 1985. Tous les

résultats de ce contrôle seront enregistrés, analysés, publiés, retransmis (après accord des intéressés) sur Europe 1 dès le 26 décembre 1985.

Cela vous laisse donc un jour pour étudier ces deux sujets obligatoires, vous êtes prévenus! Tant pis pour ceux qui ne se prêteront pas au jeu.

**ACTUEL**

## Presque tout ce qui est Actuel est obligatoire.

COLLOQUI

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti

la moti



# politique

LE COLLOQUE DE LA MISSION SUR L'ÉTAT ET LA DÉMOCRATIE

## M. Mitterrand se déclare favorable à la motivation obligatoire des actes administratifs

La mission d'étude sur la modernisation de l'Etat, confiée par le président de la République à M. Bernard Barret-Kriegel, chercheur au CNRS - qui lui avait remis son rapport le semaine dernière (le Monde du 11 décembre), - a abouti, après plusieurs colloques spécialisés et décentralisés, à un colloque national, le lundi 16 et le mardi 17 décembre au centre Georges-Pompidou à Paris. Des universitaires, des fonctionnaires, des chefs d'entreprise et des syndicalistes ont

participé aux débats, consacrés successivement aux droits et aux libertés, aux rapports de l'Etat et des entreprises, à ceux de l'administration et des citoyens et à l'Etat de droit en France.

M. François Mitterrand s'est rendu au colloque, mardi en fin de matinée, et s'est adressé aux participants pour souligner, notamment, la nécessité d'institutions qui puissent corriger la tendance naturelle à la

centralisation qui existe en France. Le chef de l'Etat s'est prononcé pour la motivation des actes administratifs - l'une des propositions avancées par le rapport de M. Barret-Kriegel, - disposition qui obligerait les services à accompagner la notification de leurs décisions d'une explication permettant au citoyen d'en comprendre et en apprécier les raisons. Il a indiqué, d'autre part, aux responsables de la mission, que celle-ci ne devrait pas se dissoudre.

tutionnel, dont les juges, même s'ils n'ont pas ce titre, imposent au législateur le respect d'une norme supérieure ? M. François Goguel, ancien membre du Conseil, a défendu l'action de celui-ci contre le risque que la loi ne soit, parfois, l'expression de la volonté d'oppression d'une majorité sur une minorité.

### Droit de vie et de mort

M. Goguel a eu affaire à forte partie en la personne de M. Dominique Rousseau, professeur de droit public à l'université Montpellier-1, qui s'est interrogé sur le fondement du « droit de vie et de mort » dont disposent les juges constitutionnels, non élus, sur des lois votées par les représentants élus du peuple. Il y a là, a souligné M. Rousseau, matière à une étude qui suppose, certes, que son objet - c'est-à-dire le Conseil constitutionnel, ne disparaisse pas, mais qui le soumette à une critique vigoureuse. N'a-t-il pas ainsi, par sa décision de janvier 1982 sur les nationalisations, choisi souverainement - en vertu de quelle souveraineté ? - de « donner valeur constitutionnelle au caractère libéral de la société française » en se référant à la Déclaration des droits de l'homme de 1789, alors que le préambule de la Constitution de 1946, qui fait partie du « bloc de

constitutionnalité », lui offrait la possibilité de confirmer les prérogatives de l'Etat en matière économique ?

D'une invasion du judiciaire dans le législatif, le garde des sceaux, avocat de profession, pourrait être le symbole. Or M. Robert Badinter a tenu, lundi, à souligner que la défense de l'Etat de droit n'est pas suffisante et qu'il convient, selon lui, de préciser cette notion par l'épithète de « démocratie ». C'est au nom de l'Etat de droit démocratique qu'il a défendu son action au ministère de la justice et, aussi, mis en défi de justifier leur position ceux qui, à droite, proposent le rétablissement de la Cour de liberté de l'Etat. On peut admettre la raison d'Etat, a déclaré M. Badinter, mais alors il faut le dire, et on ne peut pas, dans le même temps, s'affirmer démocrate.

La richesse des échanges de ces deux journées tend à montrer que la question de l'Etat et de la démocratie est au cœur du débat politique actuel. La gauche, sans doute, commet l'erreur d'en prendre pleinement conscience un peu tard et de se laisser devancer - voire mettre en échec, à propos de l'école privée - par ses adversaires sur ce terrain.

PATRICK JARREAU.

LA DÉSIGNATION DU PREMIER MINISTRE

## « Nommer » ou « choisir » clé de la cohabitation

Le débat sur la cohabitation lancé par M. Giscard d'Estaing et M. Barre en 1983 se déplace (1). Ou plus précisément, il laisse une petite place à un autre débat. Celui concernant la coexistence d'un président de la République de gauche avec une majorité de droite à l'Assemblée nationale « cohabite » maintenant avec le problème du mode de désignation du premier ministre.

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a levé un beau livre en faisant remarquer que l'article 8 de la Constitution dispose que c'est le président de la République qui nomme le premier ministre, mais qu'il ne précise pas pour autant qu'il le « choisit ». Il a donné ainsi le signal de départ à des controverses juridiques qui seront sans fin, où les exégètes les plus subtils de la Constitution feront une fois de plus la preuve de leur immense talent et de leur inépuisable fécondité.

La mise d'Epinal, en réalité, s'est placée sur un terrain plus concret et politique que juridique : que se passera-t-il pratiquement au lendemain du 16 mars 1986 si une majorité différente de l'actuelle sort des urnes ?

Les gaullistes ont toujours affirmé - et M. Michel Debret le premier - que la Constitution de la V<sup>e</sup> République était mi-présidentielle, mi-parlementaire et que son « élasticité », selon le mot employé par de Gaulle devant M. Chaban-Delmas, la rendait assez souple pour s'adapter aux circonstances.

L'exercice du pouvoir exécutif tout au long de la V<sup>e</sup> République et aujourd'hui encore - a été dominé par le fait qu'il y a toujours eu un accord général entre le chef de l'Etat et l'Assemblée nationale, que la majorité présidentielle recouvrait la majorité parlementaire et qu'au deuxième tour de l'élection du président de la République comme au deuxième tour de l'élection des députés, les nuances exprimées aux premiers tours disparaissaient.

### L'élasticité

A ce stade du raisonnement, plusieurs hommes politiques comme M. Alain Peyrefitte (RPR) ou M. Michel d'Ornano (UDF) ont estimé, estimant que l'instauration de la représentation proportionnelle pour l'élection des députés a rompu l'harmonie qui existait entre les modes de scrutin présidentiel et parlementaires depuis 1958 pour lesquels s'appliquait la règle majoritaire. Dès lors, selon eux, le caractère parlementaire de la Constitution devient prépondérant sur son caractère présidentiel et il se restera tant que les deux majorités ne concordent pas. L'élasticité pendant les deux prochaines années se produira au détriment de la nature présidentielle du régime.

Dans une telle situation, le chef de l'Etat n'a donc que deux possibilités :

- Ou bien il décide délibérément de courir le risque de « cohabiter » avec la majorité parlementaire et alors il « nomme » un premier ministre que celle-ci censurera à la première occasion.

- Ou bien il décide de jouer la cohabitation et il « choisit » un premier ministre acceptable par la nouvelle majorité.

Dans cette hypothèse, deux cas peuvent encore se présenter :

- Ou bien le chef de l'Etat sait par intuition politique ou par bonne connaissance du personnel que l'homme qu'il nommera ne sera pas rejeté et il peut alors choisir avec une liberté relative son premier ministre, et même le prendra hors de l'Assemblée ;

Le président de la République avait donc une liberté totale pour « choisir » et « nommer » le premier ministre pour peu que celui-ci ne soit pas un adversaire de la majorité parlementaire. C'est ce qui s'est notamment passé avec la nomination à l'hôtel Matignon de Georges Pompidou, qui n'était pas parlementaire, mais dont on connaissait les liens avec de Gaulle. Il est allé de même pour tous les autres premiers ministres de la V<sup>e</sup> République. D'ailleurs aucun n'a eu à affronter l'hostilité de la majorité parlementaire (sauf Georges Pompidou en octobre 1962).

Pour autant, même dans un tel contexte, la nomination du premier ministre, qui n'est assortie d'aucune condition formelle, n'est pas un acte arbitraire du chef de l'Etat. Deux membres du Conseil d'Etat viennent d'évoquer cette situation. MM. Bernard Tricot, ancien secrétaire général de l'Elysée sous de Gaulle, et Raphaël Hades-Label dans leur traité sur « les institutions politiques françaises », paru en novembre 1985 à la Fondation nationale des sciences politiques, écrivent (page 278) : « Il faut que le premier ministre et le gouvernement que le président aura nommé aient des chances sérieuses d'obtenir la confiance de l'Assemblée nationale. Mais cela ne signifie pas que le premier ministre doive être nécessairement le chef du plus important parti de la majorité ».

De fait, hormis M. Chirac en 1974, aucun premier ministre n'a été le leader du parti dominant. Et nous aurons en conclusion : c'est aussi longtemps qu'il y a cohabitation ou moins approximative entre majorité présidentielle et majorité parlementaire, le président de la République a une large liberté théorique de choix. Sans forcer la pensée des deux membres du Conseil d'Etat, on peut déduire, en conséquence, que la liberté de choix du président se réduit fortement dès lors qu'il n'y a plus de cohabitation entre les deux majorités.

ANDRÉ PASSERON.

(1) M. Barre dès janvier 1983 s'est opposé au « scénario » de la cohabitation exposé par M. Giscard d'Estaing dans une interview à l'Express (le Monde du 13 et du 18-1983).

• M. Peyrefitte et la cohabitation. - M. Alain Peyrefitte, député RPR de Seine-et-Marne a déclaré mardi 17 décembre, dans l'émission « Face au public » de France-Inter : « S'il n'y a pas de majorité pour le soutenir, le président sera obligé de se replier sur les fonctions ministérielles exposées dans la Constitution. Quand le président dispose d'une majorité, le premier ministre est son « homme-tige ». En cas de victoire de l'opposition, le véritable chef du gouvernement deviendra le premier ministre. » Quand on choisit de ce premier ministre, M. Peyrefitte a estimé : « La logique voudrait que ce premier ministre soit le chef de la plus importante forma-

tion de la majorité, c'est-à-dire, Jacques Chirac, soit quelqu'un comme Jacques Chaban-Delmas, qui a tout fait toutes les qualités qu'il faut pour réussir dans une tâche comme celle-là ».

• M. Barre gêne M. Labbé. - M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale a déclaré mardi 17 décembre : « Ce qui me gêne avec M. Raymond Barre c'est que nous vivons dans un régime de concurrence exagérée. Chaque fois qu'un RPR ou à l'UDF nous prenons une position il trouve le moyen d'exprimer une opinion contraire. C'est un combat inutile et pénible. Il faudrait trouver le moyen de nous entendre ».

**UNE PRODIGIEUSE ÉPOPÉE...**

LES MOINES EN OCCIDENT

**De saint Antoine à saint Basile**  
Les origines orientales  
IVAN GOBBY  
528 pages 160F

**De saint Martin à saint Benoît**  
L'attachement  
IVAN GOBBY  
480 pages 150F

**VIENT DE PARAÎTRE**

**FAYARD**

12/85  
e liste  
mbre

### Restaurer le service public

L'Etat, a souligné le président, « doit servir la démocratie ». Le gouvernement doit veiller à ce que les décisions de justice condamnant l'Etat soient appliquées. De façon générale, aux yeux de M. Mitterrand, « les gouvernements sont responsables » des abus imputés à l'administration, laquelle « suit sa pente naturelle ». Il faut, a-t-il dit, restaurer, moderniser, actualiser le service public, le rapprocher du citoyen. Cela passe par la décentralisation du pouvoir, qui, a observé le chef de l'Etat, « a mis du temps à suivre la décentralisation ». Il n'a fallu agir vigoureusement, a-t-il ajouté, avant de souligner que le « mouvement de centralisation », que ces réformes tendent à inverser, peut renaitre, à travers la régionalisation, dans vingt-deux petites capitales. Déjà, a indiqué M. Mitterrand, « certains services régionaux se sont substitués aux tutelles parisiennes ».

Au-delà des lois adoptées, tout est affaire, a dit le président de la République, de « changement des mentalités » et de « comportement quotidiens ». Ce comportement, a-t-il ajouté, « aucun texte ne pourra le créer ».

Par cette observation, M. Mitterrand rejoignait, sans le savoir sans doute, le propos qui avait été, la veille, celui de M. Yves Sabouret, PDG d'Hachette. M. Sabouret avait mis en garde ses auditeurs contre le risque du « légisme », dans lequel,

### CRÉATION DU MOUVEMENT DE RÉCONCILIATION NATIONALE

Plusieurs personnalités ont décidé de créer le Mouvement de réconciliation nationale (\*), dont l'objectif est de rassembler les Français.

Ce mouvement déclare : « Il existe, au-delà des divergences naturelles dont l'expression n'est autre que le libre exercice de la démocratie, des domaines fondamentaux - sécurité, défense, lutte contre l'inflation et le chômage, modernisation du tissu industriel, prestige de la France à l'étranger, combat contre toute forme de racisme - où les Français doivent toujours se comprendre, se retrouver et s'unir ».

Les querelles constitutionnelles, la surenchère des états-majors politiques, l'agression verbale masquent les véritables enjeux.

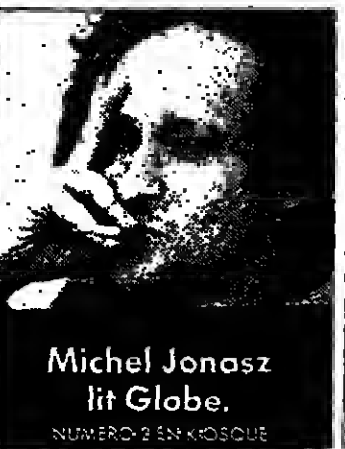
Seul un projet de société qui refuse tout extrémisme peut répondre aux interrogations des Français.

Seule la voie d'un pragmatisme économique qui saura dépasser le clivage étroit du libéralisme et du courant keynésien, en empruntant le meilleur de l'un et de l'autre permettra de prendre en compte les aspirations et les valeurs de la communauté nationale.

Telle est la charte qui inspire notre action, message venu de la France profonde.

Le comité de soutien de ce mouvement est composé pour l'instant, de MM. Jacques Bourdier, Georges Conchon, Roger Ikar, Claude Laroque, Henri Laborit, Claude Maréchal, Jacques Madanle, Jean Ross, Pierre Uri.

(\*) 43, rue Delambre 75014 Paris. Tél. : 43-27-26-17.



Michel Jonasz  
lit Globe.

NUMERO 2 EN MOSQUE

ACTUEL  
ligatoire

سنة من الامال







# 21 bâtisseurs d'ambition prennent la route pour le 21<sup>e</sup> siècle

Sous la présidence de Guy Crescent, président d'honneur du groupe Calberson, 21 organismes, syndicats et entreprises ont décidé d'adhérer à l'association "EURO ROUTE/RAIL & ROUTE", dans le but de participer activement au succès d'EURO ROUTE, projet de lien fixe à travers la Manche.

EUROROUTE contribuera à l'amélioration des communications ainsi qu'au développement économique des régions concernées.

## LES 21 PREMIERS

Association pour le Développement des Entreprises de l'Estuaire de la Loire (ADEL)  
Association Française des Automobilistes (Fédération Française des Automobiles-Clubs)  
Automobile-Club de l'Ouest (Le Mans)  
Chambre Syndicale Nationale du Commerce & de la Réparation Automobile (CSNCRA)  
Chambre Syndicale Nationale des Loueurs de Véhicules Industriels  
Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française (CSSF)  
Comité de Liaison des Fédérations de Transport et de Service  
Comité National Routier  
Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme  
Fédération Nationale des Transporteurs Routiers (FNTR)  
Progénar - Les Abeilles  
Renault Véhicules Industriels (RVI)  
S.A. DANZAS  
SAFIC-ALCAN & C<sup>e</sup>  
S.A. MORY  
SARI  
Syndicat du Caoutchouc  
Syndicat National des Fabricants de Ciments et de Chaux  
Transports E. DUBOIS  
Union des Fédérations de Transport  
UNO.S.T.R.A. - Union Nationale des Transporteurs Routiers

**Euro Route/Rail & Route**  
ASSOCIATION DE SOUTIEN AU PROJET EUROROUTE



# POLITIQUE

MICHEL ROCARD EN ARDÈCHE

## Combattre le « devoir d'hypocrisie »

De notre correspondant régional

Annay. — Dès son premier rendez-vous ardéchois, où il était en campagne aux côtés de son ami, futur « tête de liste » du PS, Robert Chapuis, M. Michel Rocard a souhaité faire une mise au point très ferme sur un « amusant incident médiatique » (l'interprétation de ses déclarations au magazine américain Newsweek). Au cours d'une conférence de presse à Privas, il a lu un double feuillet manuscrit, véritable credo en conformité avec le « parler vrai » revendiqué sur ses affiches. Et la lecture de ce texte sera consciencieusement « bisnée » quelques heures plus tard au cours d'une réunion publique à Annay.

« J'ai découvert que j'avais deux adversaires à combattre. Le premier, c'est naturellement la droite. Le second, c'est l'étrange devoir d'hypocrisie dans lequel certains semblent vouloir enfermer les responsables politiques. Le système de communication où nous sommes en France est tel que l'on attend de vous, vous êtes, ou choisissez, un trait d'union ou un irresponsable ! Et si la réalité est difficile, n'en parlez pas ! ». Le préambule de M. Rocard est clair : la « réalité », c'est indiquer sans plus de précautions que la « victoire » de la gauche — qui veut dire « majorité absolue » pour les Américains — cette victoire « je l'espère, mais hélas je n'y crois guère ».

« Compte tenu du durcissement idéologique et sectaire de la plus grande partie de la droite, il y a un extrême danger pour notre pays à ce qu'elle reprenne pour longtemps les rênes du pouvoir », a poursuivi M. Rocard, qui a rappelé « utiles précisions pour marquer l'originalité de ses positions » les deux « conditions » à une majorité absolue socia-

liste : un « immense redressement de notre cause dans l'opinion » et le maintien du scrutin majoritaire à deux tours. Or aujourd'hui « ni l'une ni l'autre de ces conditions ne sont remplies ».

Pour répondre par avance à toute accusation de « défaitisme », l'ancien ministre de l'Agriculture fixe aux socialistes un objectif « réalisable quoiqu'il en coûte » : empêcher la coalition conservatrice d'avoir la majorité à elle seule. Une ambition capable à ses yeux d'éviter à la France les excès d'une revanche réactionnaire et de l'idéologie sécuritaire. Plus loin, dans ce texte important, M. Rocard persiste : « Le pouvoir à nouveau confié à la gauche seule en mars 1986, faudrait-il cacher que c'est hors de portée ? ». Encore une démarche marginale du maire de Conflans ? Non, assure-t-il, l'objectif, « mesuré » qu'il propose « est véritablement celui auquel se tient le président de la République ».

Les autres interventions de M. Rocard auront été beaucoup plus orthodoxes. Dans le droit fil en tous cas de la synthèse de Toulouse. M. Rocard a surtout insisté sur les « succès » de la politique gouvernementale : lutte contre l'inflation, rééquilibrage de la balance des paiements, renouveau de la Bourse (« Et oui, il y a pas de honte à cela ») la flexibilité « qui n'est pas seulement le droit de licencier ».

L'ancien ministre a réservé quelques flèches à l'opposition. Tout en refusant les comparaisons entre sa démarche et celle de M. Raymond Barre, il s'est livré à une critique serrée des propositions du RPR ou de l'UDF : « 40 milliards en moins pour le budget de l'Etat, c'est un mensonge grave ; ou on ne le fait pas et on se déshonore, ou on le fait et on va vers des catastrophes ».

CLAUDE RÉGENT.

## LIMOUSIN : rien ne va plus dans l'opposition

De notre correspondant

Limoges. — La crise s'aggrave en Limousin au sein de l'opposition. Déjà, la désignation par les instances nationales de M. Michel Bernard, membre du comité central du RPR, pour conduire la liste unique de l'opposition, avait entraîné la rébellion puis l'exclusion du responsable de la fédération départementale, M. Michel Massicot (le Monde du 24 novembre 1985). lequel a décidé de présenter sa propre liste aux législatives et aux régionales. Il a reçu l'appui de MM. Roger Cotton et Alain Moreau, conseillers municipaux RPR de Limoges. La liste se présentera sous l'étiquette « Union pour le redressement de la France et du Limousin ».

Or, après cette première dissidence, voici que M. Pierre Baillet d'Estivau, conseiller général RPR de Limoges, secrétaire du conseil régional du Limousin, décide, « face à l'état de délabrement du mouvement en Haute-Vienne », de présenter sa propre liste. M. Baillet d'Estivau affirme qu'il « a été évincé pour faire la place à des copains ». Il avait d'abord été officiellement présenté comme tête de liste régionale « officielle » RPR-UDF, mais l'accord national entre les deux formations commandait de réserver la première place à l'UDF, en l'occurrence M. Mare Dabuschère, maire, conseiller général de Saint-Yrieix-la-Perche, la troisième ville du département. Ce dernier pense d'ailleurs surtout sur les secteurs socio-professionnels qu'il estime tenus à l'écart de la bataille politique.

Dans une situation aussi mouvante, beaucoup d'élus de l'opposition hésitent à s'engager entre les

trois listes rivales. Il faut en Haute-Vienne vingt-cinq noms par liste (quatre candidats, plus deux suppléants à la députation, plus dix-neuf conseillers régionaux) et, pour l'instant, seules les listes de liste pour les législatives sont connues : MM. Michel Bernard, Michel Massicot et Baillet d'Estivau tous trois venus du RPR.

Particulièrement aigri en Haute-Vienne, la division de l'opposition risque de gagner les deux autres départements de la région. En Corrèze, l'UDF a déjà affirmé son mécontentement : elle a estimé dédaigneuse la portion convenue par un RPR sûr de lui et dominant, que mènerait à la bataille MM. Jacques Chirac et Jean Charbonnel. Elle envisage donc de présenter ses propres listes sur lesquelles pourrait figurer l'ancien rugbyman Amédée Domenech.

Il n'y a que dans la Creuse que l'opposition est pour l'instant unie. La liste législative y sera menée par M. Jacques Chartron, ancien préfet du département et secrétaire national du RPR aux élections de la seconde place est donnée à M. Gérard-Maurice de Fiequelmont (UDF), la liste régionale étant également menée par un RPR, M. Jean-Claude Pasty, ancien député de la Creuse. Mais, en octobre dernier, M. de Fiequelmont avait affirmé que « l'union devait être respectée partout » et qu'il « n'y aurait en Limousin que des listes uniques ou que des listes séparées ». Comme ailleurs les dissidents de la Haute-Vienne ont affirmé leur volonté de jouer leurs propres cartes au niveau régional, on ne peut vraiment pas dire que l'heure soit à l'union de l'opposition en Limousin.

GEORGES CHATAIN.

## SITUATIONS 86

## CORSE : les autonomistes rejoignent les nationalistes

De notre correspondant

Bastia. — Après plusieurs semaines de négociations, les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) et les nationalistes du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) sont parvenus à un accord. Ils présenteront des listes communes aux législatives et aux régionales de mars prochain.

Le MCA conduira la liste des législatives en Haute-Corse et la liste régionale en Corse-du-Sud (dans ce département, les indépendantistes ont obtenu 63,3% des suffrages exprimés aux élections d'octobre 1984 à l'Assemblée de Corse). L'UPC conduira la liste législative en Corse-du-Sud et la liste régionale en Haute-Corse (le mouvement a franchi la barre des 5 % dans le Nord en août 1984, mais pas dans le Sud).

### Dissidence à droite

Cet accord a été possible car l'UPC a, semble-t-il, obtenu que la « suspension » des actions militaires du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) entamées depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, se poursuive au moins jusqu'au 16 mars prochain. De son côté, les autonomistes éviteront de condamner les actions ponctuelles que l'organisation clandestine se réserve de mener. Cet accord électoral « consacre » un rapprochement entre les deux tendances du nationalisme. Engagée au cours de l'été, cette politique d'union chère à M. Max Simonet, secrétaire général de l'UPC, doit permettre de mieux résister à un éventuel durcissement du pouvoir après les élections de mars.

A droite, au contraire, le RPR de Haute-Corse est confronté à une

sérieuse dissidence. M. Jean Colonna a décidé, en effet, de conduire sa propre liste aux élections législatives. Le maire (RPR) de Corte n'a pas admis que le comité d'initiative du mouvement lui préfigure M. Pierre Pasquini. Au terme de cinquante jours d'indécision, la Rue de Lille a en effet tranché en faveur du maire de L'Ile-Rousse, comme elle l'a fait le 18 octobre dernier en cause par le comité central du RPR. M. Colonna s'est vu offrir la tête de liste des régionales en Haute-Corse, mais il a écarté cette proposition, préférant conduire sa propre liste d'union. Le maire de Corte espère ainsi rallier autour de son nom des personnalités RPR, mais aussi UDF, mécontentes du choix de Paris.

DOMINIQUE ANTONI.

## MAYENNE : dissidence socialiste

La dissidence des socialistes de Mayenne est maintenant officielle. Les membres du PS refusent d'accueillir dans leur département M. Jean-Paul Planchon, actuel député (CERES) de Paris, qui a été investi par le parti comme tête de liste législative dans leur département. La fédération des élus socialistes et régionales de la Mayenne a élu, le mardi 17 décembre, sous le label « Socialisme et démocratie », des listes législatives et régionales. M. André Pignon, maire (rôcristien) de Laval, conduira la liste législative. M. Claude Leblanc, maire de Mayenne, mènera la liste régionale. Sur un total de douze élus mayennais candidats sur les deux listes, un seul, M. Daniel Houdin, maire de Rénazé, n'est pas membre du PS.

M. Leblanc a estimé que les personnalités choisies représentent « la base de la population ». Il a invité M. Planchon (sans le nommer) à revenir sur sa décision de se présenter et a ajouté : « Nous serons peudrains en dehors du parti. C'est un peu curieux après vingt ans, mais nous ne démissionnons pas et nous ne nous mettons pas en congé du parti ». Le PS pourrait espérer au mieux un siège de député dans la Mayenne. La présence de deux listes socialistes, si elle se confirme, rend très aléatoire cette perspective.

## COTES-DU-NORD : trois exclusions du RPR

Saint-Brieuc. — Le « parachutage » de M. Bertrand Cousin dans les Côtes-du-Nord n'a finit pas de créer des remous. L'adjoint du maire de Brest, envoyé par les instances nationales du RPR à la reconquête de ce département de gauche, s'est heurté au vent de fronde à la base. L'UDF (majoritaire) n'acceptant de liste d'union que si elle est constituée d'élus du terrain, avait rejeté M. Cousin prévu en seconde place (et donc en position d'être élu).

Trois élus RPR, soutenus par de nombreux gaullistes locaux, ont préféré cette union à la base plutôt qu'une liste imposée par Paris : MM. Nédélec, maire de Lambion, les conseillers généraux Lucien Bouchier (Plouguenast) et Bruno Joncour (Saint-Brieuc). Ils ont après le mardi 17 décembre de M. Toubon qu'ils étaient exclus du RPR. Cette mesure ne change rien à la décision que nous avons prise de constituer des listes de l'opposition départementale aux élections législatives et régionales. On fait savoir ces trois élus. On s'abstient de voter deux listes de l'opposition dans ce département. On se contente de voter une liste d'union à la droite l'occasion de prendre trois des cinq sièges jusqu'à décernés par le PS. (Corresp.).

● Ne pas confondre. — Une très regrettable erreur typographique dans le Monde du 18 décembre (page 8) a pu faire croire que la liste qui conduira M<sup>me</sup> Marie-France Garnaud à Paris prenait le titre de « La France entée ». L'entente de l'ancienne candidate à l'élysée consiste en réalité à placer « La France en tête ». Quel lecteur du Monde en aurait douté ?

● PRÉCISION. — A la suite de notre article sur le conflit au sein de la communauté juive (le Monde daté 15-16 décembre), M. Emile Touati, président du Consistoire israélite de Paris, nous précise que le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par les candidats de la liste d'opposition après le premier tour des élections au conseil d'administration du Consistoire, n'a rendu aucune ordonnance, mais a simplement pris acte de la proposition des responsables consistoriaux de communiquer à leurs adversaires l'ensemble des documents électoraux que ceux-ci demandaient à consulter.

## LE RETOUR DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La tentation de l'électoralisme

Difficile de résister jusqu'au bout à l'électoralisme à l'approche d'un scrutin important... Le gouvernement s'en était pourtant vanté en présentant son projet de loi de finances pour 1986. Quelques entorses avaient bien été faites à ce principe lors de la première lecture du budget, mais elles permettaient de satisfaire des promesses faites depuis longtemps (retraite des agriculteurs et amélioration des pensions des anciens combattants). Le mardi 17 décembre, à l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, il a semblé que la bonde cédait au point que M. Adrien Zeller (sp. UDF, Bas-Rhin) s'est écrié : « C'est déjà le passage du Père Noël ! ». Mais tout cela a finalement porté sur des sommes très faibles par rapport, finalement, des dépenses de l'Etat n'ont été accrues que de 100 millions de francs de charges nettes, les recettes nettes ne croissant, elles, que de 35 millions de francs alors que le montant des dépenses définitives s'établissait dans le projet gouvernemental à 130 474 millions de francs. Le déficit budgétaire est ainsi passé de 145 258 millions à 145 342 millions de francs.

Le Sénat ayant repoussé ce budget, l'Assemblée a pu se contenter, lors de son deuxième examen, d'améliorer le projet qu'elle avait déjà voté, après avoir réglé son compte à la majorité sénatoriale, qui, a transformé le Sénat « en assemblée fantôme, dont les seuls votes enregistrés concernent la fiscalité des châteaux et des pétroliers » a déclaré M. Christian Piret (PS, Vosges), rapporteur général du budget, avant d'élever une « énergique protestation » contre ce « complet dévoiement de l'institution parlementaire », afin d'éviter que ce qui n'est « encore qu'un mauvais exemple ne devienne un précédent ». Cela fait, ministres et députés socialistes ont pu se donner la main pour que les « améliorations » qu'ils apportent soient sensibles à leurs électeurs.

### CUMUL EMPLOI-RETRAITE : NOUVEAU TEXTE ADOPTÉ

L'Assemblée nationale a définitivement adopté, mardi 17 décembre, en troisième et dernière lecture, le projet de loi accroissant la contribution de solidarité que doivent verser, depuis l'ordonnance du 30 mars 1982, ceux qui cumulent un emploi et une retraite au-delà de soixante ans, ainsi que leurs employeurs (le Monde daté 13 septembre et 9 octobre). Par deux fois, le Sénat, en votant une question préalable, avait refusé de discuter de ce texte (le Monde daté 17-18 novembre et du 18 décembre).

Pourtant, en deuxième lecture, les députés avaient atténué le projet gouvernemental, en relevant de 25 % par personne à charge le plafond, fixé à deux fois et demie le SMIC (actuellement 11 000 F), au-delà duquel l'employeur et le salarié (s'il touche une retraite supérieure au SMIC majorée, la encore, de 25 % par personne à charge) devront payer chacun une cotisation égale à 50 % de la différence entre ce plafond et le salaire.

De même, pour les artistes, ce taux de 50 % avait été ramené à 5 %, sur la suggestion de M. Pinte (RPR, Yvelines). Cela n'a pas empêché les députés RPR et UDF de voter contre ce projet de loi, qui n'a été approuvé que par le PS et le PC.

lors de son deuxième examen, d'améliorer le projet qu'elle avait déjà voté, après avoir réglé son compte à la majorité sénatoriale, qui, a transformé le Sénat « en assemblée fantôme, dont les seuls votes enregistrés concernent la fiscalité des châteaux et des pétroliers » a déclaré M. Christian Piret (PS, Vosges), rapporteur général du budget, avant d'élever une « énergique protestation » contre ce « complet dévoiement de l'institution parlementaire », afin d'éviter que ce qui n'est « encore qu'un mauvais exemple ne devienne un précédent ». Cela fait, ministres et députés socialistes ont pu se donner la main pour que les « améliorations » qu'ils apportent soient sensibles à leurs électeurs.

Ainsi la fiscalité des agriculteurs pratiquant le tourisme à la ferme a été grandement allégée (enlèvement de 10 millions de francs pour l'Etat) ; la part, qui n'est pas considérée comme un avantage en nature dans les tickets restaurants, a été relevée de 12 francs à 15 francs (coût 18 millions) ; à la demande de M. Nicolas Alfonsi (MRG, Corse-du-Sud), les entreprises se créant en Corse en 1986 seront dispensées d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pendant deux ans (la législation normale n'est qu'une réduction de 50 %) ; de même, les successions régissant des indivisions comportant des biens immobiliers en Corse seront exonérées de certains droits au profit du Trésor jusqu'au 31 décembre 1991 ; les cent quarante premières représentations de spectacles de cirque « comportant exclusivement des représentations originales » ne supporteront une TVA que de 2,1 % comme les « premières » de théâtre (coût : 1 million) ; les députés socialistes auraient même voulu une largesse plus grande, mais M. Henri Emmanuelli a réussi à s'y opposer : l'Office national pour l'action sociale en faveur des rapatriés recevra 3,1 millions supplémentaires ; les artistes salariés pourront élargir, en matière fiscale, leurs revenus exceptionnels ; sous certaines conditions, le personnel des écoles bilingues dépendantes d'associations régionalistes (en Bretagne et dans le Pays basque notamment) pourra être intégré dans la fonction publique ; alors que le gouvernement avait annoncé qu'il n'utiliserait que pour trois cas la possibilité, qu'il vient de se faire ouvrir, de titulariser des ambassadeurs non-fonctionnaires en poste depuis plus de six mois, cinq postes ont été ouverts (il en coûtera près de 7 millions de francs, au maximum, si les nouveaux titulaires doivent bénéficier des nombreuses indemnités liées à un poste à l'étranger).

Ces dépenses nouvelles seront financées par un accroissement de 6,5 % à 7 % de la taxe sur les métaux précieux (rapport : 37 millions), par une augmentation de certains droits de timbre dont celui sur les passeports qui passe de 335 francs à 350 francs (rapport : 26 millions).

Ainsi amendé, ce projet de loi de finances a été adopté par les seuls députés socialistes, ceux du RPR, de l'UDF et du PC votant contre. Th. B.

Quelques amendements plus fondamentaux ont aussi été approuvés. M. Pierret, avec le soutien de M. Bérégovoy, a fait permettre que le nouveau report en arrière des décrets d'une société sur ses bénéfices anciens soit utilisable pour les déficits des cinq dernières années et non pour le seul exercice en cours ; il a aussi fait augmenter de cent centime par mètre cube la taxe des utilisateurs de l'eau au bénéfice du fonds pour le développement de l'adduction d'eau, taxe qui n'avait pas augmenté depuis dix ans (le fonds recouvre ainsi 36 millions de plus, mais l'Etat, au passage, prélèvera 2 millions de TVA) ; le gouvernement a aussi permis que les entreprises de l'Etat puissent bénéficier de la TVA dont bénéficie la construction de résidence de loisir ; il a aussi fait améliorer les conditions de financement par les entreprises de la formation en alternance.

Enfin l'Etat dépensera 61,5 millions pour l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ; le reste de sa contribution (130,5 millions au total) proviendra d'économies sur les indemnités d'agréés de départ et sur les aides à la cessation d'activité laitière ; les agriculteurs devront financer eux-mêmes 112,5 millions. L'amélioration de la pension des anciens combattants au 1<sup>er</sup> octobre, en plus de celle déjà prévue au 1<sup>er</sup> février, coûtera 21 millions ; ainsi sur les 14,25 % de retard sur le rapport constant évalué en 1981, 3 % seront rattrapés en 1986 ; il ne manquera plus que 2,86 %.

Ces dépenses nouvelles seront financées par un accroissement de 6,5 % à 7 % de la taxe sur les métaux précieux (rapport : 37 millions), par une augmentation de certains droits de timbre dont celui sur les passeports qui passe de 335 francs à 350 francs (rapport : 26 millions).

Ainsi amendé, ce projet de loi de finances a été adopté par les seuls députés socialistes, ceux du RPR, de l'UDF et du PC votant contre. Th. B.

## AU SÉNAT L'opposition entend retarder l'application du non-cumul des mandats

Le gouvernement ne pouvait pas espérer du Sénat une vote analogue à celui de l'Assemblée nationale, après la nuit du 27 au 28 novembre des députés UDF rejoignant ceux du PS et du PC pour limiter le cumul des mandats. Dès le lendemain, M. Adolphe Chauvin, président de l'intergroupe sénatorial UDF, avait prévenu que si lui et ses collègues du palais de Luxembourg ne se sentaient liés par la décision de leurs amis députés.

Dès lors qu'une majorité de sénateurs UDF n'était pas disposée à approuver en bloc et en l'état le système anticumul adopté par l'Assemblée, les discussions se sont ouvertes avec le RPR, résolument hostile au système. Une fois de plus, la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, s'est mise d'accord pour trouver une solution qui préserve son unité. Le compromis consistait en trois amendements que M. Pierre Salvi (Un. cent., Val-d'Oise), rapporteur de la commission des lois, a défendus.

Sur le premier, qui exclut de la liste des mandats à prendre en compte celui de président d'un conseil d'une communauté urbaine, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a d'emblée reconnu que l'argumentation de la majorité sénatoriale peut être examinée. Il n'en a pas moins observé que le texte initial concerne les huit cent quatre-vingt-cinq villes de plus de 9 000 habitants, alors que l'amendement du Sénat ne touche plus que les deux cent vingt-sept villes de plus de 30 000 habitants. Il y a donc là, à ses yeux, une sérieuse atteinte à la « portée » du projet.

Quant à la troisième modification, qui vise à reporter à un an après la promulgation de la loi sa mise en application, M. Joxe s'est

déclaré « très réservé ». Avant à lui semble « paradoxal » de voter une règle de non-cumul la mise en œuvre reportée aurait pour effet de permettre en mars prochain à certains élus d'ajouter un, voire deux mandats, à ceux qu'ils détiennent aujourd'hui.

### La pression du RPR

Le ministre de l'Intérieur, en assurant en outre que le projet est « per sé », a présenté une position conciliante. A tel point que M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois, certains de ses collègues RI et de la Gauche démocratique, dont beaucoup, à l'instar de M. Valéry Giscard d'Estaing, étaient favorables à l'approbation du texte sans même les amendements de la commission, ont envisagé de proposer une formule nouvelle. Mais pour le RPR et une bonne partie des centristes, il n'est pas question d'offrir une solution transactionnelle au gouvernement.

Après une suspension de séance, au cours de laquelle les responsables de la majorité sénatoriale ont décidé de rester fermes sur leurs positions, le report de la mise en application a été, à la demande du gouvernement, immédiatement mis aux voix : 178 par 70 (c'est-à-dire 70 Un. cent., les 59 RPR, 35 RI sur 50, 9 Gauche dém. sur 38, et 5 non-inscr. sur 6), contre 130 (entre les socialistes et les communistes et les radicaux de gauche, plusieurs sénateurs RI et de la Gauche démocratique, dont le président du groupe M. Jacques Pelletier et président de la commission des finances, M. Edouard Bonnefous).

Les deux autres amendements ont également été approuvés par scrutin public avec des majorités plus larges, avant que l'ensemble du projet modifié ne soit voté par 211 voix contre 101.

Le gouvernement et les socialistes auraient souhaité qu'un mois au début de négociation puisse se concrétiser à ce stade sénatorial de la procédure parlementaire. L'Assemblée nationale, qui doit réexaminer le projet dans la version adoptée par le Sénat, jeudi 19 décembre, retiendra-t-elle certaines des amendements apportés par le Sénat. Le gouvernement peut-il se priver d'une telle « popularité » au sein même que se mise en œuvre en serait différée ?

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Le Sénat a adopté définitivement, mardi 17 décembre, le projet de loi simplifiant la procédure pénale dans le texte sur lequel s'était mis d'accord la commission mixte paritaire (le Monde du 14 décembre).

## POLITIQUE

un numéro exceptionnel

### POUR QUE LA GAUCHE CONTINUE

des propositions

14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 PARIS — Tél. 42 77 12 53



Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## Glenn Gould

LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE D'UN ÉTAT D'ÉMERVEILLEMENT



O n'a pas fini de parler de Glenn Gould, ce très grand pianiste canadien mort en 1982, à cinquante ans, d'une crise cardiaque. S'il n'a jamais mis les pieds en France, ses disques y ont joué parfaitement leur rôle terroriste, et les fameux films de Bruno Monsiegeon nous ont permis de découvrir ce personnage extravagant et génial. D'autres suivront, en particulier un excellent portrait de deux heures, réalisé par la Canadian Broadcasting Corporation, qui sera sans doute présenté au prochain MIDEM par la délégation de l'Ontario.

Gould, au piano comme dans la vie, était un spectacle hors du commun : « Des doigts d'araignée, des poignets flexibles en caoutchouc, des pédales infatigables, le nez au ras des touches, on aurait dit un vieil homme plongé dans une orgie musicale », écrivait un critique lors de son premier récital, à quinze ans. L'image restera la même toute sa

Pianiste génial, Glenn Gould a donné son premier concert à quinze ans, s'est arrêté à trente et un ans pour se consacrer à des enregistrements et à des émissions de radio. Il est mort en 1982, à cinquante ans, sans être jamais venu en France. Des livres, des films permettant aujourd'hui de le découvrir.

vie. On multiplierait les détails pittoresques, tel l'attirail qui lui était nécessaire pour enregistrer, et les histoires amusantes comme celle de ses slaloms en hors-bord en milieu des pêcheurs furieux « pour épouvanter les poissons et les sauver de leur destin » (1).

Au-delà des anecdotes, l'occasion nous est donnée de pénétrer plus avant dans le mystère de cet homme qui, après une carrière brève et fulgurante, abandonna définitivement la scène à trente et un ans pour se consacrer à l'enregistrement de disques et à des émissions de radio et de télévision, pas exclusivement musicales ; quand il mourut, il s'apprê-

tait à délaissier le piano pour se vouer à une œuvre littéraire...

Un nouveau livre, *Contrepoint à la ligne*, achève l'édition quasi intégrale de ses écrits (réunis et traduits avec une admirable piété par Bruno Monsiegeon), commencée il y a deux ans avec *Le Dernier Puritain* : un troisième volume rassemblera ses nombreuses interviews.

C'est un merveilleux jardin anglais où l'on trouvera de tout, des analyses d'œuvres d'une virtuosité transcendante, des portraits d'interprètes (celui, succulent, de Stakowski, au les désopilantes « Variations sur un thème d'Arthur Rubinstein », une

évocation délicate de la ville de Toronto, des critiques parfois féroces, d'énormes canulars et calembours, de superbes études sur Bach, Schönberg, Strauss, des chapitres tendres sur Petula Clark ou Barbra Streisand, et nombre de pénétrantes remarques sur la mystique de l'enregistrement.

Gould affirme à diverses reprises que « le concert n'existera plus d'ici un siècle. Les médias électroniques auront intégralement remplacé les fonctions qu'il remplit ». Il est permis de douter de cette prophétie et de trouver autre sa critique des manifestations publiques de la musique, qui fait partie de son

idiosyncrasie. Mais ces chapitres méritent une étude attentive ; personne, en effet, n'a aussi bien analysé les phénomènes de montage et les transformations profondes que l'enregistrement sonore produit sur la conception même de la musique chez les artistes, les compositeurs et le public.

Meis ses écrits nous permettent avant tout de comprendre le fond de la nature de Gould et les manifestations les plus déroutantes de son art. J'ai lu personnellement avec une vive satisfaction les pages où il affirme qu'il déteste le Mozart des dernières années, celui de la *Flûte enchantée* et de la *Symphonie en sol mineur*. Cette vibrante profession de foi m'explique enfin ses interprétations absolument scandaleuses de certaines sonates qui m'ont longtemps éloigné de lui. Et il n'y a pas seulement Mozart : également les œuvres de la période centrale de Beethoven, « autosatisfaites, répétitives », etc., telle l'*Appassionata* qu'il place aimablement « entre l'*Ouverture du roi Étienne* et la *Bataille de Victoria*... »

Cela tout simplement parce que Gould a horreur de la forme sonate « qu'une humanité nouvelle et agressive avait choisi de construire pour s'exprimer ». Il avoue : « J'ai un trou noir d'environ un siècle pour ce qui est de la musique. L'Art de la fugue d'un côté, Tristan de l'autre, en constituent en gros les lignes de démarcation. Tout ce qui se situe entre ces lignes n'est au mieux pour moi qu'un objet d'admiration et non d'amour. » Du coup Schubert, Chopin et Schumann passent aussi à la trappe.

Gould explique très bien que sa nature est d'essence contrapuntique (et c'est pour cela qu'il est un extraordinaire interprète de Bach, et de Schönberg) : « Je suis plus sur mon terrain avec une musique inductive qu'avec une musique déductive, une musique dont la structure formelle s'identifie avec l'évolution d'une idée plutôt qu'une musique dans laquelle on force les matériaux à rentrer

dans le cadre d'un schéma formel préalablement établi. (...) Je pense que c'est un type puritain de conduite des voix qui représente la clé de mon univers musical personnel. Toutes ces choses ne font que me remémorer un certain prototype d'expérience musicale et affective que je porte en moi depuis l'enfance. »

Et d'évoquer sa grand-mère, qui « emplait les manuscrits des compositeurs infatigables de la tradition victorienne sur la console de son orgue ; elle faisait résonner la magnificence et l'euphonie mendelssohnienne en actionnant avec acharnement le pédalier à soufflets, convaincue que chaque quinte parallèle évitée était un coup porté contre le diable ».

C'est dans un article plein d'humour « A bas les applaudissements ! » que Gould nous livre sans doute son dernier mot : « L'objectif de l'art n'est pas le déclenchement d'une sécrétion momentanée d'adrénaline (au concert), mais la construction progressive, sur la durée d'une vie entière, d'un état d'émerveillement et de sérénité. »

Peu de livres sur la musique sont aussi éblouissants et substantiels. Et après avoir bûlé d'effroi ce échantillon certains de ses Mozart, l'op. 109 et l'op. 111 de Beethoven, laissons-nous emmener sur les cimes avec ses *Variations Goldberg* de Bach, sa transcription de *Siegfried Idyll* de Wagner ou son sublime disque Byrd-Gibbons (2).

JACQUES LONCHAMPT.

\* Glenn Gould, *Le Dernier Puritain* (288 pages, 95 F) et *Contrepoint à la ligne* (498 pages, 150 F) aux éditions Fayard.

(1) Cf. Geoffrey Payzant dans son excellent et profonde biographie : *Glenn Gould, un homme du futur* (Éditions Fayard, 320 pages, 84 F).

(2) Disques CBS, D 37.779 ; M 32.351 et MF 39.552.

## Galina Vichnevskaja

LES MÉMOIRES D'UNE INDOMPTABLE TOSCA

É TOLE de première grandeur sur la scène lyrique, on savait déjà que Galina Vichnevskaja était aussi une héroïne dans la vie, depuis que le règne du Bolchoï avait été contraint de quitter l'URSS avec son mari Rostropovitch, puis déchu de la nationalité soviétique en 1978 pour avoir hébergé Soljenitsyne le proscrit. Mais le livre de mémoires qu'elle publie, fièrement titré de son seul prénom, *Galina*, grandit encore la stature de cette femme indomptable. La photo de couverture le représente, terrible comme un commandeur femme, en Floria Tosca, cantatrice meurtrière d'un policier ignoble... Sa contribution à l'histoire de son pays n'apparaît pas moins meurtrière.

Pourtant l'aspect le moins connu de sa vie est aussi le plus bouleversant. La première partie du ouvrage, jusqu'à son entrée au Bolchoï, est aussi dramatique et poignante qu'un roman de Tolstoï.

Née en 1928, d'un père communiste convaincu, perdu d'alcoolisme, et d'une mère polonaise mi-tzigane, très belle, qui va d'amant en amant, elle est abandonnée par eux à l'âge de six semaines et recueillie par des grands-parents. Traînée comme une orpheline, elle « cache sa honte et son amertume » par un seul caractère, têtu, opiniâtre, se battant avec les garçons.

Autour d'elle, c'est la misère et la boisson, une vie dure dans les fameux appartements communautaires : quatorze personnes dans cinq pièces. Sa grand-mère, paysanne pleine de cœur et d'intelligence, meurt atrocement brisée. Pourtant, à dix ans, on a donné à Galina un enregistrement d'Eugène Onéguine : « Je me trouvais transportée hors de ma vie quotidienne et projetée dans un univers de beauté jusqu'alors inconnu, peuplé de sons magiques, empreint d'une pureté céleste. Je n'ai redescendu jamais. Elle sera cantatrice. Déjà elle chante, et son interprétation d'un hymne à Lénine dans un concert de l'école lui procure ses « premières » sensations d'extase ».

Mais auparavant elle passera par « tous les cercles de l'enfer » de la guerre, et d'abord les neuf cents jours du blocus de Leningrad, où, restée seule, en pleine épidémie, elle est découverte, défilante, par une équipe qui cherche les cadavres. Employée à la défense anti-aérienne, elle charrie des pavés, répare les canalisations d'égout éclatées, connaît le cachot et lave les latrines. Elle découvre l'amour avec un jeune lieutenant, qui périt peu après dans le torpillage de son bateau ;

de Tourgueniev la force de se battre, est sauvée par la stéptomycine, alors à ses débuts, achetée au marché noir.

Rétablie, elle se présente imprudemment à un concours du Bolchoï et, avec une audace incroyable, présente le grand air d'*Aïda* (« O patria mia ») : « J'éprouais une sorte de triomphe intérieur, l'impression de m'avancer à travers la musique et de voir les murs s'ouvrir, s'effondrer devant moi. » A vingt-cinq ans, Galina l'indomptable a vaincu son destin.

Misère, guerre, amour, gloire, exil, la vie de Galina Vichnevskaja, diva et femme de Rostropovitch est un vrai roman russe.

À dix-sept ans, elle épouse un marin, Guorqui Vichnevski, qu'elle quitte au bout de deux mois. « Seul mon nom me rappelle que ce mariage a existé. »

« Je sentais que l'art seul pouvait me venir en aide. Je brûlais de chanter, de paraître sur scène, pour échapper à la réalité et faire pénétrer les autres dans mon propre univers de beauté. » Engagée dans un théâtre d'opéra ambulante, elle commence le long chemin qui la mènera au Bolchoï. Mais un professeur lui casse la voix ; les tournées sont épuisantes, sur les talons de l'armée, dans des villes en ruine, des chambres glacées où grouillent les punaises et les rats. Elle épouse le chef de la compagnie, qui a vingt-deux ans de plus qu'elle, accouche dans des conditions affreuses d'un fils qui meurt à deux mois et demi.

Alors, avec son mari, elle quitte la troupe pour donner, tous les jours dans une autre ville, des séances de chansons. C'est là qu'elle apprend son métier. La chance veut qu'elle découvre aussi un grand professeur, Véra Garina, qui rétablit sa voix de soprano : « Sans elle, jamais je ne serais devenue cantatrice. » Pourtant Galina est atteinte de tuberculose aiguë ; elle refuse le pneumothorax, puis dans la lecture

au terme d'une incroyable odyssée.

« Tout ce que j'ai raconté est la vérité pure et entière », affirme-t-elle, et le ton superbe de cet ouvrage, qu'elle a écrit seule, s'enfermant pendant des mois, refusant des invitations et des contrats, l'atteste hautement, malgré le passage regrettable par une double traduction (du russe à l'anglais et de l'anglais au français). Mais c'est bien sa voix tranchante, passionnée, qu'on entend dans ce récit d'une existence écrite avec son sang.

D'un style moins rigoureux peut-être, le reste du livre n'est pas moins passionnant, décrivant les débuts du Bolchoï (dans Tatiana et Léonore), le développement de sa carrière, la vie intense du grand théâtre, les tournées, les rivalités, l'emprise du KGB, les exhibitions obligatoires dans les banquets officiels. On ressent les joies et les terreur des artistes, on respire l'odeur de la scène, on voit passer les grands chefs d'orchestre ou les metteurs en scène.

Et puis c'est le coup de foudre pour Rostropovitch. Il faut lire les pages rocambolesques et romanesques des fiançailles à Prague, de l'enlèvement, du mariage, irrésistibles d'humour et de tendresse, où Galina a si bien croqué son époux. Et parallèlement la

curiosité que lui fait Nikolaï Boulganine (ancien chef du gouvernement soviétique), qui le poursuit en vain, mais aussi la protégera, et tant de tableaux d'une verve satirique éblouissante sur les autorités du régime, « idoles sinistres au milieu d'un carnaval tourbillonnant de lâchetés lamoyennes ».

Dans ce torrent de souvenirs qui embrassent toute la société soviétique, sur laquelle elle s'acharne avec les foudres d'une colère intarissable, on retiendra aussi les chapitres pénétrants qu'elle consacre à son ami Chostakovitch, à Prokofiev, à Pasternak, à Britten et, bien sûr, à Soljenitsyne, admirable témoignage de première main sur l'écrivain, et la roue des enchaînements catastrophiques qui va tous les broyer.

Tombée de la roche tar-péenne, Galina sera plus grande encore. Les chapitres qu'elle réserve, après tant d'images savoureuses et exquises, à son époux interdit de Bolchoï, interdit de Moscou, interdit de concert, réduits au désespoir et à la vodka, sont profondément émouvants. « Brusquement, je compris avec horreur qu'au plus profond de son être une fissure était en train d'apparaître et qu'il risquait très bientôt de voler en éclats. »

C'est elle qui décide de partir, inébranlable, alors que Rostropovitch se raccroche sans cesse à des espoirs fallacieux. Dès l'autorisation de Brejnev arrivée, elle l'embarque dans un avion et restera deux mois encore avant de le rejoindre avec ses filles.

A quarante-sept ans, au faite de la gloire, Galina quitte son « champ dévasté » et se retrouve « devant un soi dénué et aride ». Rien pour elle en Occident ne remplacera le Bolchoï, mais elle n'a pas cédé ; comme elle le dit au premier paragraphe de son livre : « J'ai défendu ma dignité humaine, j'ai revendiqué le droit d'agir librement. »

J. L.

\* Éditions Fayard, 480 pages, 140 F. Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne.

Qu'est-ce que l'art, Jean-Luc Godard ?



N'attendez pas qu'on appelle ce livre « le » Godard pour y rechercher votre réponse.

35 ans de cinéma : Ecrits — Biographie en images — Scénarios — Entretiens — 480 photos.

CAHIERS DU CINÉMA

سكنا من الامايل



مسرحنا الامم



« Boulevard du méfodrame » au Théâtre d'Amboise

### « LE CID » au Théâtre du Rond-Point

« Tout Paris pour Huster » les yeux de Chimène, pourrait-on dire, retournant un vers qu'écrivait Boileau en 1637 au lendemain de la première. Dans une magnifique armure d'argent et d'or tachée du sang des ennemis, Francis Huster donne au rôle de Rodrigue, comme à l'avait fait déjà à celui de Dom Juan, une poésie de ténacité et d'inquiétude, très attachante.

Un ciel bleu est peint sur le sol, les acteurs courent sur les nuages, les vers de Corneille éloquent comme des oriflammes dans une tempête d'équinoxe, le public des jeunes filles, mais aussi des grand-mères, fait une ovation à sa vedette préférée. C'est le triomphe d'un texte âgé de trois cent cinquante ans, frais comme l'œil, que nous avions tous renoncé à apprendre par cœur à l'école.

### « JULES CÉSAR » au Palais des sports

A 3 000 mètres de là, à la porte de Versailles, même enthousiasme populaire pour un chef-d'œuvre de Shakespeare, orchestré par Robert

Hossein. Au Palais des sports, le théâtre fait aujourd'hui plus de recettes que les matches de boxe ou les courses cyclistes.

Un micro caché dans les cheveux, des acteurs de première force, venus de chez Brook, de chez Vitez, ou de la Comédie-Française, se font entendre du haut des gradins en écheaufant à voix basse, dans la nuit de Rome, l'assassinat du tyran. Hossein préparait, dit-on, pour ce même Palais des sports, une *Marquise des Anges*.

### « LE MAHABHARATA » aux Bouffes du Nord

Chez Peter Brook, c'est une très antique légende de l'Inde qui fait chaque soir salle comble. Le public français est décidément devenu très « culturel », car cette sombre histoire d'une guerre larvée, entre deux clans ennemis, à l'autre bout du monde et dans la nuit des temps, ne dure pas moins de neuf heures, sur la scène de ce théâtre.

Meis Brook est encore plus inventif, plus rusé, plus merveilleux, que l'enchanteur Merlin, et sous l'évocation des fusées rouges ou blanches, des apparitions d'éléphants ou d'oiseaux de paradis, des rivières qui s'enflamment, et de mille autres magies, les spectateurs

restent cloués de surprise et d'émotion. On croit vraiment rêver.

### « L'ECORNIFLEUR » au Théâtre de Poche

Réfléchissez-y à deux fois avant d'inviter un jeune homme sympathique dans votre villa, les mois d'été. Car ses mufliers, ses mensonges, son sans-gêne, l'air irrespirable qu'il dégage, pourraient vous gâcher vos vacances. C'est une pièce très méchante de Jules Renard.

### « AU BUT » au Théâtre de Boulogne- Billancourt

L'irrésistible écrivain autrichien Thomas Bernhard prend la chose en sens inverse : si vous êtes un garçon vivant seul, pas vaillant, et pas bête, ne vous laissez surtout pas inviter par deux femmes, la mère et la fille, à passer ne serait-ce qu'une semaine dans leur villa d'Arcachon, ou d'Antibes. Elles profiteraient de votre présence pour régler, sur votre dos, tous leurs effroyables conflits.

### « LES FILS DU SOLEIL » au Théâtre des Déchargeurs

Les lettres d'amour échangées, les premières promenades à deux, la recherche d'une chambre à l'écart, les délices organiques, les ennuis d'argent, les crocs-en-jambe des familles, la détérioration du climat, les scènes atroces, les brouilles, les tentatives d'assassinat, toutes ces joies ou tristesses ordinaires deviennent une aventure complétement neuve, une suite d'inventions géniales, si les deux partenaires s'appellent Verlaine et Rimbaud.

### « DEUX SUR LA BALANÇOIRE » à l'Atelier

Un peu pour les mêmes raisons, une pièce de boulevard américain, faite de vieilles ficelles et d'astuces vicieuses, devient une soirée plutôt belle et émouvante si elle est jouée par deux comédiens inspirés, vrais, beaux, bref s'ils s'appellent Nicole Garcia et Jacques Weber.

### « LA FEMME DU BOULANGER » à Mogador

Marcel de Galabri, scénariste, Valérie Maïre, Marie-Françoise, Daniel Dublet, Claude Sérinet et les autres font vivre l'histoire de Pagnol. Les personnages humains et pittoresques, leurs passions naïves, leur amoralité joyeuse, leur tendresse un peu triste, c'est exactement le monde de Jérôme Savary.

### « NORODOM SIHANOUK » à la Cartoucherie Théâtre du Soleil

Hélène Cloux a écrit *l'histoire terrible mais inachevée* d'un pays trop petit pour gagner son indépendance, d'un peuple assassiné, d'un prince comédien, merveilleusement représenté par Georges Bigot. Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil ont réussi le défi de porter sur scène le monde contemporain, de le raconter à la manière d'un conte haletant, brûlant.

### « BLACK AND BLUE » au TMP-Châtelet

Ballottes, blanchettes, robes chatoyantes, robes bleues. Les voix de trois imposantes déesses noires, celle d'un crooner raucous, une troupe de danseurs et danseuses dont l'âge varie entre quarante et soixante-dix ans... « Moi, j'aime le music hall », chantait Trenet.

### « ESQUISSES VIENNOISES » au Théâtre de Poche

Et pour finir, pourquoi ne pas tomber sous le charme d'un acteur extraordinaire, qui sait, pour vos délices, se changer en chien, en poie de sentier, en petite fille modèle. Un vrai et grand poète des planches : Claude Auzanne.

Notes rédigées par Michel Brandeau, Geneviève Bréret, Michel Cornot, Claire Denervaux, Claude Flécher, Colette Gossard, Jacques Louchamp, Louis Marcorrelles, Marcelle Michel et Jacques Sicler.

## MUSIQUE

### LA « MISSA SOLEMNIS » à la cathédrale de Bercy

Le Palais omnisports de Bercy recevra le samedi 21 décembre, à 17 h 30, dix mille « fidèles » ou néophytes. De Beethoven pour la *Missa solennelle*.

Le Palais omnisports de Bercy sera doté d'une installation que l'on annonce excellente pour recevoir l'Orchestre de Paris et ses chefs sous la direction de Daniel Barenboim, avec quatre grandes solistes (Margaret Price, Nedine Donize, David Randall et Matti Salminen). L'œuvre sera donnée deux jours avant (le 19 décembre, à 20 h 30) salle Pleyel.

### UN GRAND OPÉRA POUR ENFANTS « Hansel et Gretel »

A l'approche des fêtes de Noël, Radio-France offre aux enfants un

opéra très aimé en pays germanique et rarement joué chez nous : *Hänsel et Gretel*, d'Engelbert Humperdinck, qui fut un collaborateur de Wagner à Bayreuth.

Cette œuvre, créée en 1893 par Richard Strauss, sera donnée au Théâtre des Champs-Élysées par le NOP, sous la direction de Marek Janowski, avec de grandes et de petites solistes (dont Barbara Ericson dans le rôle de la sorcière) et la maîtrise de Radio-France (lundi 23 décembre, à 20 h, retransmission en direct sur France-Musique).

### NOËL BAPTISTE à Radio-France

Maurice Cullez et Alain Dister ont imaginé un concert de Noël selon le rituel des cérémonies baptistes. William Gregg Hunter, musicien mais aussi ministre du culte baptiste, est l'officiant de la soirée. Les chanteurs solistes seront : La Velle, Jérôme Van Jones et Liz Mac Cornib. Tous ont commencé leur aventure musicale dans une église baptiste. (24 décembre, 21 h).

## Messes de minuit à Paris

Le 24 décembre, une centaine d'églises et de chapelles parisiennes célébreront Noël. Messe solennelle comme à Notre-Dame, qui, l'année dernière, a accueilli six mille fidèles ; messes grandioses aussi par le nom des artistes qui y participent : Olivier Messiaen improvisera sur le grand orgue de la Trinité, A. Saint-Sulpice, Daniel Roth interprétera Bach et Mozart, A. la Madeleine, François Houbart jouera Vienne et Praetorius, tout comme Philippe Levevre, l'un des quatre nouveaux titulaires de l'orgue de Notre-Dame.

A Saint-Germain-l'Auxerrois, des chants grégoriens alterneront avec des noëls populaires accompagnés de trompettes et de hautbois. A Saint-Louis-en-l'Île, on pourra entendre des Noëls français et anciens. A Saint-Roch, dans le cadre du festival d'art sacré, la veillée sera assurée par le Dorothy Choir de Dallas.

Au Palais des congrès, Francis Lalanne, Patrick Dupond, Yvette Horner accompagneront la veillée avec

Thierry Le Luron qui chantera l'*Ave Maria* et Jacques Martin le *Minuit chrétien*. Cette fête, au profit du Mexique et de la Colombie, sera précédée d'une procession qui partira de la petite chapelle du disc d'Orléans consacrée à la Vierge, (habillée par Yves Saint-Laurent).

Sous le chapiteau du carré Silvain Monfort, les interprètes de *Bajazet* participeront à une veillée, à la fois poétique, littéraire et musicale.

Les crèches, au même titre que les chants, les grandes orgues et la liturgie, font partie de Noël. A Saint-Laurent, dans le dixième arrondissement, les rôles mages seront des ombres chinoises. A Notre-Dame, comme l'année dernière, les enfants animés de marionnettes représenteront tous les personnages de Bethléem. Enfin, la crèche la plus grande, la plus spectaculaire (16 mètres de long et plus de 130 santons - dont certains seront animés), est celle de l'Hôtel de Ville.

C. DE BARONCELLI

## EXPOSITIONS

### « Faut se laver les mains pour aller à table »

La table et le partage, quelle excellente idée ! La table française, ce vers quoi, si souvent l'attention et même l'admiration de l'étranger se sont tournées. Pour en parler, nos chercheurs ont convié toutes les disciplines dans un grand foisonnement d'objets d'érudition et d'art. L'archéologie, de la Gaule au Moyen Âge et même au-delà,

thème « La table et le partage » (2).

La table et le partage, quelle excellente idée ! La table française, ce vers quoi, si souvent l'attention et même l'admiration de l'étranger se sont tournées. Pour en parler, nos chercheurs ont convié toutes les disciplines dans un grand foisonnement d'objets d'érudition et d'art. L'archéologie, de la Gaule au Moyen Âge et même au-delà,

### La table et le partage

grâce notamment aux fouilles de Louvre, a livré son lot d'informations, splendide souvent, et accompagné de riches références iconographiques.

C'est ainsi que nous voyons nos plus lointains ancêtres manger assis à même le sol, se servant de leurs seules mains pour prendre et porter à leur bouche les mets de plats communs à tous. On mesure la distance qu'il faudra parcourir pour arriver à notre table et à son « confort ». D'une part, des plats collectifs, instruments bien différenciés (souples, saladiers, etc.), d'autre part, le couvert de chaque convive avec son assiette, son verre, son couteau (à bout rond), sa fourchette pleine de dents. Le tout disposé selon un ordre codifié assez tard pour qu'on ait pu en embêter les enfants avec ça. La fourchette à gauche, le couteau à droite, ça ne remonte pas à Ramsès II.

C'est si les objets et les manières de la Gour ou de l'ébénier du civil, du militaire ou de l'église constituent la base matérielle de notre ensemble, c'est aussi les manières qui sont évoquées : les rituels et les usages du jour, les impératifs sociaux qui entourent la nourriture, les fêtes qui la font grasse, ou les vendredis qui la veulent maigre.

Les fêtes, plus encore que les réunions familiales, sont moments de partage. De la même manière, une exposition doit être le partage d'un savoir, donc la clarté, l'explication, la signification des objets, de leur utilité : Georges-Henri Rivière l'avait si bien compris qu'il reste aujourd'hui le premier théoricien de la muséographie.

Les ATP continuent certes d'accueillir les enfants (ce musée a même une rente de situation près du jardin dit d'acclimation). Mais, à moins d'être accompagnés par une maîtresse courageuse et explicative, que peuvent-ils désormais comprendre aux vitrines ou aux pannesaux ? Aucune hiérarchie dans les explications. Tantôt trois lignes sur tout un ensemble dont il est de toute façon impossible de percevoir la logique : chronologique, thématique, ou

les deux à la fois ? Tantôt un long discours en pur jargon scientifique, tiré brut du catalogue.

Dans les vitrines, qui avaient naguère la meilleure et la plus justifiée des réputations, on a perdu l'art de faire parler les pièces présentées, si l'on a gardé (mais c'est matériellement l'absence de l'art) la technique de la reconstitution. Les étiquettes sont dans un désordre constant et d'un laconisme insolent. Et tout ce qui peut surprendre est généralement dispensé de tout commentaire. Un exemple ? On vous présente une table du dix-huitième siècle, formidable à regarder, pleine de surprises dans les manières et les objets. Mais, pour toute explication, on vous sert une énumération barbare genre : « verre à bouton pour le vin », « verre à vin à bouton carré », « verre à tige droite », ou même « verre à double bouton et facettes pour le vin » ! Fichtre ! Un bouton, une facette ? Mystère... Rien, bien sûr, dans le catalogue savant comme un singe, c'est-à-dire dépourvu d'index et de glossaire.

Le musée toutefois a conservé intacte sa merveilleuse galerie d'actualité. Et son charme, que les humbles réserves ici formulées ne peuvent réellement entamer.

FREDÉRIC EDELMANN.

\* Musée des ATP, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, 75116 Paris. Tél. : 47-47-69-80. Jusqu'au 21 avril. Catalogue : 90 F.

(1) Editions Sugar, 125 F.  
(2) Rencontres de l'Ecole du Louvre, jeudi 9 et vendredi 10 janvier au Musée des ATP. Entrée libre.

### Le Musée national d'art moderne dans ses nouveaux murs

Voilà, c'est fait : en un an, le Musée national d'art moderne a changé de peau. Étonnante mutation qu'on n'aurait pas crue possible là, au milieu de la grande tuyauterie polychrome du Centre Georges-Pompidou. Une mutation telle qu'on n'est pas sûr d'être toujours au quatrième étage du Centre, ni même d'avoir affaire à la même collection. Il est vrai que celle-ci s'est singulièrement enrichie au cours des dernières années.

Donc, c'est la surprise, tout au long des salles blanches aux cimaises hautes, bien éclairées et où, de Matisse à Léger, de Kandinsky à Balbus, de Sam Francis à Bayly, l'on est invité à méditer sur l'art de ce siècle, sur ses individualités, sur ses lignes de force, sur ses contradictions... Rude mais passionnante épreuve qui se poursuit au troisième étage, avec l'aujourd'hui.

### Victor Hugo face à face

Il reste encore quelques jours pour visiter Hugo, dont le centenaire

aura été dûment célébré partout, et en particulier à travers les deux manifestations monstres à la mesure du bonhomme - du Grand et du Petit Palais.

Au Grand Palais, c'est la vision d'ensemble, la gloire et la gloire de l'imaginaire idéologique éblouissant aux tableaux et sculptures inspirés par le poète, le mage, sa vie, son œuvre. En face, on plonge dans la nuit et la solitude de la création ou de l'écrit ; avec les manuscrits et les dessins, les textes, les caricatures et les taches d'encre, les jeux du noir et du blanc. De l'écriture au déchiffrement des ombres.

### Emile Gallé

Colchiques, d'automne, accolées et fissures, fécules de tiges et éclosoirs de fleurs en pâtes mauves ou safran qui s'échappent entre eubes livides et crépuscules embrasés sur les galbes, des vases et des lampes... De ces spectacles rares que Gallé a inventés dans les secrets du verre et de la céramique.

Cet « Homme triplex », comme disait son temps, assez prosaïque quant à la critique Roger Marx, a aussi créé des meubles. Ils sont moins connus. Aussi s'étonnera-t-on tout particulièrement de ce lit ou de cette apoustrophante « Vitrine aux libellules » qu'expose aussi le musée du Luxembourg, où il ne faut pas manquer l'hommage rendu au maître de l'art nouveau.



# pour les fêtes

## CINÉMA

### « RAN » d'Akira Kurosawa

Un seigneur féodal, âgé, quitte le pouvoir, partage son domaine entre ses trois fils, déclenchant des rivalités, la guerre, le chaos, la mort. Variations sur le Roi Lear, de Shakespeare, dans le monde déchiré du seizième siècle japonais.

Une beauté sublime pour des honneurs sans nom, le choc des armées et des armures comme dans les peintures italiennes de la Renaissance. Et ce génie humaniste propre à Kurosawa qui, malgré le massacre des innocents, la destruction des cultures, la contamination du mal, veut croire, malgré tout, à un espoir, une lumière. Ce monument japonais de Kurosawa a pu exister grâce au producteur français Serge Sberman.

### « PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES » d'Emir Kusturica

Ce qu'il en coûtait d'être stallion ou soupçonné de l'être dans la Yougoslavie de 1950, excommuniée par l'URSS. Emir Kusturica aborde un sujet longtemps tabou dans son pays par le biais d'une chronique familiale.

Un petit garçon de Sarajevo subit, avec les siens, les coups de l'Histoire, observe et ne comprend pas toujours ce qui se passe chez les adultes. Kusturica a filmé les impressions de Malik, le gamin, avec une chaleur, un humour, une exubérance caricaturale qu'on dirait venus d'une comédie italienne. Palma d'or au Festival de Cannes 1985.

### « COLONEL REDL » d'Istvan Szabo

L'étrange destinée d'un officier de l'armée austro-hongroise s'efforçant de faire oublier ses origines roturières, camouflant son homosexualité, se mettant au service du pouvoir. Le colonel Alfred Redl a existé. Istvan Szabo le raconte dans les admirables visions de l'Empire des Habsbourg dont 1914 va sonner le glas.

Film de masques, de faux-semblants, d'écritures morcelées, de couleurs noires et rouges. Film sur les pièges tendus par une monarchie décadente. Film d'acteurs exceptionnels avec l'affrontement de Klaus-Marie Brandauer et Armin Mueller-Stahl. Film d'un grand cinéaste hongrois.

### « SANS TOIT NI LOI » d'Agnès Varda

Paysages du Sud, lumière d'hiver. Cette fille, Mona, morte, qui était-elle ? On n'en saura pas plus que ceux dont elle a troublé la vie, le temps d'un passage qui tourne court, toujours. Sa liberté en bandoulière, elle est allée de camion en camion, de tente en tente, elle a donné un peu d'espoir à un pauvre homme, à une pauvre vieille dame riche, elle a reçu les coups des voleurs, et les contrecoups des carottes, elle a provoqué l'envie de bouger, et puis tout le monde est resté chez soi. Sandrine Bonnaire et Agnès Varda, complices, définissent les contours d'une insupportable solitude.

### « RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT » de Susan Seidelman

Une petite bourgeoise blonde perd ses destins dans le sillage d'une brune qui sent le soufre. Qui-propre pour un bison, chassé-croisé par petites annonces. Flash pour un projectionniste, choc par contumace, le tout pour l'identification d'une femme, Madonna. La comédie américaine est de retour, on peut croire aux histoires d'amour et faire de beaux films avec de bons sentiments.

### « CUORE » de Luigi Comencini

Il y a longtemps que Comencini a mal à l'enfance. Ici, il remonte à certaines sources de l'histoire italienne pour démonter, avec indignation et tendresse blasée, la mécanique de l'éducation à l'école laïque du début de ce siècle. Toutes classes mêlées, les enfants éduqués, en toute bonne foi, en toute bonne conscience, par l'instituteur Perboni se retrouvent un jour sur les champs de bataille de 1915.

Les retours en arrière vers la jeunesse, la dernière année d'école primaire éclairent de souvenirs heureux, mélancoliques ou touchants, ce drame de la vie. Le film bouillonne et on l'aime follement.

### « L'ANNÉE DU DRAGON » de Michael Cimino

Un fils justicier, ancien du Vietnam (rôle admirablement tenu par Mickey Rourke), prétend rétablir la

loi et l'ordre dans Chinatown, à New-York. Il affronte une Chine multiforme, du fringant jeune chef de bande aux « anciens », un peu dépassés par les événements, qui essaient de prolonger leur pouvoir par jeune loup intrapassé. Une beauté sino-américaine, rapportée à la télévision, subit les assauts amoureux du policier mais n'en garde pas moins un regard très « cool » sur les manœuvres de cette mafia jeune qui tente de remplacer l'italienne.

Chantre et critique de l'américan way of life, Michael Cimino, une fois de plus (*Voyage au bout de l'enfer*, *les Portes du paradis*), exalte une société née dans la violence, honorant le culte de l'individu au détriment, bien souvent, de la morale la plus élémentaire. Un beau sujet pas suffisamment approfondi, une brillante démonstration de cinéma.

### « L'EFFRONTÉE » de Claude Miller

Elle a treize ans, un caractère de chien, tout le charme du monde. Elle a aussi une petite amie, Lulu, malade et myope, qui l'aime tendrement. Mêle tout son amour, à elle, son admiration, vont à une pianiste virtuose de son âge, une fille-riche d'un autre monde, celui des riches, de ceux qui passent, très vite, sur un nuage de gloire.

Elle, c'est Charlotte Gainsbourg, la fille de Serge et Jane, parfaite de naturel et de vivacité. Si l'intrigue de ce film exquis peut paraître légère à certains moments, la qualité de l'interprétation (Bernadette Lafont, Raoul Billerey, Jean-Philippe Écoffey, sans oublier Julie Glenn, qui joue Lulu) et l'aisance de Miller importent. L'adhésion, l'enthousiasme et l'émotion. Une leçon de cinéma français, justifiant couronné par le prix Louis-Delluc 1985.

### « LA DERNIÈRE LICORNE » de Rankin et Bass

La licorne est une poutiche qui ressemble à la poutiche Barbie. Elle est immortelle, mais apprend que ses secrets ont été capturés et poussés dans la mer par le tueur de feu. Elle va les délivrer, mais est d'abord métamorphosée en jeune fille mélancoïque, dans un château où tournent en rond un vieux roi et son fils adoptif. Les couleurs sont douces, les paysages charmants, les licornes jettent de l'éclat des vagues. Un peu de tristesse ne fait pas peur aux enfants.

## VARIÉTÉS

### THIERRY LE LURON au théâtre du Gymnase

Le propos de Le Luron, c'est Guignol : il y a un pouvoir en place que le public désigne à l'imitation-chansonnier des son entrée en scène. Dès lors, celui-ci cogne, enfonce le clou. Avec une totale disponibilité d'esprit et un humour corrosif. Thierry Le Luron n'est le héros de personne. Il roule pour lui.

### JEAN GUIDONI au Cirque d'hiver

Interprète étrange, fascinant, irritant parfois (par son emphase et son goût du « mélo »), Jean Guidoni entreprend tous les soirs au Cirque d'hiver un voyage musical et poétique dans les bas-fonds, dans les bruits et les fureurs de ses passions tendues et torturées. Du romantisme noir (21 h).

### JEAN-MARIE RIVIÈRE à l'Alcazar

Eternel batailleur, en frac blanc, Jean-Marie Rivière, tous les soirs à l'Alcazar, recrée ses fées, ses folies et ses nostalgies, présente une suite de séquences effrénées dans des décors multiples. Et, bien sûr, fidèle à la tradition, tout le personnel de la maison participe au spectacle (20 h 30).

ALEX MÉTAYER a de la chance : il ressemble au caissier de votre banque, à l'instituteur de votre fils, au vétérinaire de votre chat, il ressemble à un Français, ni supérieur ni moyen. Alex Métayer a de la chance, ressemblant à tout le monde, il ne ressemble à personne, spécimen d'humain jamais méchant, mais toujours vrai. Il n'a pas l'époustouffant délire sémantique de Raymond Devos, ni le fier nombrilisme métaphysique de Bernard Hailer ni la foudroyante affectivité politique de Guy Bedos ; il ne vise pas le général, l'universel, il ratise dans les banlieues, dans les livings, dans les bistros, dans les rues où « il y a des boucheries peintes en rouge, des épiceries bleues et des merceries jaunes ».

Pour fêter ses vingt ans de carrière, Alex Métayer propose, dans la salle désormais pimpante du Casino de Paris, un grand récital d'homme seul en trente sketches dont vingt-six sont inédits. Titre : « Liberté ébrie ». Bien entendu ce titre est ironique, antinomique. Car ce que Métayer montre en scène, c'est un troupeau de prisonniers à perpétuité, enfermés dans leur bagnole, leur abri anti-

atomique, dans leurs habitacles. Parfois, un prisonnier s'échappe, il rêve, ou bien il monte dans une fusée interplanétaire. Mais il est rattrapé... par la sonnerie du téléphone ou par la pub télé qui a tout pollué.

### Alex Métayer avec luxe

Cette fois, parce qu'il travaille bien et que le succès est venu, Métayer « a eu les moyens », une bande son sophistiquée, des éclairages « laserisés », deux cents projecteurs réglés par ordinateur. Mais la richesse ne sied pas trop à ce spectacle où le rire naît de la dérive des sentiments, de la délinquance du quotidien, de mots simples, de clichés décalés, de gestes affûtés sollicitant un corps banal qui devient soudain électrique,

athlétique, comique. On préférerait presque Métayer plus artisanal, avec des accessoires un peu ringards, de feu de camp, de fin de banquet. Toute la proximité, la promiscuité de ses personnages, apparaissent alors dans leur forte ouïe.

Là, il s'est fait beau. Métayer, avec un costume blanc de yachtman. Heureusement, il perd un peu ses cheveux sur le dessus, ça compense. Heureusement, certaines de ses saynètes sont irrésistibles (*Rêve de bureau*, *Chien névrosé*, *Dimecobe après-midi*), avec leurs chutes sèches qui cassent le rythme, installent une mélancolie fugace.

A la fin (trajunrs les moyens), Alex Métayer gravit le grand escalier sous un bombardement de fumée. Il disparaît dans les nuages, portant sur l'épaule son fauteuil mou transformé en baluchon de vagabond. C'est joli et tendre. Surtout lorsqu'il redescend en courant, suivi, poursuivi par son gros sac plein de soucis qui ne le rattrapera pas. On sait alors que Métayer, comptable inspiré de nos mesquines extravagances, a gagné la partie.

DANIEL HEYMANN.  
\* Casino de Paris, à 20 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

## JOHNNY GUITARE



Il n'y a pas grand-chose à attendre du cinéma pour Noël. Le temps des fêtes se déplace. Les grandes sorties sont déjà faites. Alors, on peut consulter les reprises. On y trouve, pour peu qu'on ait la nostalgie du cinéma romanesque, un plaisir qu'on a de plus en plus rarement ailleurs.

Dans ce film où les hommes s'appellent, poliment, « monsieur » avant de se battre ou de se tirer dessus, les deux femmes, Crawford et McCambridge, poursuivent un duel à mort dans le saloon incendié — vision fulgurante — au pied d'une potence et jusqu'à un repaire de montagne. Et la chanson *Johnny Guitare* tape le cœur.

Tourné en 1951, *Histoire de détective* n'est pas bonne presse à sa sortie en France. C'était tiré d'une pièce de théâtre et on était quasiment enfermés pendant une heure quarante-cinq minutes dans un commissariat de New-York où l'inspecteur Mac Leod (Kirk Douglas) jenne, figure de

façon folingue, rayonne d'une curieuse présence. L'actrice s'appelle Lee Grant. Elle reçut le prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes 1952. Beau score pour une débutante. Lee Grant resta quatorze ans sans tourner...

Hitchcock, dont on sait qu'il n'était pas qu'un peu misogyne, n'a pas gâté une autre débutante, Tippi Hedren, avec *les Oiseaux* (1963). Dans le rôle de Melanie Daniels, blonde futile de la haute société de San-Francisco, elle est un pâle reflet de Grace Kelly. Le scénario a brodé largement sur la nouvelle fantasmagorie de Daphné du Maurier. Chez Hitchcock, les femmes, surtout en manteau de vision, sont toujours coupables de quelques choses.

Mais quel choc que ce film : les oiseaux, tous les oiseaux attaquant les hommes et, peut-être, demain maîtres du monde. Vieilles éraintes enfouies, à laquelle le grand expert en suspense donne une foudroyante réalité. C'est hallucinant, c'est vrai. Aucun film-catastrophe, aucun film d'épouvante récent, ne tient le coup devant cela.

Enfin, la reprise fabuleuse est offerte par FR3 : *Autant en emporte le vent*, le 29 décembre à 22 h 30, en version originale. La version française sera diffusée en deux parties courant janvier. Signé par le seul Victor Fleming après une valse de réalisateurs, ce film-fléuve de 1939 est, en fait, l'œuvre du producteur David O. Selznick, qui l'a contrôlé de bout en bout, dans des conditions de production et de tournage parfois insensées.

C'est l'apogée du cinéma romanesque hollywoodien, avant que les cinéastes-auteurs ne prennent le devant de la scène. C'est Clark Gable, Leslie Howard, Olivia de Havilland et surtout Vivien Leigh fixant à jamais les personnages de Margaret Mitchell. Vivien Leigh... Scarlett O'Hara qui, d'une certaine manière, précède Vienna, la femme au saloon. L'histoire de l'Amérique passe aussi par là.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les reprises.

## Retour au passé

pière) jouait au filie implacable parce qu'il avait eu des problèmes avec son père. Le style psychologique de William Wyler, tant apprécié avec *la Vierge* et *les Plus Belles Années de notre vie*, on n'y croyait plus. On avait tort. Les plans-séquences, la profondeur de champ, les mouvements de caméra, lient étroitement le milieu et les personnages, redonnent, aujourd'hui, une étonnante leçon de mise en scène.

Quant à l'histoire... Certes, il n'y a pas de quoi délier comme avec *Johnny Guitare* et son Ouest baroque, mais, sociologiquement, elle en dit long sur une certaine mentalité américaine. Il s'agit moins du fonctionnement de l'appareil policier et d'un fil pharisien que d'un mode de vie dont les certitudes vacillaient au début des années 50. Dans ce film où dominent les hommes, une jeune fille appréhendée pour le vol d'un sac à main dans un magasin, intervient d'une

## DANSE

### « CASSE-NOISETTE » à l'Opéra de Paris

Rudolf Nouriev propose pour les fêtes un somptueux divertissement aussi traditionnel que le sapin de Noël et les soufflets dans la cheminée. Sur la partition archi-convenue de Tchaïkovski (valse des flocons, danses de la fée dragée...) petits et grands vont revivre les émois de Clara et de son casse-noisette, attaqués par les fées et emportés au royaume des gâteaux et confitures grâce aux sortilèges de son oncle Drosselmeyer.

Rêve d'adolescente, moins innocent qu'il n'y paraît. Nouriev n'est pas précisément un optimiste et il a bien relu Hoffmann avant de l'envoyer de sucre (du 20 au 31 décembre). — M. M.

### « LE CHAT BOTTÉ » au palais des Congrès

Chassés des bottes de l'ogre, il court, il court le Chat de Roland Petit ; il se dépense en mines et carresses pour assurer le fortune de son maître dans une suite d'éventures picaresques fidèles à l'esprit de Charles Perrault. Mais nous ne sommes plus au dix-septième siècle et ce petit conte n'est pas forcément moral. Ce serait plutôt une anthologie aimable de la ruse et de la débrouillardise. C'est aussi un clin d'œil à Petipa grâce à la musique de

Tchaïkovski et à quelques divertissements bien trottés (jusqu'au 5 janvier). — M. M.

### MAGUY MARIN au Théâtre de la Ville

Maguy Marin s'installe pour une semaine au Théâtre de la Ville avec un double programme. A 18 h 30 elle présente *Calambre*, un ballet pour neuf danseurs et trois musiciens où elle exploite à nouveau les sources espagnoles qui lui avaient valu le premier prix au concours de Bagnolet avec *Niobas de Ninos*.

En soirée, ce sera *Condillon*, créé récemment par le Ballet de Lyon (*la Monde* du 5 décembre). On y retrouve la femme de théâtre qui joue avec virtuosité du masque et du décor étiqués pour suggérer le monde mystérieux, un peu inquiétant, des jouets (du 18 au 23 décembre). — M. M.

### « STRIPTIZ » au Théâtre de la Bastille

Réservé plutôt à ceux qui n'aiment pas le Père Noël, ce spectacle de mode à rebours, réglé sur une musique « vraiment » originale de Hector Zazou, réunit chorégraphes et stylistes dans une suite de numéros d'effluence qui peuvent ressembler à de véritables machinations (du 20 au 31 décembre, relâche dimanche, lundi et le 25 décembre). — M. M.











CINEMA

## La Cinémathèque



SC

# CHIAI

# NEGGER

89-52); 14-Juillet Bourgoinelle, 15\* (45-75-79-79); Paté Clichy, 18\* (45-22-46-81).

**SCOUT TOUTJOURS (Fr.)** : Gaumont Opéra (ex Berlioz); 2\* (47-42-60-33); Colisée, 8\* (43-59-29-46); George-V, 8\* (45-62-41-46); Maxville, 9\* (47-70-

**BLEUE (A., v.a.)** : Action Chrétienne, 6  
(43-29-11-30).  
**FANNY ET ALEXANDRE (Sudd., v.a.)** :  
Calypto, 17<sup>e</sup> (43-80-30-11).  
**L'HOMME TRANQUILLE (A., v.a.)** :  
Champo, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).  
**LES DE MAZARETH (A.)** : Grand

...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...

[illegible]

# Télérama



ADRIEN ET ALEXANDRE (Suid, v.a.) :  
 Calypso, 17° (43-30-30-11).  
 L'HOMME TRANQUILLE (A., v.a.) :  
 Calypso, 5° (43-51-40).  
 JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand  
 Pavé, 15° (43-54-46-35).  
 JOHNNY GUITARE (A., v.a.) : Logan, 5°  
 (43-54-42-34) ; Balzac, 8° (45-61-  
 10-50) ; Action Lafayette, 9° (48-74-  
 97-27) ; Olympia-Européen, 14° (45-53-  
 59-51).  
 KAGOMEKUSHA (Jap., v.a.) : République, 11°  
 (48-05-51-33) ; Calypso, 17° (43-80-  
 30-11).  
 MONDRIENT EXPRESS (A., v.l.) :  
 Capri, 2° (45-08-11-59).  
 MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN  
 (A., v.a.) : Rialto, 15° (46-07-57-61).  
 MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A.,  
 v.a.) : Belfort Films, 17° (46-22-44-21).  
 LES BOISSEAUX (A., v.a.) : Action Chris-  
 tine, 6° (45-25-11-30).  
 ORANGE MÉCANIQUE (A., v.a.)  
 (\*\*\*): Chalcott Victoria, 1° (45-08-  
 94-14) ; Studio Galand (It. sp.), 5° (43-  
 54-72-71).  
 ORFÈVE NÉGREO (Fr.) : Grand Pavé, 15°  
 (45-54-46-43).  
 PALE RIDER (Am. v.l.) : Hollywood Bou-  
 levard, 4° (47-70-19-41).  
 LA PLANÈTE SAUVAGE : Utopie, 5°  
 (43-26-84-65).  
 PANDORA (A., v.a.) : Action Rive ga-  
 uche, 4° (43-20-54-40) ; Mace Mahon, 17°  
 (43-50-24-51).  
 LA PARADE DE PRINTEMPS (A.,  
 v.a.) : Cluny Palace, 5° (43-54-07-76).  
 LA PEAU DOUCE (Fr.) : Denfert, 14°  
 (43-21-41-01).  
 PINK SOUND THE WALL (A., v.a.) :  
 Belfort Films, 17° (46-22-44-21).  
 PHANTOM OF THE PARADISE (A.,  
 v.a.) (\*) : Chalcott Victoria, 1° (45-08-  
 94-14) ; Saint-Lambert, 15° (45-32-  
 91-58).  
 LES PRODUCTEURS (A., v.a.) : Forum  
 Orient-Express, 1° (42-33-42-26) ; Han-  
 nauville, 6° (46-37-79-58) ; Balzac, 8°  
 (45-61-10-40) ; Paradisus, 14° (43-35-  
 21-21). — V.F. : Lumière, 5° (42-46-  
 49-07).  
 REVELS DANS UN ŒIL D'OR (A.,  
 v.a.) : Action Christine Bix, 6° (43-25-  
 115-50) ; Espace Gaîté, 14° (43-27-  
 55-94).  
 ROBIN DES BOIS (A., v.l.) : Napoléon,  
 17° (42-67-63-42).  
 THIS IS ARMY (A., v.a.) : Pléiade des  
 Arts, 15° (45-27-77-55).  
 STALKER (Sov., v.a.) : Denfert, 14° (43-  
 21-41-01).  
 THE BLUES BROTHERS (A., v.a.) :  
 Belfort Films, 17° (46-22-44-21). — V.F. :  
 Action Christine Bix, 6° (43-25-115-50).



## CINÉMA

THE THING (A, v.o.) (\*) : Maxville, 9 (43-70-72-86).  
 THE MAJOR, THE MINOR (A) : Action Boles, 9 (43-25-72-07).  
 TO BE OR NOT TO BE (A, v.o.) : Champ, 9 (43-54-51-60).  
 TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A, v.o.) : Action Boles, 9 (43-25-72-07).  
 LA TOUR DE LONDRES (Ang. v.o.) : Reflet Logos, 9 (43-54-51-60).  
 LA TRAVIATA (It. v.o.) : Grand Pavé, 15 (45-54-46-85); Calypso, 17 (43-80-30-11).  
 UNDERFIRE (A, v.o.) : Grand Pavé, 15 (45-54-46-85).  
 VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Desfer, 14 (43-21-41-01).  
 VIVA ZAPATA (A, v.o.) : Desfer, 14 (43-21-41-01).  
 ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

## Les festivals

CARLOS SAURA (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33), ven. 14 h : Cria Crea, ven. 14 h : Viva viva, mer. 14 h : Ma comète Angélique.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN SEMAINE DES CARIERS DU CINÉMA (v.o.) : U.G.C. Marbut, 8 (45-61-94-92), Jacques Becker : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; René Clair : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Renoir : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Vigo : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean YVES ESCOFFIER : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

FESTIVAL D'AUTOMNE - RETROSPECTIVES BECKER - FRANK - SEMAINE DES CARIERS DU CINÉMA (v.o.) : U.G.C. Marbut, 8 (45-61-94-92), Jacques Becker : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; René Clair : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Renoir : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Vigo : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean YVES ESCOFFIER : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

SEMAINE DES CARIERS DU CINÉMA (v.o.) : U.G.C. Marbut, 8 (45-61-94-92), Jacques Becker : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; René Clair : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Renoir : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean Vigo : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Jean YVES ESCOFFIER : mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

FESTIVAL DU FILM POUR ENFANTS (v.o.) : Calypso, 17 (43-80-30-11), 22 h : Le film de la semaine (Yamaguchi) : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Le film de la semaine (Yamaguchi) : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; Le film de la semaine (Yamaguchi) : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

N. KINSKY (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (42-71-52-36), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

KUROSAWA (v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

NIKITA MIKHAILOV (v.o.), Épée de bois, 5 (43-37-57-47) (v.o.), 15 h : L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

OZU (v.o.), Olympia-Martin, 14 (45-43-99-41), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

FILM D'ANIMATION (v.o.), Rialto, 19 (46-07-87-61), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

UGC BIARRITZ • GEORGE V • CINE BEAUBOURG LES HALLES • PARAMOUNT MONTPARNASSE 7 PARNASSIENS • ST-MICHEL • PARAMOUNT OPERA • MAXEVILLE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • GAUMONT SUD • FAUVETTE • IMAGES

VERSAILLES CYRANO • ARGENTEUIL Gamma • ASNIERES Tricycle • EPINAY Jacques Prévert • MAISONS ALFORT Club

FRANCIS PERRIN

Billy Ze Kick

UN FILM DE GERARD MORDILLAT

DOMINIQUE LAVANANT

JEAN VAUTRIN

CERISE BLOU • VIVRE FRANCE • YVES ROBERT • MICHAEL LONDEALE

444

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18 (46-06-36-07), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

QUE RESTE-T-IL DE NOS PEUPLÉS (v.o.), Olympia-Martin, 14 (45-43-99-41), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

LES CHARROTS DE FEU (Brit. v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21), 17 h 45 (cf. mar.).

LES CHIENS DE PAILLE (\*\*) (A, v.o.) : Temples, 3 (42-72-94-56), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

COUR DE CŒUR (A, v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

DANCE WITH A STRANGER (Brit. v.o.) : 3 L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

ELEMENT OF CRIME (Dan. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; L'été dans le carnavale : ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

ÉQUATEUR (Fr.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21), 17 h 45.

GIANT (A, v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 21 h.

METROPOLIS (All. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36), dim. 11 h 45; République Cinéma, 11 (48-05-51-33), dim. 11 h 45; Grand Pavé, 15 (45-54-46-85), ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

MON NOM EST PERSONNE (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 21 h.

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33), 21 h.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

LA PEAU DOUCE (Fr.) : Desfer, 14 (43-21-41-01), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

FIROUZ LA LOI DU PLUS FAIBLE (\*\*) (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

POSSESSION (\*\*) (Brit. v.o.) : Temples, 3 (42-72-94-56), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

QUEST-IL ARRIVÉ A BABY JANE? (A, v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (45-33-97-77), 12 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (\*\*) (A, v.o.) : Studio Galand, 5 (43-11-11), 22 h 25; ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

RUSTY JAMES (A, v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21), 20 h 15 (cf. mar.); ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

SALO, OU LES 120 JOURS DE SODOME (\*\*) (It. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36), ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

VIVA ZAPATA (A, v.o.) : Desfer, 14 (43-21-41-01), mer. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Desfer, 14 (43-21-41-01), dim. 20 h; ven. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

BLACK JACK (Brit. v.o.) : Action La Fayette, 9 (48-74-97-27), sam. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

## RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 18 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 Parlons France.  
 Avec M. Laurent Fabius, premier ministre.  
 20 h 45 Les grands écrans de TF1 : Au plaisir de Dieu.  
 D'après le roman de Jean d'Ormesson, réal. R. Masseyer. Avec J. Duménil, F. Lambert, L. Barjon (rediff.).  
 Le duc de Plessis-Vaudreuil, assisté, impuissant, aux changements des temps : ses petits-enfants le délaissent, Anne-Marie s'est éprise de Robert Vaudreuil, un amour impossible jusqu'il est marié.  
 22 h 20 Série : La plus grande musée du monde.  
 L'Europe du Nord au temps de Van Eyck et de Dürer. Riel C. Villard. Réalisateur Claude Pélissier. Avec Isabelle Huppert et Jean-Claude Brialy.  
 Il est facile aujourd'hui de considérer qu'en Flandre toutes les conditions étaient réunies pour voir naître l'art européen : peinture que domine la figure de Jan Van Eyck. Une coproduction franco-japonaise sur le Louvre.  
 23 h 20 Performances.  
 Magazine d'actualités culturelles de M. Cardon.  
 Reportage : le musée Picasso à deux mois : Clap pour Jean-Jacques Beineix : les Youpiers (les nouveaux conseils en entreprise débarquent) : l'agenda.  
 23 h 50 Journal.  
 0 h 5 C'est à lire.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS  
 Campari tonic  
 Campari orange  
 Campari framboise  
 Campari eau gazeuse  
 CAMPARI  
 20 h 35 Magazine : L'heure de vérité.  
 M. Marie-France Gerard, ex-conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, tête de liste pour les élections de 1986, répond aux questions de P. de Virvix, d'A. Duhamel, d'A. Du Roy et de C. C. C.  
 21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux.  
 M. Lumière, père et fils, on la naissance du cinéma. Antoine Lumière, le type même de l'autodidacte. Orphelin à quatre ans, seul à Paris, le jeune apprenti se plonge dans les ouvrages scientifiques, se marie, ouvre un atelier de photographie à la mode à Lyon. fils Auguste devient le photographe à la mode à Lyon.

Jeudi 19 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 Droit de réplique.  
 Les réponses des partis politiques à l'intervention du premier ministre.  
 20 h 45 Les grands écrans de TF1 : Au plaisir de Dieu.  
 D'après le roman de Jean d'Ormesson, réal. R. Masseyer. Avec J. Duménil, F. Lambert, L. Barjon. (rediff.).  
 Dernier épisode. Après la guerre, la famille tout entière (sauf Anne-Marie devenue actrice) s'est réunie dans le château familial pour fêter les quatre-vingt-dix ans du duc de Sorthène. La série s'achève sur la révélation des mensonges et la mort du patriarche. Départs et déchirements, les systèmes de valeurs s'écroulent et la famille défile.  
 22 h Les joutes de l'information : L'enjeu.  
 Émission présentée par F. de Cluses, E. de la Taille et A. Weiller.  
 Au sommaire : Kellin, une chaussure dans la corbeille ; Les commandos de choc de la solidarité ; Le pompier providence ; L'Inde : l'empire Tata et l'enjeu de l'innovation.  
 23 h 30 Journal.  
 23 h 45 C'est à lire.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : Le Scariot.  
 Film français de G. Aghion (1983), avec B. Fossey, S. Audran, C. Malavoy, R. Petri, H. Jaumes, R. Bertin, P.-L. Rajot.  
 Un petit garçon est élevé par sa mère, sa grand-mère et son arrière-grand-mère, qui se disputent son affection. Un homme n'appartient pas au clan s'exprime de sa mère. Une réalisation un peu floue, mais une vision de l'enfance originale. Et des actrices épatantes.  
 22 h 10 Le Magazine.  
 De la rédaction d'A.2, préparé par J.-L. Saporito, présenté par M. Honorin.  
 Le portrait du mois : Les quinze-vingt-cinq ans (le look d'une génération, leur gourou, les TUC-rock) ; Pain contre la faim (la récupération des vieux croûtons permet d'aider le Comité contre la faim) ; Le front patriotique de Manuel Rodriguez (une organisation politico-militaire au Chili) ; Le système anti-blocage de l'étranger.  
 23 h 25 Journal.  
 23 h 50 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Histoire d'un jour : 12 juin 1964, au nom de la loi raciste.  
 Série de Ph. Alfonsi et M. Dugonson.  
 « Je suis prêt à mourir », lance Mandela à ses juges le 12 juin 1964, jour de son procès. Un procès dont l'histoire exemplaire est racontée pour ce douzième numéro.

L'histoire d'une passion, d'une réussite dans une époque en plein mouvement.  
 23 h 10 Histoires courtes.  
 Gagne over, de J.-J. Bernard ; la Baillie des étoiles, de S. Drouot.  
 23 h 40 Journal.  
 0 h 5 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 La Fête en France(s) : L'Amiral Larime...  
 Production FR3 Rennes, réal. P. Antoine.  
 Des variétés pas comme les autres, tournées à Saint-Malo sur l'Armorique, un des bâteaux des Bretons. Le film raconte l'histoire du navigateur Olivier de Kersanton, entouré d'une troupe pétillante, allant du fantastique Pierre Richard au groupe Touré Kunda. Un kaléidoscope très agréable à regarder.  
 21 h 35 Thalassa.  
 Le magazine de la mer de G. Perroud.  
 Les tourons surfeurs de Biarritz, un reportage d'Alain Gardinier et Jean Loiseau.  
 22 h 15 Journal.  
 22 h 45 Néopolar : le Mariage rouge.  
 D'après l'œuvre de H. Jouven, adaptation J.-J. Tarbes, réal. J.-P. Bastid. Avec P. Kieffer, R. Genevier...  
 Un polar d'une violence inouïe, servi par une bonne distribution.  
 0 h 15 Prélude à la nuit.  
 Macbeth (extraits), de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. C. Schmitzer, avec S. Martynov, basse.

## FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Il était une fois l'opéra marseillais ; 17 h 15, A deux sur la trois ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Azout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

## CANAL PLUS

19 h 55, Football : Bordeaux-Monaco (en direct de Bordeaux) ; 22 h 5, Les Fautes, film de J.-L. Daniel ; 23 h 35, L'été prochain, film de N. Trintignant ; 1 h 20, Romances et Confessions, film de M. Monicelli.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Antipodes : l'histoire enfouie de la Guadeloupe.  
 « L'océan », le regard d'une vieille Guadeloupéenne.  
 21 h 30 Paléontologie : Indochine ou les aventures du rock perdu.  
 22 h 30 Nuits magiques.  
 0 h 10 De jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au nouveau théâtre de Châteauneuf, le 2 septembre) : Chants et chansons de Janquin, Gombert, Fecht, Isaac, Non Paps, Croce, par l'ensemble de Sci Voc.  
 22 h Les soirées de France-Musique : cycle acoustique ; à 23 h 5 Jazz-club en direct du Petit Opéra.

Jeudi 19 décembre

d' Histoire d'un jour - Nelson Mandela, vingt et un ans après, est encore en prison, il représente dans le monde entier le symbole de la lutte des Noirs pour l'égalité en Afrique du Sud. Un combat de tous les jours, soutenu aujourd'hui par de nombreux pays membres de l'ONU, Michel Houssoir, témoin des événements en 1964, et René, grand reporter, témoin des événements actuels, sont invités sur le plateau.

22 h 5 Journal.  
 22 h 30 Bloc-notes : François Mauriac.  
 24 décembre 1957. « Cette nuit, l'Occident s'empiffre. En l'honneur de qui et de quoi tous ces bouchons sentent-ils ? »

22 h 40 Millésime.  
 Le magazine du vin : votre cave, le vin et l'argent, le terroir, l'élaboration : les châteaux de Bordeaux présentés par Michel Doraz. Que boire avec un grain de courgettes ?

23 h 10 Prélude à la nuit.  
 Synphonie « Le Feu » n° 59 en la majeur, de Haydn par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller.

## CANAL PLUS

7 h, Gyo à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabon Cadix ; 8 h 25, Rue Carot ; 8 h 50, Cœur de barbare, film de J. Millus ; 11 h, Document : Alertes à l'ours polaire ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine ; Direct ; 14 h, Volez-vous un bébé Nobel, film de R. Pourret ; 15 h 25, Gloria, film de J. Cassavetes ; 17 h 45, A C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Météo (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 55, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achève ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Amityville, la maison du diable, film de S. Rosenberg ; 22 h 40, Les Crapauds, film de G. McCowan ; 0 h, la Truce, film de B. Favre ; 1 h 40, Vive la comédie (Prologue : La poudre aux yeux).

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le Monologue d'Adramelech, de V. Novarina.  
 21 h 30 Musique énéthénienne (Festival de Paris, juillet 1984) : œuvres de Dowland, Bacheler, Byrd, Johnson, Holborne, par Paul O'Dette, luth.  
 22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; art, soos, radio alternative sur courant continu.  
 0 h 10 De jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 Concert : (donné au grand théâtre de Genève, le 21 septembre) : Lulu, opéra de Berg, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J. Tate, sol. P. Wise, Y. Mitou, M. Hintermeier, R. Jacques, R. Greager, F.F. Netzwig, R. Hamilton...  
 0 h Les soirées de France-Musique : Serge Rachmaninov.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

Sans décodeur, Bordeaux Monaco, c'est Champion!

Ce soir à 20 h.

CANAL+  
 Tout est spectacle

سورة من القرآن



## COMMUNICATION

DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

### «Le Dauphiné libéré» et M. Paul Dimi s'associent pour publier des «gratuits»

De notre correspondant

Grenoble. — La surprenante association entre le *Dauphiné libéré*, contrôlé par M. Robert Hersant, et M. Paul Dimi, patron, du premier groupe de journaux gratuits, la COMAREG — le premier évènement en 1983 de la direction du grand quotidien régional — annonce le 28 novembre, va permettre aux deux entreprises d'éditer en commun des magazines gratuits. Le *Dauphiné libéré* n'avait pas, à la différence du *Progrès*, qui contrôle le groupe Hebdo (qui a récemment déposé son bilan), investi le domaine de la presse gratuite.

Selon M. Dimi, «les guerres de possession étant terminées depuis trois ans» entre lui et M. Hersant pour le contrôle du *Dauphiné libéré* et «les pages du passé tournées», il était naturel que les deux hommes puissent cohabiter dans la région Rhône-Alpes. Leur collaboration se limitera toutefois, précise-t-on de part et d'autre, à la création de «gratuits», qui prendront la forme de magazines de qualité «à carac-

tere publi-rédactionnel» et qui, selon M. Dimi, seront «des gratuits d'un autre type».

Le premier sera lancé à la seule initiative de la COMAREG, à Grenoble, le 20 décembre; le second à Lyon en janvier, cette fois par la société Publi-Presse-Rhône-Alpes, constituée par la COMAREG à hauteur de 51 % et de la SA *Le Dauphiné libéré* pour 49 %. Enfin, à Saint-Etienne, cette société a racheté un journal gratuit. Il n'est pas exclu que d'autres journaux voient le jour dans d'autres villes de la région. Tous seront toutefois publiés sous le titre *Objectif*.

Au moment où l'on constate la lente disparition du groupe Hebdo de Rhône-Alpes et que surgissent parallèlement d'autres initiatives de presse gratuite — comme à Grenoble, où *Info-semaine*, créé il y a trois mois, a presque totalement détrôné *Hebdo-Grenoble* — la COMAREG et le *Dauphiné libéré* estiment nécessaire de quadriller plus fermement encore le marché publicitaire en Rhône-Alpes.

CLAUDE FRANÇILLON.

● **Poursuite de la parution du «Courrier picard».** — Le quotidien le *Courrier picard*, qui a déposé son bilan le 13 décembre (le *Monde* du 14 décembre), a été autorisé à poursuivre sa parution jusqu'au 31 janvier 1986, avec possibilité de renouvellement, par le tribunal de commerce d'Amiens.

Ce délai devrait permettre la mise au point d'une solution de redressement de l'entreprise, en cessation de paiement depuis un mois et qui, selon le syndic M. Pierre-Honoré Garnier, nommé par le tribunal de commerce, présenterait un passif de l'ordre de 20 millions de francs.

● **Décisions fin décembre pour «l'Union» de Reims.** — Le tribunal de commerce de Reims a examiné le 17 décembre les tierces oppositions à son jugement du 29 octobre désignant M. Philippe Hersant, gérant de la société France-Antilles, comme représentant du quotidien *l'Union* et présentés par deux autres candidats à la reprise du journal. Le tribunal a mis son jugement en délibéré au 24 décembre. Le ministère public avait demandé un sursis à statuer, la décision définitive de la commission Caillavet concernant la reprise de *l'Union* par M. Philippe Hersant, contre lequel elle avait émis un «avis de présomption d'atteinte au pluralisme» (le *Monde* du 20 novembre), ne devant intervenir qu'à la fin décembre.

De notre correspondant

Beyrouth. — *L'Orient-le Jour*, principal journal quotidien en français du Liban (environ vingt-cinq mille exemplaires) (1), a été sauvé par une injection de fonds: son capital a été porté de 3 millions à 9 millions de livres libanaises, soit à 4 millions de francs, ce qui a entraîné une refonte de son actionnariat. Une bataille politico-financière a fleureté mouchetée l'avait précédée.

M. Ghassan Tuani, le journaliste et homme politique qui contrôle déjà le principal quotidien libanais en arabe, *An-Nahar*, devient président-directeur général de *L'Orient-le Jour*. Sa part, minime jusque-là, va augmenter substantiellement. L'autre gros actionnaire est un homme d'affaires, M. Pierre Pharaon (30 %). Mais c'est autour de la personne de M. Michel Murr que s'est déroulée la bataille de *L'Orient-le Jour*. Elle doit d'ailleurs se poursuivre jusqu'à l'expiration du délai de souscription, le 5 janvier 1986.

Milliardaire proche des Forces libanaises (milice chrétienne), M. Murr — qui nourrit des ambitions politiques et vient de créer un journal en arabe: *El-Joumhouriya* — a cherché à prendre sous différentes formes le contrôle du quotidien en français, en profitant de ses difficultés. Mais ses tentatives ont été contrées et on sait maintenant qu'il restera actionnaire minoritaire. M. Pierre Eddé, président-directeur général sortant, a refusé, sous réserve de ses droits légaux, de souscrire à l'augmentation de capital; il rentre dans le rang, mais son cousin éloigné, M. Michel Eddé, ancien ministre de l'Information, pourrait voir sa participation et son rôle augmenter.

Les problèmes de *L'Orient-le Jour* découlent directement de la guerre du Liban. Après avoir, comme le reste de l'économie du pays, magistralement tenu le coup durant neuf ans (jusqu'à fin 1983), il a accumulé au cours des deux dernières années des pertes totales de 10 millions de livres libanaises et qui s'alourdissent au rythme de 400 000 à 500 000 livres libanaises par mois. Les fonds qu'il reçoit devraient lui donner une bouffée d'oxygène pour au moins un an.

Plus que cinquante ans puisque la fondation de *L'Orient-le Jour* remonte à 1926, *L'Orient-le Jour* est le produit d'une fusion de deux titres, en 1971. Sa disparition serait un coup dur pour la francophonie au Liban et l'argument a été développé devant les autorités françaises. Sans qu'elles aient émis une mesure: Le nouveau PDG de *L'Orient-le Jour*, M. Ghassan Tuani, s'est engagé à développer ou son savoir-faire pour consolider le sauvetage du journal. Il avait déjà été à l'origine de la fusion des deux titres il y a quatorze ans.

Même s'il est pour le moment financièrement renfloué, *L'Orient-le*

AU LIBAN

### Bouffée d'oxygène pour «l'Orient-le Jour»

*Jour*, établi à Beyrouth-Ouest, doit faire face, encore plus que les autres journaux, au problème de la division de la ville qui se stratifie. Ses rédacteurs sont en effet, en quasi-totalité chrétienne. La moitié d'entre eux viennent de Beyrouth-Est et sont donc confrontés aux dangers du passage intersectoriel. Un transfert à l'Est n'est pas vraiment à l'ordre du jour, mais il ne saurait plus être exclu. En réalité, il sera déjà question de doter *L'Orient-le Jour*, comme d'ailleurs *An-Nahar*, des moyens de parallèle des deux côtés de la ligne de démarcation, comme l'indique l'aménagement de locaux à Achrafieh en secteur chrétien.

Les difficultés de *L'Orient-le Jour*, comme celles de tous les journaux libanais, proviennent de la conjonction de deux conséquences de la guerre: chute en ville des ressources et frais supplémentaires

(logement à proximité du journal, bureaux dédoublés, triplement du prix du papier en un an, etc.). *L'Orient-le Jour* y a été plus sensible que d'autres: perte de publicité (moins 75 %) et de lecteurs avec le départ des étrangers et d'une partie de la bourgeoisie francophone; il était en outre le plus vulnérable à la coupure de la ville.

La composition de son conseil d'administration, où cohabitent des tendances carrément ennemies (MM. Ghassan Tuani, Pierre Eddé et Michel Murr en particulier) est garante de son indépendance politique. Mais elle porte aussi en germe des rivalités potentielles dangereuses pour sa survie.

LUCIEN GEORGE.

(1) L'autre quotidien en français est le *Rivall*.

## FRANCOPHONIE

### «Qui vive!»

Quand elle prend le visage frais et narquois, venu des rives du Danube hongrois, «Elizabeth» Schneider, la francophonie cesse d'être un sujet de conférences pour diplomates en retraite. Surtout quand le visage en question reflète une vivacité qui vient de se traduire par la publication du premier magazine international de quelque envergure consacré à la langue française.

*Qui vive!* Le titre en dit long déjà sur les intentions de la blonde Franco-Hongroise et de sa petite équipe, qui soutient le Commissariat général de la langue française animé par l'écrivain et gaulliste Philippe de Saint-Robert.

Esprons que les numéros suivants de *Qui vive!* conserveront la variété et la qualité du premier

exemplaire: nouvelles inédites de la francophonie mondiale, pages spéciales hors des sentiers battus sur l'Égypte parlant français, termes rares du Québec, souvenirs d'école d'un petit bachelier algérien devenu le dessinateur Saladin (Silmane Zeghidour), mots croisés bien faits, etc.

*Qui vive!* paraîtra tous les deux mois. Un inconvénient: le magazine n'est vendu pour le moment que dans quelques bonnes librairies et vaut 35 F l'unité (pour cent pages) — mais 150 F pour six numéros par abonnement, il est vrai.

J.-P. P.-H.

\* *Qui vive!* International, 71, rue Ampère, 75017 Paris. Tél.: (1) 46-22-79-35.

### Antenne 2 : à la reconquête de l'audience

C'est un sursaut et même une contre-attaque pour la reconquête de l'audience et le rayonnement d'Antenne 2, «la chaîne-star». A la veille de la publication de sondages créditant la «2» de mauvais scores d'audiences, M. Jean Drucker, PDG d'Antenne 2, veut prendre date: sa chaîne se porte mal et perd depuis plusieurs mois de nombreux téléspectateurs au profit de TF1, sa rivale de toujours. Une hémorragie qu'il veut stopper net en préparant une riposte d'envergure.

Grâce à l'arbitrage de la Haute Autorité, la structure de la grille a pu être légèrement modifiée et la soirée du dimanche permettra à Antenne 2 d'opposer au grand film de TF1 une grande fiction. «Le programme culturel n'y avait aucune chance de percer; c'était du sabotage; dissuasif pour le téléspectateur, démoralisant pour le producteur», déclare M. Drucker. Le lundi soir restera celui des séries. Le mardi, jour du cinéma, sera organisé autour de grands films. *Rocky*, avec un dossier de l'écran sur le sport (la formule devra être renouvelée), *James Bond 007 contre docteur No*, les *Aventures de Rabbit Jack*, etc.

Le mercredi redevient grande soirée culturelle, celle de «Grand

Bolshoï»; du théâtre, et de la musique. «L'heure de vérité», habituellement mensuelle, offrira en janvier trois rendez-vous exceptionnels: «Fabius, Matichou, Giscard». Le jeudi proposera des films diffusés en cycle et démarra sous le signe de l'humour (*Le Père Noël est une ordure*, les *Sous-Doués*). Le vendredi, on s'efforcera de contourner l'omission de *Piffard Sabotier* sur la «une» par un feuilleton de prestige (*Fort Saganne* — Deauville, Dardennes, Nollet — pour démarrer l'année); et le club-club qui suivra «Apostrophe» — plus que jamais vedette — démarra très fort avec un cycle western (*Rio Bravo*; *Duel au soleil*; *Sergent Noir*).

Le samedi, enfin, consacrera le grand retour de Michel Drucker (frère du PDG) — piloté par des séries de clubs de courir et l'ensemble des sondages — la soirée sera prolongée, espère M. Jean Drucker, jusqu'à 2 heures du matin.

Mais l'extension d'antenne la plus attendue est bien celle de la fiction. «Antenne 2 matin, qui va fêter son premier anniversaire, est un succès incontestable; nous devons maintenant être le premier chaîne capable d'acquiescer le téléspectateur, de 7 heures à minuit. La

série *Peyton Place*, décidément immortelle, sera diffusée à 8 h 30, à la fin de ce premier journal de la journée, tandis qu'«Apostrophe», rediffusé jusqu'à présent le samedi, passera au lundi, faisant de ce jour le premier à offrir un programme non-stop. Pas de bouleversement dans l'information, «l'un des secteurs les plus forts de la maison». Les magazines sont conservés, «Actions» et «Résistances» étant même, selon M. Drucker, «l'honneur de la chaîne».

La politique de grille s'accompagne d'une politique de stars: des stars consacrées, qui s'appellent Pivrot (lequel projette un championnat de France d'orthographe), Drucker («qui préfère le service public à la 5»), et Ockrent («qui fera sur la chaîne ce qu'elle voudra; probablement un grand magazine d'information. Nous ferons l'impossible, pour qu'elle soit parmi nous dès septembre».

Une politique de production de fiction et de grands événements, enfin. «Je me situe exactement dans la droite ligne de Pierre Desproges, qui a impulsé une grande politique de fiction originale française, et qui m'a appris mon métier».

ANNICK COJEAN.

### LE PARLEMENT APPELÉ À VOTER UNE LOI REMPLAÇANT «L'AMENDEMENT TOUR EIFFEL»

L'Assemblée nationale doit examiner ce mercredi 18 décembre dans la soirée, un projet de loi se substituant à «l'amendement tour Eiffel», rejeté par le Conseil constitutionnel. Ce projet devait être adopté par le conseil des ministres du même jour.

Il s'agit, cette fois, d'un court projet de loi qui prend en compte les observations du Conseil: information préalable, assortie d'un délai, du propriétaire du bâtiment visé par une installation de moyens de diffusion d'émissions, et indemnisation des préjudices subis lors de cette installation, avec intervention éventuelle de la justice.

Si l'est adopté par l'Assemblée, le texte sera alors soumis au Sénat, où l'opposition — majoritaire — risque de faire trainer son passage.

Il reste la session extraordinaire prévue avant Noël. Une autre sera peut-être nécessaire. Nouveau retard. D'autre part, il faudra ensuite reprendre les négociations avec la société de la tour Eiffel, c'est-à-dire la ville de Paris, sur d'autres bases que celles interrompues le 15 novembre (le *Monde*, daté 15-16 décembre). D'autres délais sont prévisibles. La cinquième chaîne de télévision de MM. Seydoux et Berlusconi pourrait en faire les frais, ce que souhaite bien évidemment l'opposition.

## Cohérence

On peut brûler aujourd'hui ce qu'on a adoré hier... Ou peu s'en faut. La nouvelle revue de Bernard Miège, *La quadrature du cercle*, livrée à la revue (trimestrielle) fin septembre. Le résumé de l'article se termine par ces phrases: «Les décisions trop politiques du printemps 1985 (sur la libération du réseau hertzien) ont brisé la cohérence de l'ensemble» du système audiovisuel en gestation en France.

Qui est l'auteur de l'article? L'ancien directeur de cabinet de M. Georges Fillioz, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et l'ancien président de la SOFIRAD. Il y développe la thèse selon laquelle la «révolution audiovisuelle» mise en œuvre par les socialistes, a été placée sous le signe de «la déprogrammation progressive et contrôlée». L'exemple de l'Italie est cité comme le repoussoir à l'époque du vote de la loi sur la communication audiovisuelle (1982). Il est rappelé que «les ambitions culturelles du gouvernement imposent d'opter pour des solutions qui préservent la création et la production nationale», mais qu'un «opérateur privé», pour réduire ses charges, rognera «sur les programmes surtout de rempli-

cant toute production originale de fiction par des produits importés à des prix imbattables».

M. Bernard Miège indique qu'«un plan cohérent» intègre l'ensemble des données: câble, satellite, production, autres médias — «pouvait être mis en œuvre» et qu'un accord apparaît possible avec les autorités luxembourgeoises, tant l'opportunité d'un rassemblement des compétences et des moyens était nécessaire pour conforter le devenir en satellite TDF 1. Mais «un tel schéma impliquait dans l'immédiat le gel des fréquences hertziennes disponibles, afin de limiter les risques des investissements possibles. Ce choix stratégique ne procédait pas d'un calcul politique à court terme, mais d'une volonté d'organiser globalement et durablement le secteur audiovisuel français». L'auteur écrit: «Les options politiques du printemps 1985 ont bouleversé cette donnée».

M. Miège s'est-il changé l'esprit? Il est aujourd'hui l'un des maîtres d'œuvre du projet de cinquième chaîne, autour de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, et pressenti pour être directeur général de la «5».

Y. A.

## ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE

Le Conseil d'Administration de l'Ecole Spéciale d'Architecture, présidé par Robert Borden, lors de sa séance du 5 décembre 1985, a pris acte de la sélection effectuée parmi les succès remportés par les enseignants, élèves et anciens élèves de l'Ecole

- Francisco Almeida, Hervé Cividino, Alain François, étudiants ESA - 4ème Année
- Alain Pélissier, architecte DPLG
- MENTION : Palmanova, ville utopique; Pont de l'Académie; reconversion de la villa Farsati 3ème Biennale d'Architecture de Venise - 1985
- Albert Amar, arch. DPLG, Dominique Degailh, arch. DESA, Danièle Maatouk, arch. DPLG
- LAUREATS 1985 - Publiés par Les Albums de la Jeune Architecture
- Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports
- Jacques Bigand, architecte DESA, Michel Hoelzer, designer
- REALISATION de l'aménagement intérieur du paquebot à voiles de croisière Wind Star Windstar Sail Cruises Limited - USA
- Frédéric Borel, architecte DESA
- LAUREAT 1985 - Publié par Les Albums de la Jeune Architecture
- Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports
- Jean-Michel Brion, architecte DESA, Fabienne Bulle, architecte DESA, enseignante ESA
- LAUREATS - Réalisation du Centre aéré «Les Queues de Forêts» - 45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle Ville de Saint-Jean-de-la-Ruelle
- Cuno Brullmann, architecte EPFZ, enseignant ESA, Arnaud Fougères-Lavergnolle, architecte
- LAUREATS - Conception de composants industriels pour l'architecture : structure modulaire pour expositions «carvas» - 1ère réalisation Musée de la Villette
- Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports
- Guénolé Chateau, Robert Reclus, Bertrand Tassier, architectes DESA
- LAUREATS - Pour la réalisation du siège de la Banque Populaire d'Armorique - 22000 Saint-Brieuc Banque Populaire d'Armorique
- Philippe Dubois, architecte DPLG, visiting professor ESA
- LAUREAT - Réalisation de deux immeubles de logements - 62800 Puteaux Société Civile Immobilière de la Caisse des Dépôts et Consignations
- Philippe Dubus, étudiant ESA - 5ème Année
- 1er PRIX ex-aequo du Concours Construction Bois
- Fédération des Importateurs de Bois du Nord et Conseil des Bois de Suède et Finlande
- Guy Durand, Yves Ménard, architectes DPLG, Gérard Thibault, architecte DESA
- LAUREATS - Réalisation de l'immeuble régional des Pays de la Loire - 44000 Nantes Région des Pays de la Loire
- Yves Lambelin, étudiant ESA - 4ème Année
- 6ème PRIX du Concours international pour un Centre de recherche sur l'histoire du IIIème Reich
- Organisé par «1985 William Van Allen Memorial» (USA) - (ESA, Première Ecole Européenne primée)
- Jean Lamy, Francis Sacoun, architectes DESA
- LAUREATS - Réalisation de la ZAC du Front de mer - 44380 Le Pormichet Ville de Le Pormichet
- Jean-Raphaël Millies-Lacroix, architecte DESA
- LAUREAT - Réalisation de l'immeuble de la Région Aquitaine - 33000 Bordeaux Région Aquitaine
- Didier Mornard, étudiant ESA - 3ème Année
- MENTION - Pour le Concours international The Concord Gallery to Hockney and Caro
- Royal Institute of British Architects International Student Competition 1985 (1400 participants)
- Bernard Reichen, Philippe Robert, architectes DESA
- LAUREATS - Réalisation de l'Ambassade de France - Doha - Émirat du Qatar Ministère des Relations Extérieures
- Jean-Pierre Varin, architecte DESA
- REALISATION de la reconversion des usines Japy - 90500 Beaumont Office Public d'HLM du Territoire de Belfort
- Paul Virilio, urbaniste, essayiste, enseignant ESA
- pour ses publications
- Logistique de la perception - Cahiers du Cinéma/Édition de l'Étoile - 1984
- L'espace critique - Christian Bourgois, Éditeur - 1984
- L'horizon négatif - Editions Galilée - 1984



# société

## LE BUDGET DE PARIS

### Les recettes de M. Chirac

Les Parisiens paieront en 1986 la vignette auto au même tarif qu'aujourd'hui, des impôts locaux majorés de 3,6 %, des taxes de balayage et d'assainissement augmentées de 4 %. Compte tenu d'une inflation dont on espère qu'elle ne dépassera pas 4 %, leur contribution au budget de la capitale accusera donc une légère baisse.

En revanche, ils devront supporter une nouvelle augmentation de 9 % du prix de l'eau après une hausse de 16 % cette année. Tels sont les effets concrets de la politique libérale appliquée par M. Chirac à la gestion des finances municipales. Elle a été approuvée, mardi 17 décembre, par les élus de la capitale qui, par 141 voix (RPR et UDF) contre 22 (PS et PC), ont voté les budgets de la Ville et du département de Paris.

C'est très volontairement que le maire et ses adjoints aux finances, M. Alain Juppé, se sont privés de ressources supplémentaires. En cette période pré-électorale, M. Chirac veut montrer aux Français, en se servant de Paris comme d'un modèle réduit, ce qu'il compte faire au plan national s'il revient au pouvoir.

Première idée aujourd'hui admise par tout le monde : il faut casse la courbe ascendante des prélèvements obligatoires. M. François Mitterrand promet un allègement de 3 % de l'impôt sur le revenu. M. Chirac lui, agit sur ce qui est à sa portée : les taxes et les impôts locaux à Paris.

Comme il n'y a pas de miracle, la limitation des ressources se traduit par une stabilisation et parfois une baisse des moyens financiers mis à la disposition des services. Le budget de fonctionnement de la commune ne progressera que de 4,3 %

en 1986, celui du département baissera de 0,6 % et le budget d'investissement de la Ville chutera de 7,3 %.

Cette austerité se répercutera-t-elle sur les prestations quotidiennes auxquelles sont accoutumés les Parisiens et sur les équipements futurs ? Pas du tout, assure en substance M. Chirac, qui avance ici le deuxième point de sa démonstration : « On peut faire autant avec moins d'argent » - à condition, bien entendu, d'être un fin gestionnaire. La recette tient en deux ingrédients : améliorer le rendement des services municipaux et les informations (on y consacrera 180 millions en 1986), privatiser ce qui coûte décidément trop cher (le Monde du 29 octobre).

Cette dernière opération n'est pas sans risque. Elle provoque de vives

reuses critiques doctrinales de la part des conseillers socialistes et communistes, qui accusent le maire de liquider le service public.

M. Chirac n'a cure, assuré qu'il est d'une majorité municipale en or massif.

#### Pause dans les investissements

Mais certaines privatisations, comme celle de la distribution de l'eau, aboutissent à faire payer aux Parisiens, sous forme de charges, ce qu'ils croient avoir économisé sur leurs impôts. Depuis que l'eau est distribuée par deux sociétés privées, c'est-à-dire en moins d'un an le prix du mètre cube a augmenté de 16 %, puis à nouveau de 9 %. On finira par s'en apercevoir.

La privatisation aurait pu susciter une levée de boucliers parmi le personnel municipal. En opérant en douceur, le maire a jusqu'ici évité de trop vives réactions. Il peut même affirmer qu'il n'y a pas eu de licenciements et que, en 1986, les crédits affectés aux rémunérations de ses agents augmentent de 5,4 %, soit davantage que le budget général. On ne rognera pas plus sur les fourchettes et le matériel des services qui, tout au contraire, bénéficieront de 7 % de plus.

Alors, sur quoi porteront les économies, puisqu'il faut bien en faire ? Essentiellement sur le budget de fonctionnement du département (il diminuera de 0,6 %) et sur les investissements de la commune (municipalisation, de programme et comptes financiers), qui se trouveront amputés de 7,3 %, soit 200 millions de francs. Il est vrai qu'ils avaient reçu un vigoureux coup de fouet en 1985, avec une augmentation de

22 %. La Ville achevait les équipements publics souterrains du Forum des halles, de vastes terrains à la SNCF et honorait le contrat passé avec l'Etat pour la construction en deux ans de dix mille logements. En 1986, elle fait la pause.

Les investissements diminuent sur de nombreux chapitres : construction et logements (-40,9 %), aménagement urbain (-12 %), jeunesse et sport (-11,3 %), parcs et jardins (-8,4 %), affaires culturelles (-4,4 %). Seuls s'en tirent la voirie (+27,3 %) et les établissements scolaires (+8,6 %). Il faut en effet élargir la voie sur berge Mazas, doubler le pont de Bercy et construire les écoles et les collèges qui manquent dans les arrondissements de l'est. Il a bien fallu trouver encore 65 millions (50 l'an passé) pour compléter l'équipement du palais omnisports de Bercy qui, décidément, est un boulet financier.

L'ensemble de ces dispositions ont été vertement critiquées par les élus socialistes et communistes. On s'est même traité mutuellement de « menteur », « incompétent » et « gros personnage ». Commentaire sur le fond de M. Georges Sarrat, un nom des socialistes : « Liquidation des services municipaux, réduction de l'action sociale, freinage de l'investissement, les travaux pratiques du libéralisme ne sont pas concluants ». Appréciation de M. Henri Malberg pour les communistes : « Vaine conception de Paris est dénoncée ». M. Jacques Chirac, quant à lui, n'en conclut pas démonstration en ces termes : « Ce que nous avons fait pour Paris, nous le ferons pour la France ».

MARC AMBROISE-RENDU.

#### LE V<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT AFFICHE COMPLET

En dehors d'une résidence pour personnes invalides, d'une crèche et d'une nouvelle caserne de pompiers, qui sont programmées pour 1986 et 1987, le cinquième arrondissement de Paris ne pourra plus bénéficier d'aucun équipement public. Il n'y a plus un pouce de terrain libre dans ce secteur du quartier Latin, a indiqué son maire, M. Jean Tiberi, député RPR de Paris et premier adjoint de M. Chirac à l'Hôtel de Ville. Le cinquième arrondissement a perdu le quart de sa population depuis 1968 et ne compte plus que soixante mille habitants.

## Délinquance et immigration

(Suite de la première page.)

Ce taux corrigé reste cependant très élevé. S'en contenter laisserait croire qu'un étranger commet en moyenne 3,8 fois plus de crimes et de délits qu'un Français du même âge et du même sexe. Qui oserait l'affirmer ? Pour essayer de comprendre, il faut remonter tout le processus pénal. On s'aperçoit alors que les proportions augmentent en cours de route : et les prisons comptent plus de 27 % d'étrangers, ceux-ci ne représentent que 15 % des personnes mises en cause par la police ou la gendarmerie pour des faits de délinquance.

Cette anomalie s'explique par la mécanique judiciaire. Un délinquant présumé qui est placé en garde à vue a de fortes chances d'être déféré au parquet. S'il n'est pas déféré, il n'ira probablement pas en prison. Or les étrangers - et les Maghrébins en particulier - sont pénalisés dans ce processus, comme le montre une enquête de M. René Lévy, réalisée pour le ministre de la Justice, dans un secteur de Paris qui compte beaucoup d'immigrés : pour les mêmes infractions, la police conduit au parquet 35,2 % des Français de métropole mis en cause, mais 38,2 % des Français des DOM-TOM, 46,9 % des Africains et 63 % des Maghrébins.

Racisme ? C'est l'explication la plus facile. Mais il y en a d'autres. L'une des raisons pour lesquelles des délinquants présumés sont jugés en procédure immédiate est l'instabilité de leur statut. La police garde une personne par mesure de sécurité, quand elle n'est pas sûre de pouvoir la retrouver. Cela joue évidemment contre ceux qui habitent un hôtel meublé ou chez des cousins, ne sont pas connus en ville, n'ont pas de famille, pas de travail ou dont les coutumes sont mal comprises.

Plus d'un détenu sur quatre est de nationalité étrangère. Mais ces chiffres préoccupants méritent d'être affinés et expliqués.

Quinze pour cent d'étrangers parmi les personnes interpellées, ce n'est pas rien. D'autant qu'il s'agit d'une moyenne nationale, la proportion est beaucoup plus forte dans certaines villes. M. Jacques Chirac ne mentait pas, le 27 octobre dernier à la télévision, lorsqu'il affirmait : « 42 % des personnes interpellées à Paris sont des étrangers ».

Proportionnellement au nombre d'habitants, les délinquances constatées en métropole sont 2,4 fois plus nombreuses chez les étrangers que chez les Français. Mais, là aussi, il faut examiner les chiffres d'un peu plus près. L'une des grandes activités de la police n'est-elle pas la chasse aux clandestins ? « Les étrangers défilent », remarque un magistrat parisien. Si l'on exclut les défilés pour séjour irrégulier, la proportion tombe à 2,1. Et même à 1,7 si on ne prend plus comme base de calcul le recensement mais les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Il est impossible, en revanche, de mesurer le fait - évident - que des suspects au teint basané où à l'accent particulier - interfèrent davantage les forces de police que les Français. Cela peut fausser beaucoup de statistiques. Car les interpellations ne comptabilisent évidemment pas la délinquance mais l'activité policière pour la combattre, ce qui n'est pas la même chose.

Autre remarque importante : on ne peut ignorer l'âge, le sexe et la

condition sociale des personnes interpellées. Une population jeune, avec un fort taux de célibataires, d'illettrés, de chômeurs et de mariages n'est-elle pas davantage l'occasion d'intéresser la police sinon de commettre des délits ? Les étran-

la courbe de la délinquance. Que beaucoup de ces immigrés aient été rejoints par leur famille est déjà un facteur incontestablement positif. Dans l'immédiat, il est aussi dangereux de nier le phénomène que de l'exagérer et le dramatiser. Des opérations de prévention ont été conduites avec audace et intelligence dans 350 communes par le biais de « conseils municipaux de prévention » : on a commencé par prendre l'exacte mesure du phénomène en réunissant autour d'une table tous les professionnels concernés de près ou de loin par la

#### LES INCARCÉRATIONS DE 1984

	Ensemble des entrants	Ensemble des étrangers	Etrangers incarcérés pour séjour irrégulier
Nombre total	89 127 (dont 74 % de Français)	23 584 (dont 71,8 % de Maghrébins)	4 482 (dont 50 % de Maghrébins)
En détention provisoire	71 625 (80,4 %)	21 345 (90,6 %)	4 285 (97,3 %)
Ayant fait l'objet d'une condamnation	19 657 (27,4 %)	8 571 (40,2 %)	3 784 (88,3 %)
Exécution d'une condamnation	13 749 (15,4 %)	1 757 (7,4 %)	114 (2,6 %)

Source : ministère de la Justice. (Il s'agit de la situation pénale à l'échelon. Le pourcentage de prévenus parmi les entrants est nettement supérieur à celui qu'on observe à un niveau plus élevé, car un certain nombre de ces détenus quittent la prison dans un délai assez court du fait d'une ordonnance de mise en liberté du juge d'instruction.)

32 % incarcérés en 1984 comptaient 62 % d'illettrés (contre 12 % pour l'ensemble des entrants). Le différentiel serait encore plus net si l'on comparait les étrangers aux Français et non à l'ensemble des personnes incarcérées dont ils représentent plus du quart.

#### Les Maghrébins dans le collimateur

Parler des étrangers en général est trompeur. Inutile de se voiler la face : aujourd'hui, en France, la délinquance étrangère est essentiellement maghrébine. Sur 98 744 étrangers condamnés en 1983, on comptait 48 850 Algériens, Tunisiens et Marocains. Sur les 424 crimes imputés à des étrangers de sexe masculin, 205 concernaient des Maghrébins. Soit 4,5 fois plus (pour une population égale) que les Espagnols, les Portugais et les Italiens.

« Il y a quinze ans, remarque M. Pierre Berton, membre de la commission nationale de prévention de la délinquance, l'état responsable d'un foyer d'éducation surveillée à Nogent. La moitié de mon temps était prise par de jeunes espagnols et portugais. Je n'en ai plus vu quand leurs pères sont devenus chefs de chantier. Peut-être faudrait-il que quelques années de plus pour voir disparaître les jeunes Maghrébins. En cette période de crise, on n'a même plus de petits boulots à leur offrir, et beaucoup souffrent d'une dévalorisation de l'image de leurs parents. Le rapport à la loi est aussi un rapport au père ».

L'immigration progressive des Maghrébins dans la société française devrait faire chuter lentement

délinquance, du juge d'enfants aux fonctionnaires des PTT. Évaluer, quartier par quartier, l'ampleur des délits, au lieu de constater des statistiques, donne souvent des résultats inattendus. C'est plus intéressant que de jeter un voile pudique sur une réalité gênante en criant au racisme, ou que de monter les Français contre la « pègre immigrée » en laissant d'ignorer tout un contexte social et judiciaire.

ROBERT SOLÉ.

#### SELON LES STATISTIQUES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

### Crimes et délits ont diminué de 10 % à 11 % à Paris en 1985

M. Guy Fongier, préfet de police de Paris, a fait état, mardi 17 décembre, d'une « diminution de 10 % à 11 % de la délinquance » pour les onze premiers mois de 1985 dans la capitale, un cours de la discussion du budget spécial de la préfecture de police pour 1986 qui a donné lieu, pendant plus de trois heures, à une bataille de statistiques sur la sécurité et le fonctionnement des services de police. Les élus de la majorité municipale (RPR, UDF et apparentés) ont, une fois de plus, souligné que les chiffres sur la délinquance sont toujours contestables et qu'il est difficile de parler d'amélioration alors qu'il y a un cambriolage à Paris toutes les neuf minutes, un vol à la roulotte toutes les six minutes et un vol de véhicule à moteur tous les quatre et demi.

« L'activité des services de police avait abouti en 1984 à une stabilisation de la délinquance (...) ainsi qu'à une croissance du nombre des affaires résolues », a répondu M. Fongier en précisant que « les tendances de 1984 se sont développées cette année ». Il y avait eu 394 100 notes criminelles et délictueuses pour toute l'année 84, soit

2,5 % de moins qu'en 1983, a-t-il rappelé.

M. Fongier a aussi indiqué que deux mille deux cent sept trafiquants de drogue ont été arrêtés à Paris entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 novembre dernier, « soit 32 % de plus par rapport à l'année dernière ». D'autre part « cinq cents cinquante et une personnes ont été mises en cause dans les affaires de proxénétisme contre quatre cent soixante-deux en 1984, soit une progression de près de 20 % ». Le préfet de police s'est, d'autre part, vivement élevé contre les propos de certains élus de la majorité municipale affirmant que dans les commissariats de police « on décourageait » les victimes de petites infractions (vois à l'arraché, cambriolages) de porter plainte. « Je ne peux laisser dire cela. C'est tout à fait contraire à mes instructions », a déclaré M. Fongier.

Alimenté en partie (685 millions de francs sur 1,4 milliard) par une dotation budgétaire municipale, le budget spécial de la préfecture de police pour 1986 a finalement été adopté dans la soirée.

## SPORTS

### Le volley perd sa tête

Réclamée par les joueurs, la tête de l'entraîneur de l'équipe de France masculine de volley-ball, réunie en stage à Montpellier depuis dix mois pour préparer les championnats du Monde 1986, est tombée. Jean-Marc Buchel a été démis de ses fonctions, lundi 16 décembre. Malgré les excellents résultats de l'équipe - troisième aux championnats d'Europe, deuxième du tournoi Top 10 de Séoul - la crise couvait depuis plusieurs mois entre les joueurs et leur entraîneur. Après une tentative infructueuse de conciliation, M. André Lécroq, président de la Fédération française, a reconnu les compétences de Jean-Marc Buchel, lui a confié une mission d'étude de la politique sportive de 1986 à 1992.

### Tour de France : départ dos au mur

Le départ du Tour de France 1987 sera donné à Berlin-Ouest. L'accord entre le codirecteur du Tour, M. Félix Lévin, et la société AMK, représentant la ville, a été signé le 17 décembre. Il prévoit que celle-ci versera 3 millions de DM pour l'organisation du prologue et de deux étapes. L'ensemble des frais à la charge de la municipalité, qui entend faire de l'événement un des points forts de la célébration du 750<sup>e</sup> anniversaire de la ville, sera de l'ordre de 5 à 6 millions de DM. Transporté à Berlin-Ouest, les 29 et 30 juin, par pont aérien, le peloton disputera le prologue le 1<sup>er</sup> juillet, puis une étape de 100 kilomètres contre la montre par équipes le 2, et une autre étape à définir le 3, avant de gagner Cologne par pont aérien le 4, et enfin rentrer en France le 5 juillet.

### Ski : la valse des sœurs Tialka

La fédération de ski polonaise vient d'exclure de l'équipe nationale Dorota et Malgorzata Tialka, deux des meilleures slalomeuses du monde. Sœurs jumelles âgées de vingt-trois ans, elles ont épousé en juillet dernier deux Grenoblois, les frères Mogors. La nationalité française ne doit leur être accordée qu'en juillet 1986.

La fédération polonaise avait donné son accord pour que, jusqu'à cette date, elles s'entraînent avec l'équipe de France mais courent sous les couleurs de leur pays d'origine. Puis elle est revenue sur sa décision en estimant que l'usage de matériel français par les deux sœurs portait préjudice à son fournisseur officiel. Elles ont donc été interdites de courses après le supergiant de Sestrières. Compte tenu des circonstances, il est vraisemblable que la Fédération internationale les autorisera à prendre une licence française rapidement.

## ÉDUCATION

### Meeting perturbé à Jussieu

Quelques deux cents étudiants pro-palestiniens ont tenté d'empêcher la tenue d'un meeting de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), le mardi 17 décembre, au centre universitaire Jussieu à Paris. Deux étudiants juifs ont été blessés au cours d'incidents, mais le meeting prévu sur « Les perspectives de paix au Proche-Orient » s'est néanmoins tenu en présence de l'écrivain Marek Halter. Les étudiants pro-palestiniens, qui organisaient simultanément « deux journées de soutien aux prisonniers politiques palestiniens » en Israël, entendaient protester contre le « meeting raciste » de l'UEJF et ont dénoncé SOS-racisme, « la pire des récupérations faites par les sionistes ». L'UEJF, pour sa part, fait appel « aux président d'université, au ministère de tutelle ainsi qu'aux autorités responsables de l'ordre public pour que cesse le terrorisme au quotidien dont sont victimes les étudiants de plusieurs universités (...) ».

## TÉLÉMATIQUE

### Un Minitel pour mal-entendants

Les personnes qui entendent mal se verront proposer dès janvier prochain un nouveau modèle de Minitel, permettant de communiquer par écrit. Loué au tarif mensuel de 10 francs, ce Minitel « Dialogue » est équipé d'un logiciel qui permet d'entrer en relation avec un Minitel normal, les messages envoyés par chacun s'inscrivant sur l'écran de l'autre. Des messages préparés avant l'établissement de la communication pourront être stockés dans l'appareil et transmis quand celui-ci est établi, pour réduire le temps d'occupation des lignes. La communication pourra aussi passer par le réseau Transpac, où la tarif (77 centimes pour 45 secondes par le 36-15-91-77) est indépendant de la distance.

D'autre part, le 10 janvier prochain sera opérationnel l'axitel, un service d'information visant à prévenir la toxicomanie chez les enfants et les adolescents. Il fournira des informations sur les organismes de prévention et de soins, ainsi que des références bibliographiques.

APRÈS NEW YORK... LA TANZANIE...  
ENCORE UN VOYAGE A PRIX ASSOCIATIF !

DÉPARTS 20 DÉC - 3 et 22 JANV. 86

**PARIS KILIMANDJARO**

A partir de **2960F** Aller Retour

A LA PORTE DU KENYA

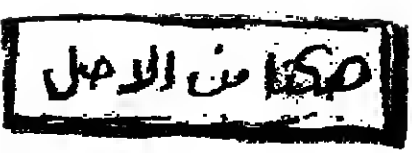
Safaris photos. Raids aventure. Ascension du Kilimandjaro. Les grands lacs et les plages de l'Océan Indien.

54, rue des Écoles. Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : (1) 46.34.21.17.  
2, place Wagram. Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : (1) 47.63.22.58.

**le point**  
MULHOUSE

سكيا في الامم





## SOCIÉTÉ

M. JOXE EN VISITE CHEZ M. HERNU

### La « réconciliation »

De notre envoyé spécial

Villeurbanne. — C'est officiel : MM. Pierre Joxe et Charles Hernu ne se sont pas réconciliés. L'annonce en fut faite, solennellement, mardi 17 décembre, par le ministre de l'Intérieur et son ancien collègue de la défense. En un lieu présidé par leur couple et alliance, union ou divorce : la salle des mariages de la mairie de Villeurbanne, un bâtiment de 1934 au style stalinien ou mouslinien, au choix. Ils ne se sont pas réconciliés, tout simplement parce qu'ils ne se sont jamais fâchés. Tel fut le message, répété à l'envi : indéfectible amitié que le leur, et qu'une vaine rumeur tenta de défaire dans une bruyante imagination.

M. Hernu, maire de Villeurbanne : « J'ai toujours souffert quand j'ai vu, ici et là, qu'il y avait eu quelque chose qui n'avait pas fonctionné. [Votre présence] ici signifie qu'entre deux vieux amis, entre le grand ministre de l'Intérieur que vous êtes et l'ancien ministre que j'ai été, il existe une profonde et réelle amitié. » M. Joxe : « Moi aussi, à certains moments, j'ai profondément souffert de l'incroyable mensonge qui a cherché à nous opposer l'un à l'autre (...). Toutes les fautes qui ont paru sur une opposition, une inimitié, une volonté de nuire sont sans fondement. »

Journalistes parisiens invités avec insistance, déjeuner de retrouvailles, poignées de main chargées d'émotion... Ce fut donc l'entrevue en grande pompe d'un bruit assurément infondé. Autant la situation aux non-initiés : il s'agit, dans l'affaire Greenpeace, de ces commentaires assurant que M. Joxe était responsable de la chute de son ami Hernu, par révélation journalistique intempestive. Une fiction, c'est certain.

Mais une fiction démentie, aujourd'hui, avec tant d'insistance qu'on peut supposer qu'elle prit quelque consistance jusqu'au sommet de l'Etat, au point d'exiger cet hommage rétrograde de deux fidèles de M. Mitterrand. On imagine la consigne : silence dans les rangs, tous pour un, ou encore solidarisés-vous avec « Charles », victime et non plus menteur, comme on le laisse entendre. Et puis, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux. Elle a statué sur les pouvoirs formés par certaines associations, parties civiles, contre Klaus Barbie, en vue d'une annulation de l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui a renvoyé, le 4 octobre dernier, l'ancien responsable de la section IV de la Gestapo de cette ville pendant l'Occupation devant la Cour d'assises du Rhône.

#### Un prétexte

Pour l'occasion, cependant, il fallait un prétexte. La tournée nationale d'une exposition du Service d'information et de relations publiques (SIRP) du ministère de l'Intérieur sur la modernisation de la police le fournit fort à propos, en s'arrêtant cette semaine à Villeurbanne. Le nouveau leek policier est aussi affaire de marketing : voici donc une exposition fort bien conçue, très didactique et abondamment illustrée, détaillant toutes les facettes du métier de policier.

En l'inaugurant, M. Joxe offrit à l'assistance une véritable information : la « certitude », sur les onze premiers mois, que « l'année 1985 sera la première année de baisse de la délinquance et de la criminalité de façon marquée ». De 5 à 6 % au moins, alors qu'auparavant, depuis dix ans, l'augmentation était annuellement de 10 %. Objectif fixé par le ministre de l'Intérieur à ses services pour 1986 : une baisse de 10 %. « C'est possible grâce au plan de modernisation 1986-1990, qui sera réalisé au cinquième des 1986 ». Points noirs toutefois : la violence et la drogue, qui continuent d'augmenter.

EDWY PLENEL

### Création d'une « Association des victimes du terrorisme »

Deux avocats, M<sup>rs</sup> Henry Jean-Baptiste et Marcel Coccaldi, ont décidé de fonder « une association des victimes du terrorisme » afin de remédier à la situation actuelle où les personnes blessées au cours d'attentats ne sont que peu indemnisées et très tardivement.

Au cours d'une conférence de presse, M<sup>rs</sup> Jean-Baptiste et Coccaldi ont précisé, lundi 16 décembre à Paris, que le but de leur association était également de « favoriser la

création de textes législatifs au niveau d'abord européen puis mondial afin d'unifier les moyens de prévention mais également les moyens de répression ».

L'association, dont le siège social est à Marolles-sur-Maître (Yvelines), a pour président M. Jean-Paul Raimond qui a été, avec son épouse, victime d'un attentat à la Guadeloupe le 4 février 1984.

### LA MÉSAVENTURE D'UNE JEUNE FEMME-OTAGE

#### Le policier « devra répondre de son erreur »

La préfecture de police de Paris, M. Guy Fougier, a ordonné, mardi 17 décembre, l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles une jeune femme, M<sup>lle</sup> Laurence Viarnaud, prise en otage par un malfaiteur qui venait de commettre un hold-up dans le quartier de la République, avait été éconduite par un policier au commissariat du troisième arrondissement de Paris sous prétexte que les faits avaient au lieu dans le troisième arrondissement (le Monde du 18 décembre).

Interpellé mardi au conseil de Paris à l'occasion du débat sur le budget spécial de la préfecture de police, M. Fougier avait précisé : « Il apparaît maintenant clairement que les faits sont établis. Conformément à la règle, le fonctionnaire mis en cause devra donc répondre de son erreur devant les instances compétentes pour cela. J'ai demandé au directeur de la police judiciaire d'adresser à tous les commissariats du quartier des instructions renouvelées pour éviter, dans temps de la mesure du possible, de semblables erreurs. J'adresserai moi-même une lettre à tous les commissaires de police pour attirer leur attention sur la nécessité de veiller au bon fonctionnement des services. »

Avant l'intervention de M. Fougier, M. Touraine, directeur de la P.J., a évoqué devant les journalistes les circonstances dans lesquelles le fonctionnaire du troisième arrondissement « avait commis, incontestablement, une erreur d'appréciation de la gravité des faits ». La jeune femme, un peu traumatisée, et qui ignorait qu'il y avait eu un hold-up, avait été reçue par un premier fonctionnaire au commissariat du quartier. C'est un second inspecteur, « auquel elle n'a peut-être pas fait un récit complet », qui l'a dirigée vers le commissariat du troisième arrondissement, « expliqué M. Touraine. »

« On a donc appliqué dans ce cas la règle banale, selon laquelle la plainte doit être déposée là où l'infraction s'est produite », a précisé le directeur de la P.J., estimant toutefois, que « la perte de temps de deux ou trois heures qui s'en est suivie n'est pas préjudiciable à la poursuite de l'enquête ».

« On a donc appliqué dans ce cas la règle banale, selon laquelle la plainte doit être déposée là où l'infraction s'est produite », a précisé le directeur de la P.J., estimant toutefois, que « la perte de temps de deux ou trois heures qui s'en est suivie n'est pas préjudiciable à la poursuite de l'enquête ».

## L'affaire Barbie devant la Cour de cassation

### Une accusation suffisante ou trop étiquée ?

L'usage de des expériences médicales, c'est un crime contre l'humanité.

A vrai dire, le crime contre l'humanité, comme le crime de guerre et le crime contre la paix, a été défini en 1946 par l'article 6 de la loi du tribunal militaire international de Nuremberg. Ce texte dit qu'il est constitué par « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toute population civile, avant ou pendant la guerre, ou bien par les

« contre des juifs innocents », c'est-à-dire arrêtés, persécutés, déportés pour la seule raison qu'ils étaient juifs. Cela aboutit à de singulières subtilités.

Le 11 août 1944, partait de Lyon le dernier convoi ferroviaire à destination du camp d'Auschwitz. Il contenait six cent cinquante personnes, dont la moitié étaient des juifs, l'autre moitié des otages ou des Résistants. En dépit de ce sort commun — et il faut rappeler ici que les trains de la déportation, avec cent personnes par wagon à bestiaux, arrivaient à destination au

seraient examinés les faits retenus contre lui dès 1952.

De même coup, le procès qui s'attendait à Lyon changerait de dimension. Il serait de nature à « révéler l'histoire, dans la perspective historique, qui en est officiellement attendue, les réalités de l'Occupation. Il permettrait aussi, agissant de Klaus Barbie, de juger un homme pour l'ensemble de ses activités. Car chacun reconnaît que, s'il signa des ordres d'arrestation et de déportation de juifs et s'il les signa en admettant à toutes les suites qu'elles impliquaient, en raison même de la politique de l'Etat nazi, il avait d'abord et principalement en charge à Lyon le combat contre la Résistance.

#### La mémoire de Jean Moulin

La chambre criminelle de la Cour d'appel de Lyon se prépare en tout cas à débiter, le 19 décembre, son rapporteur, M. Christian Le Guellec, et l'avocat général, M. Henri Dauterive.

L'un et l'autre ont longuement étudié les moyens de cassation des parties civiles, montrant déjà par là que les questions qu'ils posent ne sont pas négligeables. Dans l'hypothèse d'une cassation de l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon, l'ouverture d'un procès Barbie envisagée pour le 3 février se trouverait reportée pour une nouvelle fois.

C'est, si théoriquement, s'agissant d'un pouvoir formé seulement par les parties civiles, le parquet général de Lyon et la possibilité de faire juger l'affaire, l'accusé l'acceptant pour sa part, en son état actuel, il ne semble pas envisager d'en user. Dès lors, tout dépendra de la motivation retenue par la Cour suprême et de l'appréciation qu'elle fera du crime de guerre, susceptible d'être poursuivi par la Cour de cassation.

En tout état de cause, l'affaire Jean Moulin ne saurait apparaître pour le moment, dans le procès. Elle ne fut jamais retenue contre Barbie par le parquet de Lyon, pour qui il s'agissait d'un crime de guerre prescrite. Mais elle ne fut pas davantage viciée en 1952, ni en 1954, par les pourvois militaires, en vue des procès de continué. Judiciairement, l'affaire Jean Moulin a occupé les prétoires en trois occasions.

D'abord et longuement, lors de deux procès, en 1947 et 1950, où René Hardy se trouva mêlé à l'affaire, ayant été soupçonné d'abord de trahison, puis d'intelligence avec l'ennemi, et chaque fois acquitté.

Ensuite, très épisodiquement, elle figura parmi les charges retenues en 1954 contre le général Oberg, chef suprême des SS et de la police allemande en France, et de son adjoint, Helmut Knoke.

Depuis l'arrestation de Klaus Barbie, le silence dans lequel elle était tombée a été, il est vrai, sérieusement, hardiment et même parfois, follement entretenu.

JEAN-MARC THEOLLEVE

Les pouvoirs de certaines parties civiles vont amener la chambre criminelle à préciser la définition des crimes contre l'humanité, qui sont imprescriptibles, ce qui n'est pas le cas des crimes de guerre.

persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Pour autant, il a été beaucoup interprété. Les auteurs des pourvois ont donc eu une interprétation. Ils soutiennent que ce texte définit en réalité deux catégories de crimes contre l'humanité.

D'abord les assassinats et autres « actions inhumaines » commises pour des motifs politiques, raciaux ou religieux. Dès lors, s'agissant de persécution contre des Résistants, le motif n'en était strictement pas racial ou religieux.

Mais il était bel et bien politique. Car la Résistance, soûtement, était commandée d'abord par une opposition politique au régime nazi. La preuve n'en est-elle pas apportée par la manière dont la propagande du III<sup>e</sup> Reich assimilait dans un même approbateur juifs, communistes, gauchistes et terroristes et catégorisait de la même façon et par les mêmes moyens les uns et les autres.

#### Rigueur juridique

Il est donc fait grief à la chambre d'accusation de Lyon d'avoir, sinon dénié, du moins fait passer au second plan ce mobile politique de la Résistance en disant que pour les Résistants le patriotisme, commandait tout. Ainsi, on s'opposait à eux, fût-ce « par les moyens les plus atroces », les Allemands, militaires ou policiers, nazis ou non, menaient une lutte contre des soldats de l'ombre dangereux et dans un but utile à leur guerre. Ils accomplissaient donc des crimes de guerre (prescrits) et non des crimes contre l'humanité, les seuls qui puissent encore être retenus aujourd'hui contre Barbie.

De même coup, l'arrêt de Lyon a été arrivé à cette conclusion que le crime contre l'humanité ne peut être constitué que par des actes commis

bont de trois ou quatre jours avec déjà des morts ou des fous — Barbie ne devrait répondre que du destin des seuls « juifs innocents ». Dans le cas particulier, peut-on dire que « les actes inhumains » mentionnés sur l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon n'ont pas atteint également tous ceux qui furent de ce tragique voyage ?

Depuis, les pouvoirs de cassation ont une ambition plus vaste. Si la chambre criminelle considère, comme on lui demande de le dire, que certains actes commis contre des Résistants peuvent être qualifiés crimes contre l'humanité, ce qui permettrait de les retenir de nouveau contre Barbie, ne faudrait-il pas aussi que l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon ne soit pas considéré comme ayant été vicié par les pourvois militaires, en vue des procès de continué. Judiciairement, l'affaire Jean Moulin a occupé les prétoires en trois occasions.

Jusqu'à présent, le parquet de Lyon, soucieux de rigueur juridique, s'est refusé à poursuivre aucun de ces actes accomplis les uns dans les autres à Lyon ou dans les environs immédiats. Il a toujours fait valoir, en accord avec la chambre d'accusation de Lyon, que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ce sont deux choses différentes. Les crimes de guerre, plus de vingt ans, s'étant écoulés entre ces deux jugements de tribunaux militaires et le jour, du 17 juillet 1981, où Barbie se retrouva à France.

Pourrait-il en aller de même si ces crimes-là ou certains d'entre eux, s'apparentaient à des crimes contre l'humanité ? Ceux-ci étant imprescriptibles, il n'y aurait plus prescription de la peine prononcée. Klaus Barbie devrait donc, selon l'expression juridique, « purger sa condamnation », c'est-à-dire comparaître devant les assises pour un débat contradictoire au cours duquel

### AU TRIBUNAL DE PARIS

#### « Minute » et « National Hebdo » condamnés pour diffamation envers M. Lionel Jospin

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a rendu, mardi 17 décembre, deux jugements par lesquels Minute et National Hebdo sont condamnés à verser chacun 10 000 francs de dommages-intérêts à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste et député du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour des articles jugés diffamatoires (le Monde du 21 novembre).

M. Jean-Claude Gondeau, directeur de la publication de l'hebdomadaire Minute, a été condamné à 10 000 francs d'amende et M. Gogoloff, dit « Roland Gogoloff », directeur de National Hebdo, à 8 000 francs d'amende. Les deux condamnés devront en outre supporter les frais d'insertion du jugement qui les concerne dans trois journaux, jusqu'à concurrence de 45 000 francs pour chacun d'entre eux.

Minute, dans des articles publiés le 4 mai et le 18 avril 1985, et National Hebdo dans son numéro du 19 avril 1985, accusaient M. Lionel Jospin d'avoir fait libérer Jean-Marc Rouillan le 19 janvier 1982, après son interpellation lors d'une opération de police, effectuée dans un immeuble occupé par des squatters.

En fait, si M. Jospin s'était rendu au commissariat du 18<sup>e</sup> arrondissement, c'était en qualité de député, afin de s'enquérir de l'état de santé des policiers blessés au cours de l'opération.

Mais les deux journaux insinuaient que le premier secrétaire du parti socialiste, victime d'un chantage après le vol de sa voiture le

17 juillet 1981, protégeait le mouvement Action directe, National Hebdo le qualifiait notamment « d'ami des terrores ».

Dans les deux jugements, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, présidée par M<sup>rs</sup> Jacqueline Clavery, après avoir constaté que les journaux ne s'étaient livrés à « aucune enquête sérieuse », déclare : « Les imputations graves portées en elles-mêmes et par leur caractère diffamatoire incontestable, la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs ».

Le « dormeur » soviétique inculpé de meurtre — Vladimir Leontev, quarante-trois ans, le réfugié d'origine soviétique qui a feint le sommeil pendant trois semaines en Grande-Bretagne, a été inculpé, le 15 décembre, en effet, la mère de Christine Villenot, M<sup>me</sup> Gilberte Chastel, va à son tour, se porter partie civile pour le meurtre de son petit fils. L'avocat de M<sup>me</sup> Chastel, M<sup>rs</sup> François Robinet, du barreau de Nancy, devrait déposer une plainte dans ce sens au Palais de justice d'Epinal.

A la suite d'un accident de moto, le 18 novembre au nord de Londres, M. Leontev avait été trouvé en possession de 278 500 francs, dont il s'est toujours refusé à indiquer la provenance. Soupçonné d'un hold-up dans un cinéma du Havre, M. Leontev devait être ensuite mis hors de cause par les policiers de cette ville. M. Leontev a déjà séjourné à plusieurs reprises en hôpital psychiatrique.

### LE PILLAGE DE LA COLLECTION DUHEM

#### Un marchand de tableaux parisien est condamné à quatre ans de prison

De notre correspondant régional

Cannes. — Le tribunal correctionnel de Grasse (Alpes-Maritimes), présidé par M. Robert Cordas, a rendu son jugement, mardi 17 décembre, dans l'affaire du pillage de la collection Duhem (le Monde du 2 novembre). L'un des deux marchands de tableaux parisiens contre lesquels le ministère public avait requis des peines de prison ferme, M. Arthur Melki, cinquante ans, directeur de la galerie Art-Mel, rue du Faubourg-Saint-Honoré, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement et 2 millions de francs

d'amende pour recel et faux en écriture de commerce avec mandat de dépôt délivré à l'arrestation. Le second, M. Robert Schmitt, soixante-cinq ans, directeur de la galerie portant son nom, rue Saint-Honoré et expert-après des douanes, a été relaxé au bénéfice du doute.

Le tribunal a, en outre, prononcé contre les deux autres prévenus des peines allant de huit mois de prison avec sursis à six ans de prison ferme. Il a aussi ordonné la restitution à l'Académie des beaux-arts, partie civile, de trente-sept tableaux volés et non retrouvés (on, à défaut, le paiement d'une somme de 16 millions de francs) et le versement, conjoint et solidaire per neuf des dix condamnés et intérêts pour le préjudice moral et de 10 871 000 francs pour le préjudice matériel (vol de tableaux d'art et d'objets d'art) au tuteur de M<sup>rs</sup> Melki Duhem.

Dans ses attendus, le tribunal a notamment estimé que M. Melki a joué « un rôle capital et déterminant dans la dissipation des œuvres les plus importantes de la collection Duhem » et fait preuve « de mauvaise foi » dans le but de préserver, au lieu de restituer, les produits de ses infamations.

M<sup>rs</sup> Melki Duhem, quatre-vingt-neuf ans, avait hérité, en 1941, à la mort de son père adoptif, le peintre et amateur d'art, Henri Duhem, d'une magnifique collection de près de trois cents tableaux, dont une vingtaine de toiles de maîtres de l'impressionnisme qu'elle destinait à l'Etat. Après son admission dans une maison de repos, sa fille de Jean-Louis avait été entièrement dévalisée par différents « visiteurs » qui avaient dérobé puis écoulé une centaine d'œuvres.

GUY PORTE

### POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de rééducation sociale, de soins médicaux, vétérinaires, appareils de chauffage, vêtements, nourriture, etc. et tous objets utiles à la vie des soldats, par courrier électronique.

APPELEZ : 45-83-64-40



# Le Monde

## EDUCATION

### Le diplôme, passeport européen

Le Parlement européen vient d'adopter une résolution exceptionnelle (1), tous groupes politiques et nationaux confondus, le rapport qui lui était soumis sur une proposition de directive présentée par la Commission européenne et qui est appelée à avoir un retentissement considérable : la reconnaissance mutuelle des diplômes professionnels d'enseignement supérieur. Tout citoyen qui, à la suite de trois années au minimum d'études supérieures, est habilité à exercer une activité professionnelle dans un Etat membre de la Communauté pourra l'être également dans n'importe quel autre Etat membre, s'il en fait la demande dans les conditions prévues à cet effet.

Depuis plus de trente ans, ce problème était un véritable serpent de mer et toutes les tentatives pour lui trouver une solution se heurtaient aux pesanteurs de la méthode choisée : celle de l'unification préalable des formations.

Lors des sommets de Fontainebleau et de Milan, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient manifesté leur volonté commune de voir progresser de façon significative ce qu'il est convenu d'appeler l'« Europe des citoyens » et demandé à la Commission de proposer sur la reconnaissance des diplômes une directive en ce sens.

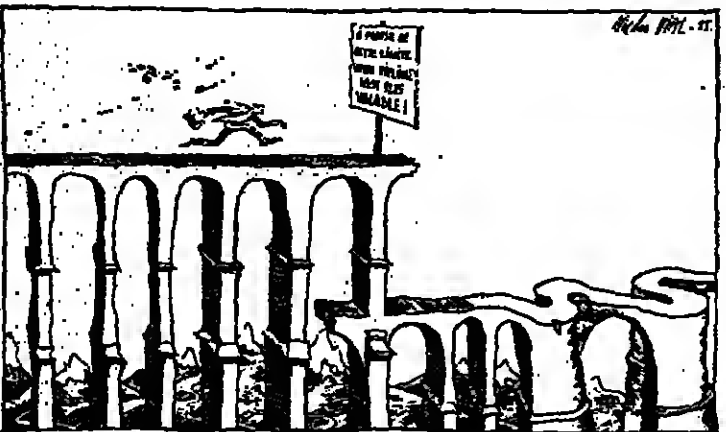
L'un des principes fondamentaux de la Communauté est la libre circulation des personnes — notamment des travailleurs — et la liberté d'établissement. Il est souvent battu en brèche dans son application. Ainsi, lorsqu'un citoyen d'un Etat membre habilité à exercer dans son pays une activité professionnelle, en vertu des diplômes qu'il y a obtenus, désire exercer cette même activité dans un autre Etat membre de la Communauté, il se heurte, dans la

Le Parlement européen vient d'adopter une résolution « révolutionnaire » : tout citoyen de la Communauté titulaire d'un diplôme professionnel d'études supérieures pourra travailler dans le pays de son choix. Nicole Fontaine, rapporteur de ce projet, en explique la portée.

part des procédures légères, un grand nombre de cas particuliers, sans attendre que soit réalisée une harmonisation contraignante — et probablement redoutée — des filières de formation. Ce faisant, la Commission se devait de rechercher un équilibre entre les nécessaires garanties des Etats membres et des professions de ces

Certes, quelques pas ont été accomplis depuis la création de la Communauté pour une vingtaine d'activités professionnelles qui ont fait l'objet de reconnaissance mutuelle par des directives caté-

gorielles (c'est notamment le cas de certaines branches médicales et paramédicales). Mais à ce rythme d'une vingtaine de directives en vingt-huit ans, il faudrait un siècle avant que l'objectif tracé par le traité soit totalement atteint.



La nouvelle directive institue une règle de portée générale, qui devrait permettre de résoudre, par exemple, le ressenti est le plus souvent engagé en raison de sa connaissance du droit de son pays d'origine, mais il peut s'avérer nécessaire qu'il soit même d'appréhender les concepts juridiques parfois différents de l'Etat membre d'accueil.

Il en est de même s'agissant du champ d'activité : ainsi, un avocat français a compétence dans son pays à la fois pour effectuer les procédures judiciaires et pour plaider. Au Royaume-Uni, les deux fonctions sont distinctes : le sollicitor accomplit les actes de la procédure, et le barrister plaide.

La proposition de directive tient compte également de ces diversités. Néanmoins, le texte de la Commission comportait une lacune en ne mentionnant pas les professions concernées. Aussi, le rapport

que j'avais l'honneur de présenter proposait l'introduction de trois amendements qui ont été retenus par le Parlement européen. D'abord, il est essentiel que le ressortissant soit soumis, lorsqu'il accède à une profession ou l'exerce, à toutes les règles professionnelles en vigueur dans l'Etat membre d'accueil. Et outre, l'application des critères moraux — honorabilité, honnêteté (auxquels les ordres professionnels attachent une grande importance) — doit pouvoir faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux. Enfin, il convient d'associer les professions de même que les établissements d'enseignement supérieur, à la procédure d'acceptation des demandes.

Mais, de même que la directive doit garantir les droits des Etats et des professions, pour maintenir notamment le niveau des formations et des prestations et éviter un nivellement par le bas, de même les citoyens doivent être protégés contre le risque de reflux arbitraire. Des procédures de recours et un suivi de l'application de la directive, auquel sera associé le Parlement européen, sont prévus.

L'avancée ainsi réalisée devra toutefois être complétée rapidement dans trois directions indissociables que le Parlement européen a rappelées à la Commission :

— La reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études pour faciliter la mobilité des jeunes étudiants européens ;

— La reconnaissance mutuelle des certificats d'aptitude professionnelle pour les travailleurs qui n'ont pas accédé aux études supérieures ;

— Un statut communautaire des enseignants, notamment pour que les titres acquis par des concours d'Etat puissent également être pris en considération.

Le consensus acquis entre les chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission exécutive et le Parlement sur cette question, qui pendant si longtemps est restée très sensible, atteste une maturité considérable de la notion d'une Europe qui soit véritablement celle des citoyens et dans laquelle les barrières ancestrales, non seulement économiques mais culturelles, sont progressivement effacées.

NICOLE FONTAINE, député au Parlement européen.

(1) 194 col. 1 contre, 8 abstentions.

En raison des vacances de Noël, la prochaine page « Monde Education » paraîtra dans le Monde daté du 9 janvier.

### COLLOQUE

### Les jeunes et leurs experts

Chercheurs et travailleurs sociaux s'intéressent à la jeunesse. Mais, malgré cette communauté d'intérêt, ils ont bien du mal à collaborer.

C'HACIN son jargon, chacun se plante. La querelle entre les chercheurs en sciences sociales et les acteurs sociaux (éducateurs, formateurs, syndicalistes) qui courent sur le même terrain, vieux serpent de mer, s'est réouverte lors du colloque sur « les jeunes et les autres » qui vient de se tenir à l'initiative du ministère de la recherche et de la technologie. Cette assemblée devait faire écho aux travaux des sociologues sur les modes de vie de la jeunesse ; elle fut aussi le lieu d'une confrontation entre deux mondes qui se ressemblent sans doute trop pour pouvoir se comprendre et collaborer.

M. Bertrand Schwartz, membre du Conseil économique et social et ancien délégué à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, fut l'homme par qui le colloque — qu'il présidait — démarra. En dénonçant avec une impitoyance calculée le « terrorisme intellectuel des universitaires » devant une salle qui en était ramplie, il ne pouvait que piquer au vif les chercheurs.

M. Schwartz attendait aussi de faire la porte-parole de tous les travailleurs sociaux des « missions locales » pour l'insertion des jeunes qu'il a mises en place depuis 1982. Ces professionnels de la jeunesse qui disposent pourtant d'un « observatoire prodigieux » n'ont pas reçu la moindre visite des chercheurs spécialisés, a-t-il accusé. Au-delà d'un plaidoyer *pro domo* très mal reçu par les interpellés, la « provocation » de M. Schwartz a permis d'ouvrir le débat entre les chercheurs qui gémissent la tribune et les « praticiens » présents dans la salle.

D'un côté, les scientifiques ont défendu bec et ongles le principe d'une recherche non directement branchée sur les besoins immédiats d'acteurs sociaux qui attendent des instruments pour l'action, a rappelé M. Olivier Galland, chercheur au CNRS. « Nous nous heurtons en permanence aux réactions de défense du milieu étudié », s'est plaint un autre sociologue, M. Jean René Pendaris, qui rapproche à M. Schwartz d'avoir mis à la trappe les travaux d'évaluation de son dispositif effectué par le Conservatoire national des arts et métiers et Centre d'études sur les recherches et les qualifications.

Face à ces arguments, les représentants du « terrain » n'ont pas caché leur rancœur et leur frustration. Cet évident complexe d'infériorité semble d'autant plus tenace qu'ils ont souvent été formés dans les mêmes universités que les chercheurs, mais ont ensuite entamé des carrières « dans la social » jugées moins brillantes. Au « complexe d'infériorité » dont seraient victimes les chercheurs, répond celui du « handicap intellectuel » des praticiens, a précisé un représentant de l'ANPE.

#### Objectifs communs

Et pourtant, ils peuvent difficilement se passer les uns des autres. Besoin d'objets d'études pour les chercheurs, d'outils d'analyse sur leur travail pour les praticiens. D'où les pressants appels à la réconciliation lancés de part et d'autre au cours du colloque. M. Jacques Commaille, directeur du centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson, a souhaité que soient définies des « objectifs de travail communs » et mis en place de « véritables modes d'échanges », tandis qu'un représentant grenoblois de l'association Peuple et culture se déclarait prêt à jeter sa « nouvelle boussole de collaboration ». L'une des clés de ce nouveau dialogue est la connaissance réciproque des méthodes de travail, disait prudemment M. François Proust, chargé de mission au ministère de la recherche et organisateur du colloque.

L'intervention décapante de M. Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, allait contribuer encore à dédramatiser le débat en renvoyant pratiquement dos à dos ses protagonistes. Les chercheurs ont un privilège, devait-il déclarer en substance : ils peuvent passer leur temps à réfléchir sur les mécanismes sociaux. Ce privilège implique des devoirs, notamment celui de détenir au préalable les discours sociaux eux-mêmes, de « connaître les instruments de connaissance à travers lesquels nous parlons ».

Les praticiens et les chercheurs, a ajouté M. Bourdieu, « ont besoin de s'inventer des oppositions pour ne pas parler de ce qu'ils sont et font, et qu'ils ne voient pas ».

PHILIPPE BERNARD.

### 6 000 personnes par an

Pour être définitivement adoptée, cette résolution doit être approuvée par le Conseil européen. Selon M<sup>me</sup> Nicole Fontaine, cette résolution devrait avoir lieu prochainement. Les instances européennes estiment que ces nouvelles dispositions pourraient concerner 6 000 personnes par an. Elles intéresseraient notamment les avocats, les psychologues, les experts-comptables, les urbanistes, les archivistes, les journalistes, les statisticiens et bien d'autres praticiens.

Depuis 1978, des directives européennes visent à réduire les barrières entre les pays de la Communauté. Ainsi, les quelque 600 000 médecins de la Communauté ont la possibilité d'exer-

cer leur art dans tous les pays (en 1983, environ 2 200 d'entre eux ont usé de cette liberté). Il en est de même depuis quelques années pour les infirmiers, les vétérinaires, les sages-femmes et les dentistes. Pour cette dernière profession, l'application à l'Italie ne s'est faite qu'en 1984 (dans ce pays, en effet, un diplôme spécifique de dentiste a dû être créé, car il n'y avait pas de séparation nette entre l'art dentaire et la médecine générale).

En 1983, environ 3 700 personnes ont profité des facilités accordées pour migrer à l'intérieur de la Communauté.

S.B.

Tous les articles fondamentaux de  
**HENRI WALLON**  
Numéro spécial revue « ENFANCE »  
41, rue Gay-Lussac, 75005 PARIS  
98 F jusqu'au 15 janvier 1986 sur présentation de cette annonce.

**Le Monde**  
dossiers et documents

**LA SOCIÉTÉ JAPONAISE**  
**LES JEUX DE HASARD**

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

DÉCEMBRE 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,80 F.

### LIVRE

### Un monument de science politique

Un traité qui sera précieux aux étudiants, aux professeurs, aux chercheurs... et aux électeurs.

les plus concrètes, tous les genres sont représentés. Et presque toutes les écoles. Pas toutes au même degré cependant. La lecture d'ensemble permet de dégager des dominantes qui correspondent peut-être aux goûts des deux animateurs-recruteurs, plus sûrement à l'état de la science politique en France.

#### La réalité française

A quelques exceptions près, elle porte la marque de Tocqueville plutôt que celle de Marx, elle recourt à la sociologie de Raymond Boudon plutôt qu'à celle de Pierre Bourdieu, elle se veut science selon Karl Popper, c'est-à-dire sans grandiloquence ni nativité. La science politique américaine est certes constamment utilisée dans ses techniques et ses résultats (l'Allemagne, hélas, est presque absente, faute de connaissances linguistiques ou de traductions disponibles), mais on n'en est plus à la réception bêtement admirative et soumise ni d'ailleurs au rejet véhément.

Trois des quatre volumes traitent, de façon en général non tra-

ditionnelle, des sujets traditionnels : l'ordre politique, les régimes politiques contemporains, l'action politique. Le quatrième couvre un champ trop longtemps négligé, celui des politiques publiques ; ou plutôt des institutions, forces et société sans trop se soucier du contenu, de l'application des pouvoirs mis en œuvre. Neuf secteurs sont présents ici : on aurait pu en ajouter d'autres, mais, de l'agriculture à la culture, du cadre de vie à la politique étrangère, on apprend déjà beaucoup sur les choses, elles-mêmes et sur la manière de les connaître.

Chacun des autres volumes contient des secteurs privilégiés. Ainsi pour la notion de totalitarisme ou pour la culture politique et la socialisation politique. Tous sont par priorité destinés aux professeurs, aux chercheurs, aux étudiants avancés. Pourtant, le réservoir des lecteurs potentiels est beaucoup plus large. Surtout à certains moments, par exemple pendant les mois qui nous séparent des élections de mars.

D'une façon générale, en effet, l'esprit comparatif de l'ouvrage permet de mieux interroger et

comprendre la réalité française. Le volume « L'action politique », notamment les ébauches sur l'engagement et les comportements politiques, sur les groupes politiques dans leur environnement et sur leur interaction, devrait être lu par tous ceux qui ont à préparer ou/et à commenter l'échéance électorale. Il est vrai que tel ou tel contributeur au savoir traité fait fonction parallèlement de commentateur grand public. C'est là une force, non une faiblesse de la science politique française : elle fait appel aux praticiens de la vie politique, qu'il s'agisse de journalistes ou de fonctionnaires, tout en étant disponible pour travailler sur le terrain, qu'il s'agisse d'aider les administrations ou de contribuer à l'effort d'information de la presse et de la radiotélévision. Le *Traité de science politique* est un monument, pas une tour d'ivoire où la scientificité se prouverait par le rejet du monde extérieur, objet de l'étude. Souhaitons-lui donc des visiteurs nombreux, divers et pleins d'appétits variés.

ALFRED GROSSER.

\* *Traité de science politique*, publié sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, Presses universitaires de France, 1985, 4 vol., 723, 713, 713, 556 pages, 360 F le volume.

صلى الله عليه وسلم



500 من الاموال

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,96

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,08
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

#### PROJET RITA-US

LMFRP est un participant majeur dans la mise au point du Système RITA. En France d'abord, puis dans son adaptation aux besoins du Ministère de la Défense des Etats-Unis. Pour faire face aux exigences de ce Challenge, nous commençons une campagne de recrutement d'ingénieurs. Nous recherchons en particulier, un

#### INGÉNIEUR

AVANT UNE EXPERIENCE DE L'INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS.

Il sera chargé :  
- de la réalisation des prototypes,  
- du plan de production,  
- du suivi des matériels.

Il devra donc avoir une bonne connaissance :  
- de la commutation ou des transmissions de données,  
- des systèmes multiprocesseurs,  
- des technologies d'industrialisation.

Etre disponible pour effectuer des déplacements à l'étranger, Et maîtriser parfaitement l'anglais - Nationalité française.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à LMFRP - Service du Personnel - 46, quai Le Gallo, 92103 BOULOGNE.

THOMSON-CSF

#### Ingénieur ayant une première expérience Maîtrise d'Ouvrage

Un poste à Responsabilités Globales dans la Promotion Immobilière

Le plan de développement des activités de promotion (environ 600 logements/an) de notre Entreprise d'Aménagement et de Construction nous amène à rechercher pour notre siège, situé en proche banlieue parisienne, un Ingénieur expérimenté, notre Chef de Service Construction. Rattaché au Directeur du Développement et des Programmes, vous participerez aux études de faisabilité et à la décision de lancement des opérations de construction et d'aménagement. Vous assurerez la conduite de celles-ci dans le respect des équilibres (valeurs financières et techniques) et des objectifs de délai et de qualité, depuis la mise au point des projets jusqu'à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement. Nos souhaits : une formation Ingénieur Grande Ecole, une expérience de maîtrise d'ouvrage d'environ cinq ans. Votre personnalité, votre capacité à travailler en équipe, votre pragmatisme seront parmi les critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 167301 M, à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES  
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72



#### emploi régionaux

#### AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CHEF D'ORCHESTRE DIRECTEUR MUSICAL

LA VILLE DE RENNES recrute  
UN CHEF D'ORCHESTRE/DIRECTEUR MUSICAL  
à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986  
pour être chargé d'une mission d'études et de transformation  
de l'Orchestre de Rennes (21 musiciens) en Orchestre  
à vocation régionale.

Les dossiers de candidature comprenant un C.V. détaillé et  
la copie des titres et des diplômes devront être adressés  
avant le 24 décembre 1985 à M. le Maire, Hôtel de Ville,  
BP 26 A, 35031 RENNES Cedex.

Une copie du dossier devra être envoyée à la cellule des  
Orchestres Permanents, à la Direction de la Musique et de  
la danse,  
53, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

#### URGENT RECHERCHONS

#### OPTICIEN(NE)

Diplômé(e) pour création  
magasin AVIGNON.

Poste à plein temps  
à pourvoir immédiatement.

Ecr. avec C.V. manuscrit à : STÉ  
COOPÉRATIVE D'OPTIQUE  
76, av. Pierre-Sémard, 84000  
Avignon. Tél. : 90-59-82-20.

Nous prions les  
lecteurs répondant  
aux « ANNONCES  
DOMICILIÉES » de  
vouloir bien indiquer  
lisiblement sur  
l'enveloppe le  
numéro de l'annonce  
les intéressants et de  
vérifier l'adresse,  
selon qu'il s'agit du  
« Monde Publicité »  
ou d'une agence.



#### AUDITEUR INTERNE RATTACHE AU DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET COMPTABLES.

Il aura pour mission de contrôler au siège, dans les divisions et les filiales, le respect des règles comptables et fiscales et la bonne application des procédures administratives correspondantes, de proposer des compléments ou des améliorations de ces procédures et d'étudier les remèdes à apporter aux anomalies constatées.  
Formation supérieure de gestion + DECS.  
2 ans d'expérience minimum dans un cabinet d'audit.  
Le poste est à pourvoir au siège social à La Défense.

Adresser CV à SEP Service du Personnel - Tour Roussel Nobel  
Cedex n° 3 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

#### Emplois RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Recrute pour ses activités  
de l'hiver 85-86

#### UNE SECRÉTAIRE COMPTABLE

Poste à pourvoir de suite  
contrat de 3 mois éventuellement  
renouvelable CCN 61

Adr. lettre + curriculum vitae :  
179 bis, quai de Valmy  
75010 PARIS.

#### JURISTE DE FORMATION UNIVERSITAIRE SPÉCIALISÉ(E) EN DROIT DES AFFAIRES ET DES SOCIÉTÉS

recherché(e)

pour activités de consultations, conférences et rédaction  
par groupement professionnel parisien.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous le n° 314 525 M  
LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue de Montcastry, Paris-7.

#### J.L. ou J.F. DYNAMIQUE

Bonne présentation, bon  
contrat, permis anglais  
couramment parlé - pour  
un poste à l'étranger.

Age : 35 ans environ

Env. C.V. et photo à :  
C.M.C. 154, rue de Rivoli  
75001 PARIS.

#### DAPS KONGASS

Leader dans le domaine de la  
collecte, du traitement et de la  
diffusion des informations éco-  
nomiques, financières et  
industrielles.

DANS LE CADRE DE  
L'EXPANSION DE SON  
RESEAU D'ETUDES  
FINANCIERES

#### ANALYSTE FINANCIER

pour assurer la réalisation de  
produits à caractère  
économique et financier.

Ce poste est rattaché à des  
jeunes diplômés de l'enseigne-  
ment supérieur pour :  
- IEP option ECOFI ;  
- Sup de Co, option finances ;  
ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire en  
économie ou finances. La  
connaissance de l'anglais  
et/ou de l'allemand est  
nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite  
et C.V. à DAPS, Service  
du Personnel,  
7, rue Bergère, 75008 Paris.

#### Association cherche COMPTABLE M-Temps

pour tenir compte, C.M.C., opé-  
rations de banque, etc. Expé-  
rience milieu bancaire  
souhaitée.

Adr. C.V. etc. au n° 1 :  
Robert BURKEL, LE BON CONSEIL  
8, Albert-Dupont, 75007,  
Paris.

#### LA VILLE DE CORBELL-ESSONNES

RECHERCHE  
UNE infirmière diplômée d'Etat  
ou UNE puéricultrice pour assu-  
rer la direction d'une PMI.  
Les candidatures sont à  
adresser à :

Monsieur le maire  
Mairie de Ville  
Place Galligani  
91100 CORBELL-ESSONNES.

#### URGENT. Cherche DÉBUT JAN- VIER une personne expérimentée pour aller chercher Corinne (9 ans) et Florent (4 ans) à Paris, faire travailler Corinne, donner les bords et faire élire à mon domicile (Neuilly) de 18 h 30 à 19 h 30, deux jours par semaine. Téléphonez avant 16 h : 42-83-81-90, après 17 h : 47-22-01-18.

#### SI vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volon- té d'entreprendre, offrez-vous un stage pour devenir l'un de nos CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.).

Téléphonez pour renseignements  
75-22-93-98, Paris ou 45-00-  
24-03, poste 40 et pour les  
candidatures au 45-00-82-52,  
poste 223.

#### LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

POSTE CONTRACTUEL  
A DURÉE DÉTERMINÉE  
Admission à études consécutive  
et financière, micro-  
informatique.

Formation supérieure : niveau  
Maîtrise  
Rémunération annuelle :  
10.000 F.

Adm. candidature avec C.V. :  
à 92 81/82 22, rue La Pérouse  
75775 PARIS Cedex 16.

#### Agence relations publiques

recherche

#### UN(E) CHARGÉ(E) DE DOSSIERS

- 25 ans minimum.  
- Formation supérieure.  
(Sc. Soc., L.E.P., etc.).

- Expé. égale dans le do-  
maine de la communication  
institutionnelle (2 à 3 ans  
minimum).

Env. lettre manuscrite, C.V. +  
photo et préc. à : M. AUBERT  
2, rue Lyautey, 75016 PARIS  
POSTE A POURVOIR IMMÉDIAT.

#### traduction offres

Toutes traductions de sur-  
croît de tar. et de ruse.  
Téléphone : 43-26-86-82.

#### GRUPE DE PRESSE PARIS recherche RESPONSABLE ADMINISTRATIF/GESTION

Diplômé(e) de l'enseignement  
supérieur, pour suivi du  
cours de gestion et des do-  
cuments administratifs.  
Une première expérience de 2 à  
3 ans est indispensable.  
Rémunération annuelle :  
150.000 F à 200.000 F.  
Adresser C.V. + lettre + photo  
sous le n° 314.504 M  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montcastry, 75007 Paris.

#### PROFESSIONNEL(LE)

Pour environnement sécurisé  
d'agence 2, rue de Montcastry,  
Tél. : 42-81-68-61.

#### secrétaires

#### ÉTOILE

STÉ DE HAUT NIVEAU rech.

#### DACTYLO

travaillant de textes officiels,  
excellente présentation.

Env. C.V. et photo SATELLITE  
8, r. Copernic, 75116 PARIS.

#### ASSOCIATION CULTURELLE

recherche

#### SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

titre de secrétaire nationale  
17, rue Fontaine, 75001 Paris,  
43-66-48-00.

#### propositions diverses

Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses et  
variées. Demandez une docu-  
mentation (gratuite) sur le  
nouveau service MIGRATIONS  
(M.G.), 8 P. 231.09, PARIS.

#### automobiles

#### ventes

de 8 à 11 C.V.

MAZDA 323 FFSOX  
6 portes bleu mét.  
40 000 km. Parfait état.  
P. 28 000 F. T. 38-89-01-47.

#### DEMANDES D'EMPLOIS

#### JEUNE FEMME 24 ANS DIPLOMÉE B.T.S. DE PUBLICITÉ (Ecole Supérieure)

DIPLOMÉE CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
(Secrétariat-gestion-bureaucratie-administration et infor-  
matique)

LANGUES : Anglais courant  
Espagnol parlé

RECHERCHE

SITUATION ÉVOLUTIVE CORRESPONDANTE

Envoyer sous le numéro 6 844  
LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue de Montcastry, Paris-7.

#### PRESSE - COMMUNICATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Journaliste Économique et Financier

Études supérieures, 15 ans d'expérience

Finances, Banque, Industrie.

Rompre aux contacts haut niveau.

Grandes capacités rédactionnelles. Créatif et discret.

SPÉCIALISÉ EN COMMUNICATION

(interne, externe, définition de stratégie, réalisation opé-  
rations, etc.).

Propose ses compétences à entreprises ou agences de com-  
munication. Missions acceptées. Étude toutes propos.

Ecrire sous le numéro 6 83  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montcastry, PARIS (7<sup>e</sup>).

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20 ans expériences Entreprises industrielles  
et commerciales (Filiales de multinationales)

ÉTUDE TOUTES PROPOSITIONS  
(Mandat social accepté)

Ecrire sous le n° 8.103  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montcastry, 75007 Paris.

#### INGÉNIEUR TECHNIQUE + SOCIAL

Entrepreneur offre :

- expé. indust. diversifiée ;

- connaissances tech. et technico-  
logiques (thermodynamique, sur-  
conception) ;

- dynamisme, efficacité ;

- autonomie, facilité d'adap-  
tation ;

- goût contacts humains ;

- mobilité ;

- maîtrise, aut. angl., esp. pour  
activités en rapport.

Libre représentant  
Ecrire sous le n° 314.598 M.  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montcastry, Paris-7.

Paris 35 e., 12 e. exp. orga-  
nisation, gestion, et indus-  
trielles ; DESS gest. bil.  
angl. ch. poste en Conseil ou  
Tél. (1) 42-40-20-71 Boules.

#### DIRECTEUR INDÉPENDANT

recherche produits innovants  
à diffuser. Possibilités création  
force de vente ou mise en place  
réseau commercial étude des  
propositions.

Ecrire n° 8845

Le Monde Publicité  
5, rue de Montcastry, 75007  
Paris.

40 ans, directeur SAV photo-  
composition et traitement de  
texte, 16 ans d'expérience, re-  
cherche place équivalente ou  
responsable service entretien.  
Tél. : 43-74-47-64.

#### CADRE DIRECTION

40 ans, 100, bilingue anglais.  
10 ans de gestion, organisa-  
tion, contrôle budgétaire, con-  
sulting de profits, etc.

Également France et export.  
C.A. 80 M/50 personnes.

RECHERCHE : Dir. commu-  
nication, marketing ou DGA (re-  
prise à court terme PME).

Ecrire sous n° 8845  
Le Monde Publicité  
5, rue de Montcastry, Paris-7.

Couple 31-27 ans, parlant alle-  
mand cherche emploi étranger,  
congruente, village de  
vacances ou rural.

Si possible bord de mer  
Séjour responsable  
Téléphone : 97-24-35-83.



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75008 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.







# INFORMATIONS « SERVICES »

## LE CALENDRIER DES SOLDES

### D'un quartier à l'autre

**Forum des Halles :** du 2 au 11 janvier.  
**Quatre Temps de la Défense :** du 3 au 11 janvier.  
**Galeries :** à partir du 2 janvier.  
**62, faubourg Saint-Honoré :** à partir du 4 janvier.  
**Parly 2 :** du 3 au 11 janvier.  
**Bazar de l'Hôtel de Ville :** à partir du 4 janvier.  
**Bon Marché :** du 26 décembre au 16 janvier.  
**C. et A. :** du 29 janvier au 6 février.  
**Galerias Lafayette :** du 26 décembre au 8 janvier.  
**Marks et Spencer :** à partir du 24 décembre.  
**Palais des congrès, porte Maillot :** à partir du 3 janvier.  
**Place des Victoires et passage Vivienne :** du 6 au 16 janvier.  
**Le Printemps :** du 26 décembre au 11 janvier.  
**La Samaritaine :** du 2 au 31 janvier.  
**Trois Quartiers :** à partir du 26 décembre.

#### POUR ELLE

**André Pfister (chaussures) :** 4, rue Cambon : à partir du 6 janvier.  
**Angelo Tarlazzi, 67, faubourg Saint-Honoré :** 74, rue des Saints-Pères : à partir du 16 décembre.  
**Anne-Marie Beretta, 24, rue Saint-Sulpice :** à partir du 2 janvier.  
**La Bagagerie, 12, rue Tronchet, 74, rue de Passy :** 41, rue de Four : à partir du 9 janvier.  
**Bouchard (tissus), 54, boulevard Haussmann :** du 27 décembre au 11 janvier.  
**Candide, 4, rue de Mironneval :** à partir du 13 janvier.  
**Carven, 8, rond-point des Champs-Élysées :** jusqu'à la fin du mois.  
**Chanel, 31, rue Cambon :** à partir du 6 janvier.  
**Claire Barrat, 11, rue Cambronne :** 28, rue Danielle-Casanova, 26, Champs-Élysées : à partir du 2 janvier.  
**Cocoon, 25, rue Quentin-Bauchart :** 22, rue du Vieux Colombier, 142, rue de Courcelles : à partir du 3 janvier.  
**Dana, 392, rue Saint-Honoré :** à partir du 16 décembre.  
**Eres, 2, rue Tronchet :** à partir du 23 décembre.  
**Francet et fils :** le 9 janvier.  
**Giverny, 6-8, avenue George-V :** du 3 au 17 janvier.  
**Harrel (chaussures), 64, rue François-I<sup>er</sup> :** depuis le 12 décembre.  
**Jean-Louis Scherrer, 51, avenue Montaigne, 31, rue de Tournon :** à partir du 6 janvier.  
**Laura Astley, 66, rue des Saints-Pères, 64, rue de Ternes :** à partir du 28 décembre.  
**Mac Douglas, 6, rue de Sévres :** à partir du 2 janvier.  
**Nina Ricci, 39, avenue Montaigne :** à partir du 7 janvier.  
**O'Hara, 52, rue de Four :** à partir du 2 janvier.  
**Per Spook, 16, avenue George-V, 56, rue Bonaparte :** à partir du 4 janvier.  
**Pierre Balmain, 44, rue François-I<sup>er</sup> :** à partir du 23 décembre.  
**Pisanti, 56, rue Bonaparte :** jusqu'au 15 janvier.  
**Rayne (chaussures), 6, faubourg Saint-Honoré :** à partir du 16 décembre.

#### POUR LUI

**Armand Thierry :** à partir du 26 décembre.  
**Atelson, 93-95, rue de Longchamp :** à partir du 2 janvier.  
**Bally :** à partir du 2 janvier.  
**Burberry, 8-10, boulevard Malesherbes :** 56 rue de Passy, 45, rue de Rennes : à partir du 2 janvier.  
**Cerruti, 27, rue Royale (hommes) :** du 3 au 11 janvier ; 15, place de la Madeleine (femmes) : à partir du 3 janvier.  
**Christian Dior, 30, avenue Montaigne, 12, rue Boissy-d'Anglas :** du 6 au 10 janvier.  
**Fil Rossetti, 54, faubourg Saint-Honoré :** du 4 au 14 janvier.  
**Hemiphrase, 1, boulevard Emile-Augier, 22, avenue de la Grande-Armée :** à partir du 6 janvier.  
**Jaeger, 5, faubourg Saint-Honoré :** à partir du 7 janvier.  
**Laurin, 2, rue Cambon (hommes) :** 22, faubourg Saint-Honoré : à partir du 2 janvier.  
**Letraite, 62, rue Saint-André-des-Arts :** à partir du 26 décembre.  
**François Villot, 58, rue Bonaparte :** à partir du 3 janvier.  
**Le Monde du Bagage, 9, avenue Rapp :** du 7 au 15 janvier.  
**Claude Montana, 31 et 37, rue de Granelle :** jusqu'à la fin décembre.  
**Rodier :** à partir du 2 janvier.  
**Valentino, 17-19, avenue Montaigne :** à partir du 8 janvier.  
**Yves Saint Laurent, boutiques rive gauche :** à partir du 3 janvier.

#### POUR LUI

**Armys, 14, rue de Sévres :** à partir du 17 janvier.  
**Berdy, 79, avenue des Ternes et 86, avenue Ledru-Rollin :** à partir du 14 janvier.  
**26, boulevard Malesherbes et 74, boulevard Sébastopol :** à partir du 9 janvier.  
**Ermenegildo Zegna, 10, rue de la Paix :** à partir du 14 janvier.  
**Pinet Magli, 76, Champs-Élysées, 1, boulevard de la Madeleine et 70, rue de Passy :** à partir du 26 décembre.  
**14-18 (filles), 75, rue des Vignes, 56, avenue La Bourdonnais (garçons) et 34, rue Vital :** du 4 au 15 janvier.  
**Rodier :** à partir du 2 janvier.  
**Jean Thiot, 17, rue du Louvre, 97, rue d'Alsace et 82, boulevard Haussmann :** à partir du 20 décembre.  
**Tunmer, 5, place Saint-Augustin :** à partir du 2 janvier.  
**Valentino, 17-19, avenue Montaigne :** du 6 au 15 janvier.  
**Yves Saint Laurent, boutiques rive gauche :** à partir du 3 janvier.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LES 12.85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 décembre à 6 heures et le jeudi 19 décembre à 24 heures.

Un affaiblissement du champ de pression permet le passage sur une partie du pays de limites frontales peu actives. Jeudi, un front froid peu actif achève de conquérir le pays. Il donnera le matin un épisode très nuageux accompagné de quelques brumes et de quelques flocons du Jura aux Alpes du nord.

PRÉVISIONS POUR LES 12.85 DÉBUT DE MATINÉE



De sud du Massif Central à l'Aquitaine, ce front manifestera seulement par un ciel très nuageux à couvert le matin. Sur les régions méditerranéennes et les Alpes du sud, le soleil persistera. Le mistral se rétablira pour l'après-midi. Du Nord-Picardie au Nord-Est, les éclaircies seront interrompues par des passages plus nuageux et des averse. Ailleurs, on notera une amélioration avec le développement d'éclaircies plus ou moins belles. Toutefois, les nuages d'une nouvelle perturbation envahiront dans l'après-midi le ciel des régions voisines de la Manche, y apportant des pluies faibles.

Les températures minimales seront de 1 à 3 degrés dans le Nord-Est, 4 à 5 degrés des Alpes au sud du Massif Central, 4 à 7 degrés près de la Manche et de la Méditerranée, 6 à 8 degrés en Aquitaine, 7 à 9 degrés ailleurs.

Les maxima atteindront 4 à 6 degrés dans le Nord-Est, 6 à 8 degrés de la Normandie au Centre et aux Alpes, 12 à 16 degrés près de la Méditerranée, 8 à 10 degrés de la Bretagne à Midi-Pyrénées, 9 à 12 degrés en Aquitaine.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 17 décembre, le second le minimum de la nuit du 17 décembre au 18 décembre) : Ajaccio, 16 et 4 degrés ; Biarritz, 15 et 4 ; Bordeaux, 1 et 0 ; Brétigny, 13 et 10 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 14 et 5 ; Cherbourg, 10 et 10 ; Clermont-Ferrand, 4 et -1 ; Dijon, 4 et 2 ; Douai, 13 et 9 ; Embrun, 14 et 0 ; Grenoble-St-M, 4 et -2 ; Grenoble-Quincampoix, 15 heures, parvis Hôtel de Ville, devant poste (G. Bouteau), 14 h 15, 1, quai de l'Horloge.

« Le vieux quartier Saint-Merri-Quincampoix », 15 heures, parvis Hôtel de Ville, devant poste (G. Bouteau), 14 h 15, 1, quai de l'Horloge.

## PARIS EN VISITES

JEUDI 19 DÉCEMBRE

« Le musée Jacquemart-André et ses collections du dix-huitième siècle européen et de la Renaissance italienne », 14 h 30, 158, boulevard Haussmann.  
 « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant porte façade à gauche (M.C. Hager).  
 « Le Brun et le chantier alchimique du grand siècle. L'initié de la Petite Académie des Versailles », 14 h 30, sortie terre-plein central, métro Palais-Royal (J. Haulte).  
 « L'hôtel de Lauzun ou le Saint-Louis et son décor dix-septième siècle, têt. le matin : 45-74-13-31 (E. Roman).  
 « L'hôtel de Talleyrand », inscriptions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).  
 « Sainte-Clothilde et le gothique retrouvé », 15 heures, 25, rue Les-Casse.  
 « Le couvent des Dominicaines », 14 h 30, métro Rue-du-Bac (C.A. Meson).  
 « Trois cents mètres sous terre dans l'aqueduc d'Arcueil », 14 h 30, métro

## CONFÉRENCES

Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann, 14 h 15, et 18 heures : « La tapisserie d'Arras » (M<sup>me</sup> A. Davy, conservateur musée d'Arras).  
 IFRL, 6, rue Ferns, 17 h 30 : « Situation et perspectives de l'économie américaine » (M. Jean-Daniel Tordjman, ministre plénipotentiaire).  
 62, rue Madame, 19 heures : « Le siècle de Rebus », 5, rue Lavigière, 20 h 30 : « Sept clés de la tradition pour l'attente entre les peuples », présentation Laura Winkler.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 décembre :

### DES DÉCRETS

● N° 85-1330 du 17 décembre 1985 portant certaines dispositions du nouveau code de procédure civile.  
 ● N° 85-1331 du 10 décembre 1985 modifiant le périmètre de certaines installations nucléaires de base.  
 ● N° 85-1332 du 17 décembre 1985 portant application de la loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 élargissant certaines dispositions des lois n° 64-550 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relative à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.  
 ● N° 85-1333 du 10 décembre 1985 modifiant le décret n° 84-667 du 17 juillet 1984 relatif à l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du Centre national de la recherche scientifique.

## EN BREF

### CADEAUX

« NOUVEAU PAS MON PETIT SOULIER » - Jeux et stratégies a reconnu et testé tous les jeux de société que l'on peut trouver en France (il y en a plus de deux cents) et publie dans son n° 36 un « Guide de tous les jeux » (intéressant, niveau de complexité, nombre et âge des joueurs, prix, thème, éditeur) et les a notés (de 0 à 4 coeurs).  
 « Jeux et stratégies » n° 36, décembre 1985-janvier 1986, 18 francs, chez tous les marchands de journaux.

### ENVIRONNEMENT

CRIL - Du 26 décembre 1985 au 2 janvier 1986 un grand chantier d'environnement international aura lieu dans les Cevennes, à la Grand-Combe. Organisé par Chantiers rencontres internationales (CRI) et la Fédération unie des amateurs de jeunesse (FUAJ), il réunira deux cent cinquante jeunes

### LA REVUE ICARE RECHERCHE...

DANS LE BUT D'ILLUSTRER UN DE SES BEAUX NUMÉROS qui ont fait la réputation de ce magazine du monde aéronautique, la revue Icare recherche des photos qui auraient pu être prises lors des évènements sonitiques des blessés de la guerre d'Indochine par la compagnie aérienne TAI, de 1947 à 1954. Il s'agit de photos

### LA REVUE ICARE RECHERCHE...

prises à l'embarquement, dans les avions ou à l'arrivée.  
 \* Icare, Tome 93, Espace Jean-Mermoz, 14-16, rue de Valenciennes, 93500 Paris. Tél. : (1) 48-43-61-31.

### NORD-PAS-DE-CALAIS

LIBÉRATION - Le journal Nord-Eclair publie un numéro spécial sur la Libération du Nord, du Pas-de-Calais et de la Belgique, à l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce numéro spécial peut être commandé à Nord-Eclair, 15-21, rue du Calvaire, 59052 Roubaix, Cedex 1. Prix : 20 F payable par chèque bancaire ou postal (CCP 11700 M Lille).

### SKI

NOËL A LA NEIGE - Outre les brochures habituelles, les hôtes de l'ANIT (Agence nationale pour l'information touristique) tiennent à la disposition du public un éventail de forfaits « Réveillons à la neige » (Noël et Saint-Sylvestre) correspondant à différentes formules de location pour ceux qui cherchent à passer les fêtes hors de chez eux.

A noter que pendant le mois de décembre les stations de la Maurienne et de l'Arche sont à Paris pour y promouvoir leurs produits.

\* ANIT, 8, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS. De 11 heures à 17 heures, du lundi au vendredi. Tél. : 42-66-37-38.

### VOYAGES

LE TRAIN SIFFLERA DEUX FOIS - Après le succès remporté par le « Train à vapeur de la Saint-Nicolas » le 8 décembre (Le Monde du 16 novembre) l'International ferroviaire club propose deux voyages : « Le Train à vapeur du père Noël » le 29 décembre, tracé par la locomotive à vapeur 230 G 353 de la SNCF, il contournera Paris en empruntant la petite ceinture, et le 22 décembre, « le Mistral » (formule train de luxe en Pullman ou « Mistral » simple), entre Paris et Lyon.

\* Pour tous renseignements complémentaires International ferroviaire club, 46, avenue de Savigny, 93400 Aubay-sous-Bois. Tél. : 43-84-78-17.

# L'AUTRE JOURNAL

LE NUMÉRO 10 EST PARU

## CANCER : OU EN EST-ON ? ENTRETIEN AVEC D. STEHELIN

DAVID STEIN : PEINTRE, FAUSSAIRE, GENIAL

JACQUES VERGÈS : DEFENDRE MALGRÉ TOUT

J.-F. LYOTARD : NON A LA POLICE DE LA PENSÉE

PORTRAIT DE M. HEMMERDINGER, LE JUIF DE LE PEN

MARGUERITE DURAS : LA PRINCESSE PALATINE

## ÉCHECS

### KASPAROV BATTU!

Menaçé d'un « massacre » après avoir perdu les deux premières parties de son match contre Kasparov, le grand maître néerlandais Jan Timman a superbement réagi, mardi, en remportant la troisième partie. Kasparov, avec les noirs, a reconnu avoir commis une « terrible erreur » au trente et unième coup, qui, dix coups plus tard, le contraindrait à l'abandon.

Avant les trois dernières parties, le score est de 2-1 en faveur de Kasparov, dont la dernière défaite - hors championnat du monde - remontait à 1983 dans la demi-finale du Tournoi des candidats contre Kortchnoi, à Londres.

Cours de dessin et d'aquarelle dans les musées

Téléphone : 39-55-29-03

## CIRCULATION

### LANCÉMENT

### D'UNE CAMPAGNE

### POUR LE RESPECT

### DES FEUX ROUGES

Le gouvernement va lancer une campagne auprès des automobilistes pour le respect des feux rouges.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier les contrôles seront renforcés. Il faut savoir que le non-respect des feux a provoqué en 1984 plus de 10 000 accidents graves.

Depuis l'augmentation du tarif des amendes, en octobre dernier, tout automobiliste franchissant un feu rouge est passible d'une amende de 2 500 francs et d'une suspension du permis de conduire pouvant atteindre six mois. La suspension est automatique en cas de récidive. Le ministre rappelle, à l'occasion de la campagne télévisée qu'il va lancer, que le passage au feu orange est lui aussi passible d'une amende, de 250 à 600 francs.

## REPÈRES

### SME

3 366

Balance C

Sanque

Grande

Nucléaire

approv

Pétrole

les cou

Vins de

tions p



# économie

## REPÈRES

### SME : tension sur le mark à 3,0660 F

Face à un dollar relativement stable par rapport à ses cours de la veille (7,6800 F et 2,5075 DM à Paris, le mercredi 18 décembre), le système monétaire européen (SME) a été soumis à de nouvelles tensions en raison de la faiblesse persistante du franc belge. La spéculation s'est reportée sur le mark, tandis que la Banque de France devait soutenir le franc belge, ce qui a eu pour effet de faire monter le cours de la monnaie allemande à Paris. Celle-ci s'est inscrite, en fin de matinée, à 3,0660 F contre 3,0610 F la veille, non loin de son cours pivot de 3,0666 F, pour la première fois depuis 1984. Ces soubresauts semblent également alimentés par les rumeurs qui circulent actuellement sur les marchés des changes et selon lesquelles MM. Mitterrand et Kohl auraient été en désaccord à propos des problèmes monétaires, le chancelier ouest-allemand se montrant partisan d'un réajustement assez rapide des parités au sein du SME.

### Balance courante : le déficit américain se creuse

Le déficit de la balance américaine des paiements courants s'est encore creusé pour atteindre 30,5 milliards de dollars durant le troisième trimestre, contre 27 milliards durant les trois mois précédents. Ce déficit, le plus important qu'aient enregistré les États-Unis depuis le quatrième trimestre de 1984, porte à 82,4 milliards le solde négatif des neuf premiers mois de l'année et confirme la position de débiteurs nets des Américains. Il recouvre un déficit commercial de 33,1 milliards de dollars et un excédent de 2,7 milliards de la balance des services. Le département du commerce a, par ailleurs, révisé en baisse ses statistiques sur le déficit de la balance des comptes courants de 1984 à 107,4 milliards de dollars, contre 46 milliards en 1983. Sur cette toile de fond préoccupante, deux nouvelles apparences contradictoires sont intervenues : les consommateurs restent très confiants dans les perspectives à court terme de l'économie américaine, selon le dernier sondage du Conference Board (Institut d'études des milieux d'affaires), mais, contrairement à l'attente de nombreux analystes, les mises en chantier de logements ont chuté de 12,2 % en novembre après une remontée de 9 % en octobre.

### Banque : réforme envisagée en Grande-Bretagne

Destiné à renforcer la surveillance du système bancaire britannique, le Livre blanc, rédigé par le gouvernement a été présenté, le mardi 17 décembre, à la Chambre des communes. Ce document, élaboré par le Trésor sur les recommandations de la Banque d'Angleterre, après le scandale de la banque Johnson Matthey Bankers (JMB) - cet établissement que la Banque centrale avait été tenu de renflouer l'année dernière pour éviter que la crise de confiance ne gagne l'ensemble du secteur du crédit - prévoit un certain nombre de dispositions. Parmi celles-ci figure la création d'un office de surveillance bancaire (Board of Banking Supervision) composé de huit membres, dont cinq « indépendants » recrutés hors de la Banque d'Angleterre. Dorénavant, les banques seront tenues d'informer automatiquement leur autorité de tutelle lorsqu'elles consentiront à un client des prêts équivalant à plus de 10 % de leur capital. Par ailleurs, les établissements de crédit devront disposer d'un capital minimum de 1 million de livres, la dénomination de banque étant réservée à ceux dont le capital dépasse 5 millions de livres.

### Nucléaire : l'accord sino-américain approuvé par le Congrès

Le président américain Ronald Reagan a signé, le mardi 17 décembre, un texte du Congrès approuvant l'accord de coopération nucléaire avec la Chine. M. Reagan a ainsi obtenu un succès sur un Congrès qui voulait initialement imposer des conditions préalables plus strictes sur la non-prolifération nucléaire pour ratifier l'accord (le Monde du 12 décembre). L'accord, ratifié sans modification, va permettre aux sociétés américaines - au premier rang desquelles Westinghouse - de venir concurrencer la société française Framatome et l'allemande KWU, pour participer au programme nucléaire chinois (voir page 5). Quant à la non-prolifération, l'administration Reagan a déclaré se satisfaire des garanties verbales fournies par la Chine.

### Pétrole : nouvelles incertitudes sur les cours du brut

Les prix ont brusquement rechuté, le mardi 17 décembre, sur les marchés pétroliers à la suite de rumeurs - apparemment infondées - de baisses prochaines des cours des bruts vénézuéliens et mexicains. Les prix ont ainsi perdu entre 50 cents et 1 dollar par baril sur un marché étroit, déserté par les grandes compagnies. Malgré un démenti du ministre mexicain du pétrole, la livre sterling s'est de nouveau affaiblie devant cette évolution des cours du pétrole. Alors que le marché n'est pas encore stabilisé, de tels mouvements de « nervosité » ne surprennent pas les courtiers.

### Vins de Bordeaux : les exportations progressent de 28 %

Les exportations de vins de Bordeaux ont progressé de 28 % pour la campagne 1984-1985, passant d'une valeur de 2,8 milliards à 3,6 milliards de francs. En volume, les ventes à l'étranger n'augmentent que de 9 %, à 1 700 000 hectolitres. Parmi les principaux clients, la Grande-Bretagne a supplanté la Belgique pour la première place, et les États-Unis sont passés du troisième au quatrième rang, au profit des Pays-Bas. Mais, en valeur, les États-Unis restent les premiers acheteurs. La chiffre d'affaires en France s'élève à 4,7 milliards de francs pour 2,2 millions d'hectolitres. L'industrie du vin de Bordeaux repose sur une production annuelle moyenne de 4 millions d'hectolitres, produits sur 81 000 hectares par 20 000 viticulteurs. Elle emploie au total, directement ou indirectement, 60 000 personnes. Selon le comité interprofessionnel du vin de Bordeaux, le millésime 1985 est considéré comme « excellent » et déjà baptisé « l'année de la comète ».

## SOCIAL

### LÉGER RECUL DU CHOMAGE EN NOVEMBRE

### On assiste à un ajustement spontané des effectifs en fonction de la production

Avec une baisse du nombre de chômeurs de 0,6 % en données brutes, et de 0,5 % en données corrigées des variations saisonnières, le gouvernement devrait être satisfait. Selon les chiffres publiés le mardi 17 décembre, par le ministère du travail, le chômage a enregistré en un an un recul de 1,2 %, correspondant à 28 000 demandeurs d'emploi de moins inscrits à l'ANPE.

Depuis janvier 1985, 77 500 chômeurs de moins en données corrigées, M. Lionel Stoléru estimant pour sa part que le chômage a augmenté de 3 000 000 personnes depuis le début de l'année. D'après l'indicateur ARIES, il y avait 3 035 000 chômeurs au 1<sup>er</sup> décembre. Fin novembre, on comptait 2 958 100 personnes inscrites à l'ANPE en données brutes, 2 355 100 en données corrigées. Ces résultats viennent confirmer trois mois successifs de diminution après des mois de relative stabilité. Surprise ou accalmie, au début de 1985, l'embellie se transformerait donc en une tendance profonde vérifiée par d'autres indices, plus sensibles à l'évolution économique. Ainsi, le rythme des pertes d'effectifs salariés se ralentit (moins 0,4 % en 9 mois) ; le nombre de journées indemnisées au titre du chômage partiel (728 900 en octobre) est en baisse de 10 % en un mois et de 26,6 % en un an. De

même, le travail temporaire a progressé au premier semestre, selon les deux syndicats patronaux, le PROMAT et l'UNETT, de 25 % en nombre de contrats signés et de 17 % en heures travaillées (+ 11 % en novembre).

Avec ces différents indicateurs, on pourrait conclure que la situation de l'emploi s'améliore et que le chômage, à son tour, s'aggrave moins. Mais des signes de tassement apparaissent dans cette évolution relativement rassurante. Des exemples ? Traditionnellement, on peut juger de l'évolution du chômage en observant les flux d'entrée et de sortie de l'ANPE. Or ce note une progression du nombre des inscriptions en cours de mois en données brutes comme en données corrigées sur un an (+ 0,7 %, + 11,3 %), que la seule augmentation des deux jours non ouvrés en novembre ne saurait expliquer. Parallèlement, l'amplitude de la variation de la quantité d'annulations sur les listes, en données brutes (-13,6 % en un mois, + 20,9 % en un an) ou en données corrigées (+ 5,5 % en un mois, + 37,4 % en un an) n'a pas été uniquement influencée par l'existence des ponts de la Toussaint et du 11 novembre. Ainsi, les placements par l'ANPE diminuent en données brutes (-26,1 % en un mois, - 5,1 % en un an), tout comme les annulations justifiées par une reprise d'activité (-23,7 % en un mois, + 2 % en un an) et même les radiations à la suite d'une absence au contrôle (- 4,8 % en un mois, + 23,7 % en un an).

### Plus de chômeurs indemnisés

Toutefois, on assiste bel et bien à une recomposition du marché du travail et de la structure du chômage. La précarité liée à un emploi à durée déterminée et les missions d'intérim représentent maintenant près de la moitié des causes d'inscription à l'ANPE (47,3 % des cas), tandis que la proportion de licenciements économiques diminue (14,5 %). Ce qui tend à démontrer que les statistiques mensuelles traduisent de plus en plus un ajustement spontané des effectifs en fonction des besoins de la production.

ment spontané des effectifs en fonction des besoins de la production.

Ce nouveau paysage se trouve complété par l'évolution des statistiques de l'UNEDIC pour les chômeurs indemnisés. Également rendues publiques mardi, celles-ci indiquent une augmentation du nombre des allocations servies à 2 027 391 personnes en novembre (+ 2,5 % en un mois) et même estimées à 2 232 600 à titre rétroactif pour ce même mois. Une fois soustraits les préretraités (620 800), le nombre de chômeurs indemnisés, évalué à 1 708 200, apparaît en progression (+ 1 % en un mois, + 6,7 % en un an). A cela, une explication qui s'accompagne d'un constat inquiétant : progressivement, les effets négatifs du décret de 1982 - réduisant les prestations - se trouvent corrigés par la convention de 1984, ce qui fait que le pourcentage des chômeurs indemnisés passe de 63,8 % à 71,3 % en un an. Cela est dû pour l'essentiel à la croissance (+ 161,4 % en un an), lourde de conséquences, de l'allocation de solidarité versée aux chômeurs parvenus à la fin de leurs droits à l'assurance.

On peut donc présenter le schéma suivant : tandis que certains perdent toute chance de se réintégrer dans le monde du travail (30,3 % des chômeurs le sont depuis plus d'un an, et l'ancienneté moyenne s'élève à 322 jours), la plupart des demandeurs d'emploi sont condamnés à ne trouver qu'un travail précaire. D'autres espèrent encore s'en sortir grâce à la formation, en constante progression (+ 127 % en un an), ou à la création de leur propre entreprise (64 876 depuis le début de l'année). Ceux qui ont retrouvé un emploi salarié stable ne sont pas les plus nombreux.

ALAIN LEBEAUE.

## LA JOURNÉE D'ACTION DE LA CGT

### ENTRAÎNERA

### PEU DE PERTURBATIONS

La journée nationale d'action que la CGT organise le jeudi 19 décembre pour, selon la formule de M. Henri Krasucki, rendre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail « inviolable et inopérant », devrait entraîner peu de perturbations. A EDF, des baisses de production sont prévues, mais il n'y aura pas de coupures de courant. A la SNCF, des arrêts de travail d'une heure minimum ont été décidés, mais, selon la direction, le trafic sera normal pour les voyageurs tant sur les grandes lignes que pour la banlieue. A la RATP, des débrayages auront lieu au moment de la manifestation parisienne. Le Comité interyndical du Livre parisien a appelé à un arrêt de travail de 10 heures à 12 heures au moment du défilé sans empêcher la sortie des journaux. Une grève de vingt-quatre heures est annoncée dans les ports et docks, un arrêt de travail d'une heure minimum dans les aéroports.

Quant à la fédération de la métallurgie CGT, elle appelle « les salariés de Citroën, de Peugeot, comme tous ceux de l'industrie automobile » à décider d'arrêts de travail. Un débrayage d'une demi-heure a été annoncé à Renault-Douai contre la flexibilité et les « atteintes aux libertés », la CGT ayant l'intention de « saboter » la campagne électorale de M. Michel Delebarre, ministre du travail. A Paris, la préfecture de police a refusé, en raison de travaux, le point d'arrivée de la manifestation (à laquelle participera le syndicat parisien CFDT des services) prévue à partir de 10 h 30 de l'Hôtel de Ville à la Concorde. Mais la CGT a maintenu son parcours. « Il n'y a pas à négocier un autre itinéraire. Chacun assumera ses propres responsabilités », a déclaré M. François Duteil, secrétaire de la CGT, devant la presse.

« Mise en garde de la CFTC contre une déréglémentaire générale... » A l'issue de la réunion de son conseil confédéral, la CFTC « invite le patronat à ne pas se lancer dans l'ouverture d'une déréglémentaire générale, quelles que soient les circonstances politiques futures. Tout abus pourrait déclencher des réactions graves et diffi-

ciles à contrôler. » La CFTC, qui a demandé une entrevue au CNPF, réclame aussi « une relance de la politique contractuelle dans tous les domaines, mais face aux offensives menées de divers côtés contre le SMIC, elle se prononce catégoriquement pour le maintien d'un salaire minimum national ».



## ALGERIE - الجزائر

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE

Direction études et développement

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

### NATIONAL ET INTERNATIONAL

N° ETD/02/85

Un appel d'offres national et international est lancé en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité projet Acide acétique et dérivés.

Cet appel d'offres s'adresse aux ingénieurs et bureaux d'études spécialisés pour la réalisation de cette étude.

Les soumissionnaires intéressés doivent déléguer, à partir de la date de parution du présent avis et jusqu'au 15 janvier 1986 à 16 heures, un représentant dûment mandaté pour retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise nationale de la pétrochimie. Direction étude et développement. Boîte postale n° 07, SKIKDA, contre le versement de la somme de 300 dinars algériens (300 DA).

Les offres accompagnées des documents exigés par la réglementation algérienne en vigueur seront adressées, sous double enveloppe, à :

**DIRECTION ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT**  
Entreprise nationale de la pétrochimie  
Zooe industrielle de Skikda  
B.P. 07 - SKIKDA

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :

« Appel d'offres n° ETD/02/85  
Confidentiel - A ne pas ouvrir »

L'enveloppe intérieure contenant la soumission comportera le sigle ou la raison sociale du soumissionnaire.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante jours (40 jours) après publication de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix jours (90 jours) à compter de la date de clôture du présent appel d'offres.



## AFFAIRES

### M. Gattaz qualifie de campagne calomnieuse les informations sur des dissensions au sein du CNPF

Au cours d'une conférence de presse menée au pas de charge, le 17 décembre, M. Yvon Gattaz, le patron de l'Union nationale des patrons, a balayé d'un revers de la main les signes de contestation qui se sont manifestés au sein du CNPF et que ses plus proches collaborateurs qualifient de préoccupants il y a à peine huit jours.

« Il ne s'agit que d'une campagne calomnieuse », a déclaré le patron des patrons, en faisant allusion aux critiques que lui a adressées M. Girard, président de la Fédération nationale des travaux publics, qui avait démissionné il y a deux mois de son poste de vice-président du CNPF.

« Tout cela a été largement amplifié. Que je sois contesté de temps à autre, c'est normal. J'ai d'ailleurs quelques défauts. Il est évident qu'une organisation comme la nôtre doit gérer des contradictions, et résoudre des problèmes. Et il est naturel que j'arbitre. »

Entouré de ses cinq vice-présidents exécutifs (MM. Yvon Chotard, Michel Maury-Larivière,

Guy Brana, Jacques Dergagne et Pierre Bellon), M. Gattaz a lancé en les regardant : « Avons-nous l'air de nous détester ? », et a habilement évité de s'apitoyer sur un sujet qui n'est pas de nature à servir le patronat dans son ensemble. Mais, en monopolisant la parole, il n'a pas parfaitement dissipé le malaise.

Un des vice-présidents confiait, d'ailleurs, à l'issue de la conférence de presse : « Je me suis éclipé par une porte dérobée pour ne pas avoir à faire, sur cette question, des commentaires même officieux. »

Résumant les travaux de l'assemblée générale, dans un one-man-show au cours duquel M. Chotard a eu droit à quelques minutes de parole, et M. Brana à quelques secondes, M. Gattaz a « contesté l'optimisme de commande sur la situation de l'économie française », niant les signes d'amélioration de la conjoncture, « sauf pour la réduction de l'inflation, qui constitue un net progrès, même si elle reste supérieure de trois points à l'inflation allemande ».

Le président du CNPF a lancé un appel à la délégitimation tous azimuts. Mais, attention ! Pour les chefs d'entreprises, « la liberté des prix, ce n'est pas la liberté de faire flamber les prix ; la liberté des changes, ce n'est pas la porte ouverte à la spéculation internationale sauvage ». Toute la question est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin, et quand l'Etat-tribune doit siffler.

Le CNPF ne récusait pas d'ailleurs un minimum de réglementation. Mais, cédant à son penchant pour les bonnes formules, M. Gattaz a déclaré à l'adresse de tous les tra-

vailleurs : « Moins de lois signifie beaucoup plus de contrats. L'adaptation aux changements technologiques, l'amélioration du temps de travail, l'adaptation du droit de licenciement, le travail différencié, voilà du grain à moudre. La porte des négociations est grande ouverte. »

Non seulement au niveau national des branches professionnelles, mais aussi dans les unions territoriales, car « la décentralisation, le CNPF y est favorable ».

FRANÇOIS GROSHARD.

## ÉTRANGER

En Italie

### Rupture des négociations entre patronat et syndicats

De notre correspondant

Rome. — Les négociations directes entre patronat et syndicats, rompues le 26 septembre après huit ans de « non-dialogue », ont abouti, le mardi 17 décembre, à une rupture maladroite de médiation de dernière minute du ministre du travail, le socialiste M. Gianni De Michelis. Les parties ne sont pas parvenues à trouver une position commune sur la réduction des horaires : les trois confédérations communiste, socialiste, démocrate-chrétienne — se présentaient unies pour demander une réduction de quarante à trente-huit heures hebdomadaires étalées sur trois ans.

La Confindustria, confédération patronale, appuyée d'ailleurs par l'organisation des employeurs du secteur public, objectait qu'une telle formule aboutissait à renchérir de plus de 5 % le coût du travail, et ce alors que la compétitivité de l'industrie italienne est déjà menacée par un différentiel d'inflation de plusieurs points annuels par rapport à ses voisins européens.

Sur ce sujet, les positions ne se sont jamais rapprochées. D'autant moins dans la dernière ligne droite de la négociation, M. Cesare Romiti, administrateur délégué général de la firme Fiat, dont on connaît le poids dans l'économie péninsulaire, avait mis en garde M. Luigi Lucchini, patron des patrons, contre tout laxisme sur la question des horaires de travail. Formellement pourtant, le constat de désaccord s'est fait sur un autre des thèmes en discussion : l'échelle mobile.

L'objectif recherché était une limitation de l'automatisme d'un tel système, dont les effets inflationnistes sont évidents et qui, de surcroît, bridaient la marge de négociation des syndicats face aux employeurs. Depuis quatre ans, des formules diverses avaient été essayées dont la plus traumatisante

pour les représentants des salariés avait certainement été la décision prise par décret en février 1984, par le premier ministre socialiste, M. Bettino Craxi, de limiter automatiquement par décret l'augmentation, automatique de l'échelle mobile.

En réalité, sur ce point, une formule de rapprochement est esquissée. Le ministre de la fonction publique avait signé en novembre un accord, avec les syndicats d'employés de l'Etat dont la Confindustria reconnaît aujourd'hui qu'il est applicable dans le secteur privé. Jusqu'à un maximum de 580 000 lires (environ 2 500 F) par mois, l'échelle mobile jouera à 100 %. Pour la partie du salaire dépassant ce chiffre, en revanche, l'augmentation automatique de la rémunération sera rapportée au chiffre de l'inflation limitée à 25 %.

Le reste (soit la moitié du moyen national du salaire) sera laissé à la négociation entre les parties. En outre, la révision deviendra semestrielle et non plus trimestrielle comme actuellement. La Confindustria devait s'engager solennellement à appliquer, en l'absence même d'un accord, cette formule à laquelle le gouvernement a souscrit la restitution du drainage fiscal (1) pour 1985 — environ 300 F par salarié.

L'accord entre le gouvernement et les syndicats de la fonction publique a, en revanche, été signé le 17 décembre dans la soirée. Outre la clause concernant l'échelle mobile, il prévoit la semaine de trente-six heures pour les quelques trois millions et demi de salariés de l'Etat. En réalité, la plupart d'entre eux bénéficient déjà de ce temps de travail réduit. Seuls huit cent mille fonctionnaires sont donc directement intéressés par le nouvel accord.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le drainage fiscal est le surcroît de ponction qu'entraîne, sans correction, le simple jeu de l'inflation.

## ENTREPRISES

### L'accord ATT-CGE serait « suicidaire », selon la CGT

M. Sainjon, secrétaire général des métaux CGT, a estimé, le 17 décembre, que le projet d'accord entre le groupe nationalisé CSE et le géant américain ATT dans les télécommunications constituait « une des plus grandes déceptions nationales qu'on ait connues ». « Il y a plus qu'un accord entre la CGE et les pouvoirs publics », a expliqué M. Sainjon. « L'Etat et les autres conduisent le pays à un sous-développement industriel. (...) C'est une saignée épouvantable dans les emplois, l'abandon en série de produits, de recherches, des millions de francs engloutis. (...) Il faut arrêter ces décisions suicidaires », a conclu M. Sainjon.

D'autre part, le rapport d'expertise technique et financière sur les centres téléphoniques d'ATT, demandé par les pouvoirs publics à la direction générale des télécommunications, sera remis le 15 février. Les ingénieurs doivent préciser les conditions de connexion des centres, du groupe américain, au réseau français actuel et au négocié des prix avec le constructeur.

### L'Espagne produira des ordinateurs japonais

Telefonica, la société semi-publique de télécommunications, a signé un accord avec le groupe japonais Fujitsu pour la production en Espagne d'ordinateurs de moyenne puissance dans environ cinq ans. Une société commune, Fujitsu Espana, sera créée, dotée de 60 % par le groupe nippon et de 40 % par Telefonica. L'objectif de ventes, est fixé à 3 milliards de francs la première année.

### Finair achète cinq avions ATR-72

La compagnie aérienne finlandaise Finair a conclu, le 16 décembre, un contrat pour l'achat de cinq avions ATR-72 et a pris une option pour trois autres appareils. L'ATR-72 est une version allongée de l'avion franco-italien ATR-42. Il peut transporter soixante-six personnes. Les avions seront livrés en 1989.

### Prothèses médicales : Sanofi se « désengage » au profit de Richards

Sanofi, filiale « hygiène et santé » du groupe ELF-Aquitaine, poursuit son désengagement du secteur médico-hospitalier. Elle a conclu avec la société américaine Richards, spécialisée dans les prothèses, un accord aux termes duquel Richards acquiert 50 % du capital de deux filiales de Sanofi spécialisées dans la distribution de matériel médical, la Société française de fournitures chirurgicales, et la MMS Quirquies, «an Espagnol» respectivement 60 millions et 40 millions de francs de ventes prévues cette année. Sanofi cède aussi à la firme américaine 20 % du capital de Sanortho, sa filiale spécialisée dans la production de prothèses (25 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985). Richards devant porter sa participation à 50 % dans un délai d'un an. Cette vente suit celle, le mois dernier, d'une autre filiale de Sanofi, les laboratoires Dubernard Hospital, à l'américain Baxter Travenol.

### La Deutschebank va vendre en bourse 10 % du capital de Daimler

La Deutschebank va vendre les 10 % du capital du constructeur automobile ouest-allemand Daimler-Benz qu'elle a acquis en rachetant, en septembre, la quasi-totalité de l'empire Fick pour 5 milliards de deutschemarks. Les titres seront cotés dans les Bourses ouest-allemandes et suisses au prix de 1,12 DM l'action. Cette opération, qui devrait rapporter 3 milliards de deutschemarks, est la première étape de la cession « par appartements » de Fick.

### La société Georges Maurer en liquidation de biens

A la suite d'une condamnation pour escroquerie, prononcée le 19 novembre contre les dirigeants de la société Georges Maurer, commissaire agréé auprès de la Bourse de commerce de Paris, le conseil d'administration de cette société a décidé de démissionner. Après un dépôt de bilan le 17 décembre, le tribunal de commerce a prononcé la liquidation de biens. L'escroquerie portait sur des opérations sur les marchés à terme du café, du cacao et du sucre entre 1983 et 1977. M. Jacques Maurer et son fils Patrick ont été depuis incarcérés, après une nouvelle accusation d'escroquerie portant sur la période 1979-1985 (Le Monde des 17 avril et 17 décembre 1985).

### Massey-Ferguson veut « satelliser » ses moissonneuses-batteuses

La société canadienne de machines agricoles a entrepris de négocier avec les banques et les gouvernements de l'Ontario et du Canada un nouveau plan de restructuration financière. Le troisième depuis 1980. Il s'agit de « corriger les distorsions conjonctionnelles » du groupe et de constituer une société associée — Massey Combines Corp. — non cotée dans laquelle Massey ne détiendrait que 40 %, le reste étant dévolu aux banques, qui convertiraient leurs créances en actions, et par « des personnes », précise le communiqué de Massey. Cette restructuration de l'activité moissonneuses-batteuses devrait permettre à l'entreprise de rester viable, en attendant la reprise du marché. Celle-ci a chuté de 24 % en un an sur le marché nord-américain.

### Charbonnages de France : comptes équilibrés et baisse de l'endettement en 1985

Les comptes des Charbonnages de France (CDF) en 1985 devraient être équilibrés (comme en 1984), a indiqué son directeur général M. Michel Hug. La production de charbon s'élèvera, cette année à environ 16,5 millions de tonnes, contre 16,7 millions initialement prévues et 18,8 millions en 1984, soit une baisse d'environ 9,3 % en un an. CDF a pu réduire, en 1985, son endettement de 1,5 milliard de francs, ce qui marque un « enravement de tendances ». Pour l'avenir, CDF doit pouvoir, en 1988, financer ses coûts de production sans l'aide de l'Etat, c'est-à-dire comme une « entreprise normale » et non comme une « institution ».

## FAITS ET CHIFFRES

• Formation en alternance : M. Delabarre annonce des mesures de simplification. — M. Michel Delabarre, ministre du travail, a annoncé, le 17 décembre à Dijon, une série de mesures pour assouplir les modalités de la formation en alternance.

• Délai de réflexion chez Citroën. — Le délai de réflexion laissé aux 475 salariés restants de la fonderie de Clichy (Seine-Saint-Denis) et aux 128 de Nanterre (Hauts-de-Seine), usines appartenant à Citroën qui seront fermées le 31 décembre, pour accepter une mutation respectivement vers les usines de Charleville (Ardennes) et de Trémery (Moselle), ou, dans le cas des étrangers pour un retour au pays, est prorogé jusqu'à la mi-mars.

date à laquelle un comité central d'entreprise fera le point, a annoncé la direction de la firme au comité central d'entreprise réuni le 17 décembre. Des stages de formation organisés hors de l'entreprise par des organismes spécialisés seront proposés aux salariés qui souhaitent améliorer leurs possibilités de reclassement.

(Publié)  
APPEL  
UN CASIER D'IDENTIFICATION  
ETABLISSEMENT PUBLIC DU GRAND LOUVRE  
Un casier d'identité de contributeurs de bureaux de vote de l'Union nationale des patrons, dans la région de l'Indre-et-Loire, est prévu pour le 20 décembre 1985. Il est ouvert à tous les pays de la Communauté européenne et hors Communauté européenne. Des listes de contributeurs des contributions : 8 janvier 1986 à 14 heures.

### Les bonnes habitudes du « patron des patrons » franc-comtois

De notre correspondant

Besançon. — A cinquante-quatre ans, M. Daniel Binétruy est un président heureux. L'Union patronale interprofessionnelle du Doubs, dont il a la charge depuis 1982, regroupe près de 85 % des patrons du département. Ses interventions laissent une marque. La dernière campagne de l'Union patronale contre les barrières de dégel (une simple conférence de presse et une affiche montrant un cadenas bloquant la roue d'un camion) a suscité des réactions immédiates. « Certains voulaient y aller avec des camions, organiser des cortèges sur les routes. Mais moi je préfère des actions qui laissent une place à la discussion et à la négociation », dit M. Binétruy. « Je préfère que la porte reste ouverte quand je veux voir le préfet. »

La formule est sans doute bonne puisque le préfet, en lui remettant il y a une dizaine de jours les insignes de chevalier de l'Ordre du mérite, a déclaré : « Tant qu'il y aura des hommes de cette nature, on peut être confiant en l'avenir du pays. »

Fils d'un représentant en machines à bois du Val de Saône (Doubs), le président de l'Union patronale qui a été élu cette année à la tête de la fédération régionale des patrons franc-comtois, a appris à appliquer au syndicalisme les méthodes du vendeur opérateur. Un coup de pub et le démarchage à domicile avec de solides arguments dans l'attaché-case.

« Quand je veux vendre une machine, je n'engage pas mon client », confie en toute simplicité ce petit patron qui, en prenant la succession de son père, a assuré la progression de l'entreprise familiale

(cent deux salariés) créée en 1947 sur les plateaux jurassiens. Son élection à la tête des instances locales du CNPF est plus qu'un symbole : elle démontre la volonté des PME franc-comtoises d'affirmer leur identité.

« Le patronat », répète M. Daniel Binétruy dans les réunions d'information qu'on lui organise dans les cantons, ne fait pas de politique. « Mais attention, ajoute-t-il, cela ne veut pas dire qu'il reste indifférent à ce qui se passe. Et parfois, on soulèverait plus de ferment dans les orientations du CNPF. »

Cependant, ce n'est pas tant dans des instances comme l'assemblée générale (« c'est la grand-messe ») qu'à l'occasion des réunions de l'assemblée permanente du CNPF ou des petits déjeuners de M. Gattaz, que sont soulevées les questions qui préoccupent les chefs d'entreprise franc-comtois : la flexibilité de l'emploi, la dévaluation du franc « qui interviendra inévitablement après mars 1986, parce que si elle est psychologiquement mal acceptée, elle est économiquement nécessaire », les syndicats (« La France est foutue si elle bouge tout de suite après les élections »), le chômage (« On pourrait le résorber en créant des chantiers de grands travaux routiers par exemple »), l'alternance « qui devrait pouvoir jouer comme aux Etats-Unis sans qu'on bouscule les règles du jeu ».

« Ceux qui réussissent, conclut-il, ce ne sont pas forcément les grosses têtes, mais ceux qui ont de bonnes habitudes de travail. » Et, pour le patron des patrons franc-comtois, une de ces bonnes habitudes consiste à venir à son bureau tous les matins à 5 h 45.

CLAUDE FABERT.

## VOUS SOUHAITEZ VOUS SÉPARER DE VOTRE PC PORTABLE ? APPELEZ ECS : 47 63 12 30.

Votre IBM PC portable ne suffit plus à vos besoins ? Chez ECS, nous le reprenons pour 8.000 F, et même 10.000 F si vous achetez un autre micro IBM, BULL ou COMPAQ. Si ECS vous propose aujourd'hui cette opération exceptionnelle, c'est que notre vocation est bien plus large que la simple location de matériel informatique : distribution, conseil, vente, reprise, changement de configuration, formation, assistance, maintenance : autant de compétences qui font d'ECS la plaque tournante entre les entreprises et les constructeurs.

\* Offre de reprise valable en région parisienne, jusqu'au 10 janvier 1986, sur les IBM PC-R 258 K, 2 disquettes, clavier français.

**ECS**



NOUS RELIONS L'OFFRE A LA DEMANDE

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI

FINANCI



## FINANCES

### LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ VA « RÉCUPÉRER » LA BANQUE LA HÉNIN

Après la Banque SOFINCO (crédit à la consommation) au début de l'année, la Compagnie financière de Suez « récupère » la Banque La Hénin (crédit à l'immobilier), qui, comme la SOFINCO, lui avait été retirée lors de leur nationalisation en juin 1982. Suez reconstruit donc son empire bancaire, encore accru, depuis deux ans, avec l'acquisition de la Banque Vernet et de la Banque parisienne de crédit. L'opération se fera par échange de titres. La Compagnie de Suez cédera à l'Etat des actions du CIC contre 100 % du capital de la banque La Hénin.

### COMMERCE INTERNATIONAL

#### FRANCE-MEXIQUE: DES ÉCHANGES ENCORE TROP FAIBLES

Les relations économiques entre la France et le Mexique sont trop faibles. Ce constat de M. Edith Cresson à l'ouverture de la réunion de la deuxième commission mixte franco-mexicaine, le 17 décembre, est largement conforté par les statistiques : la France ne représente que 4 % des importations du Mexique, 2 % des exportations. 2 % des investissements étrangers. Une présence décevante en dépit d'un effort, les neuf premiers mois de l'année ayant vu les ventes de produits français progresser de 21 % à 2,1 milliards de francs, alors que les importations de la France, en baisse de 23 % par rapport à la période correspondante de 1984, étaient ramenées à 4,1 milliards. Une évolution qui ne va pas sans poser de problèmes au Mexique, engagé dans un difficile processus d'assainissement économique et financier pour sortir du piège de son endettement, alors que le pays, selon le ministre du commerce, M. Hector Hernandez Covarrubias, doit moderniser son industrie et a besoin d'un apport de 4 milliards de dollars de capitaux étrangers en 1986.

## TRANSPORTS

### APRÈS LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE TERRE-NEUVE

#### Les demandes d'enquêtes parlementaires se multiplient aux Etats-Unis

Il s'est écoulé exactement 1 minute et 40 secondes jeudi 12 décembre entre le moment où le DC-8 d'Arrow Air a commencé son décollage sur l'une des deux pistes de l'aéroport de Gander (Terre-Neuve) et l'instant où il s'est écrasé, tuant 248 militaires américains et 8 membres d'équipage, a indiqué le 17 décembre M. Peter Bong, chargé de la conduite de l'enquête canadienne.

Cette information a été extraite de la « boîte noire » contenant les enregistrements des données de vol actuellement en cours d'analyse au laboratoire du Centre national de recherches à Ottawa.

Les enquêteurs canadiens ont affirmé que les heures de travail de

#### SERVICE MINIMUM SI LES CONTRÔLEURS AÉRIENS MAINTIENNENT LEUR GRÈVE LE 20 DÉCEMBRE, annonce M. Josselin

Au cas où les contrôleurs aériens mettraient à exécution leur menace de grève pour le vendredi 20 décembre, le secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, a déclaré qu'un service minimum, conformément à la loi du 31 décembre 1984 qui a rétabli le droit de grève pour le personnel de la navigation aérienne, serait mis en place par l'administration.

Le ministre ajoute, à propos des demandes de négociations avec les pouvoirs publics : « Il faut rappeler que depuis le mois de juillet, un travail de fond sur l'ensemble des problèmes de la navigation aérienne et que trois groupes de travail sur l'évolution des professions et la formation doivent remettre leurs rapports au ministre précisément le vendredi 20 décembre. »

## MATIÈRES PREMIÈRES

### LA CRISE DE L'ÉTAIN

#### Aucune initiative de la CEE...

La Grande-Bretagne a réitéré sans succès, le mardi 17 décembre, à Bruxelles, sa tentative d'obtenir une initiative concertée de la Communauté européenne pour régler la crise de l'étain. L'Allemagne fédérale, la France, le Danemark et les Pays-Bas ont exprimé, au cours d'une réunion des ministres des affaires étrangères, leur opposition de principe à une telle initiative, tandis qu'aucun participant, à l'exception de la Commission européenne,

n'a soutenu Londres. La Communauté « n'envisage pas d'action commune à ce stade » et « attend les résultats de la réunion du Conseil international de l'étain » (CIE), a déclaré à l'issue de la rencontre qu'il présidait le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos. Toutefois, à près de deux mois de la fermeture - provisoire - du marché de l'étain, des solutions financières s'esquissent à Londres.

#### ... mais des leurs de solution

##### De notre correspondant

Londres. - Après des semaines d'un pessimisme qui allait s'aggravant, on constate de nouveau depuis quelques jours, à Londres, les signes d'un prudent espoir de parvenir à une solution de la crise du marché de l'étain. Malgré des positions et des intérêts très divergents, les différentes parties au conflit laissent entendre que les chances d'aboutir enfin à des compromis relativement satisfaisants pour tous pourraient commencer à se dessiner ce mercredi 18 décembre, lors de la réunion du Conseil international de l'étain (CIE).

Si les négociations paraissent bien engagées, les autorités de la Bourse des métaux de Londres, qui se réuniront le 20 décembre, pourraient envisager pour la deuxième semaine de janvier une reprise des transactions de l'étain. Celles-ci ont été interrompues le 24 octobre lorsque, en raison d'une surproduction croissante, le CIE s'est montré incapable de poursuivre sa mission, à savoir maintenir les prix au moyen d'un stock régulateur.

##### Des créanciers moins exigeants

L'organisme chargé de gérer ce stock s'est retrouvé quasiment en état de cessation de paiement, tandis que les cours, se situant à environ 8 000 livres la tonne, menaçaient de s'effondrer. Le problème est toujours de savoir si les vingt-deux pays représentés au CIE sont disposés à honorer, au moins partiellement, les dettes de l'organisation, qui s'élevaient à quelque 900 millions de livres (près de 10 milliards de francs). Jusqu'à présent la majorité de ces

pays s'y refusait, estimant ne pas être légalement tenus de participer à ce remboursement.

Toutefois les créanciers - seize banques qui ont accordé des prêts au CIE et treize compagnies de courtage à la Bourse de Londres - qui s'étaient engagés dans des opérations d'achat au nom de l'organisation semblent maintenant moins exigeants. C'est le cas notamment des courtiers, qui risquent ni plus ni moins de se retrouver en faillite si la crise se prolonge ou s'achève par l'effacement du CIE.

De part et d'autre on paraît se résigner à un arrangement permettant de « limiter les dégâts » et autorisant le CIE à reprendre ses activités avec des ambitions très limitées. Les débiteurs (les pays producteurs et consommateurs) et les créanciers pourraient s'entendre pour une reprise des transactions sur la base d'un prix se situant aux alentours de 6 000 livres la tonne, ce qui paraît préférable à une libération totale du marché, avec des cours baissant, selon toutes probabilités, jusqu'à 4 000 livres, soit moitié moins qu'en octobre.

Les principaux pays producteurs - Malaisie, Indonésie et Thaïlande - estiment ne pas être en mesure de contribuer financièrement autant que les pays développés à l'opération de sauvetage et au remboursement. Mais ils semblent moins réticents aujourd'hui sur le principe d'un

accord. Les pays consommateurs ont évidemment intérêt à une diminution des prix. Mais ils comptent parmi eux la Grande-Bretagne, qui se trouve dans une situation très particulière puisqu'elle doit se préoccuper de défendre ses banques créancières et surtout les compagnies de la Bourse des métaux de Londres.

Le gouvernement de M. Thatcher sait que la crise de l'étain peut avoir des répercussions sur le marché des autres métaux et risque à terme de mettre en péril le fonctionnement de l'ensemble de la place de Londres. Il a donc multiplié les démarches diplomatiques auprès des gouvernements français et allemand, considérant que la Grande-Bretagne, étant donné ses intérêts propres, doit supporter une part plus grande du poids financier d'un compromis.

Les Britanniques sont d'autant plus inquiets que Français et Allemands ont fait savoir auparavant qu'ils ne seraient pas mécontents de voir se créer de nouvelles places, en dehors de celle de Londres, à Paris ou à Hambourg. Mais d'un point de vue plus politique qu'économique, l'esprit communautaire pourrait finalement prévaloir.

FRANCIS CORNU.

### SCIENCES PO cycle de conférences sur la politique en France en 1986

L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS organise à partir du lundi 13 janvier prochain un cycle de 20 conférences sur le thème : « LA FRANCE EN ÉLECTIONS ». Politique et société en 1986.

S'adressant à un large public, le programme portera notamment sur l'évolution des institutions, la situation des partis, le rôle des syndicats et des groupes engagés, le contexte économique, le rôle des médias, la situation de la France dans le monde, l'analyse politique et quantitative des résultats des élections du 16 Mars 1986.

Placées sous la conduite d'Alfred GROSSER, ces conférences auront lieu de 18h30 à 20h30, les lundis et jeudis - avec le concours de Gérard ADAM, Guy CARASSONNE, Roland CAYROL, Jean CHARLOT, Olivier DUHAMEL, Michèle JAFFRE, Georges LAVAU, Henri MENDRAS, Jean-Luc PARODI, Michel PÉREZ, Antoine PROST, Jean RANGIER, Bruno REYMOND, René REYMOND.

Renseignements et inscriptions : Service de Formation Continue de l'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS 215, Boulevard Saint-Germain 75007 PARIS - Tél. (1) 42.60.39.60

### AVIS AU PUBLIC

Ligne à 2 circuits 400 KV Gâtinais - Tabarderie : travaux Tabarderie - Commune de Orléans-sur-Loire et modification de la ligne existante à 400 KV Mayenne-Tabarderie aux abords du poste de Tabarderie.

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITÉ DE FRANCE, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction et de modification des lignes visées ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITÉ DE FRANCE comporte une feuille d'impact.

Pendant deux mois, de lundi 16 décembre 1985 au vendredi 28 février 1986 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après, excepté les jours fériés :

- A la préfecture d'ORLÉANS, bureau des opérations immobilières et de l'urbanisme :
  - du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 16 h 30 ;
  - le vendredi de 8 h 30 à 15 h 30.
- A la sous-préfecture d'ORLÉANS :
  - du lundi au jeudi, de 8 h 45 à 16 h 30 ;
  - le vendredi de 8 h 45 à 15 h 30.
- A la sous-préfecture de MONTARGIS :
  - de lundi au jeudi, de 8 h 15 à 16 h 45 ;
  - le vendredi de 8 h 15 à 15 h 45 ;
  - le samedi de 8 h 15 à 11 h 30.
- A la mairie d'OUZOUER-SUR-LOIRE :
  - de lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h ;
  - le samedi de 8 h à 18 h, le mercredi de 14 h à 19 h, le vendredi de 16 h à 17 h 30, sauf les après-midi des mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE :
  - de lundi au vendredi de 8 h 15 à 12 h et de 13 h à 17 h 30 ;
  - les mardis 24 et 31 décembre 1985, de 8 h 15 à 12 h et de 13 h à 16 h 30.
- A la mairie de SULLY-SUR-LOIRE :
  - de lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
  - le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- A la mairie de BELLEGARDE :
  - le lundi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h 30 ;
  - du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h ;
  - le samedi de 9 h à 12 h.
- A la mairie de LORRIS :
  - du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- A la mairie d'ALLUILLIERS-EN-GATINAIS :
  - le mardi et le vendredi de 18 h à 20 h, sauf le mardi 24 décembre 1985.
- A la mairie de BONNEF :
  - les lundis, jeudis, vendredis de 17 h 30 à 19 h ;
  - le mercredi de 10 h à 11 h 30.
- A la mairie de BOUZY-LA-FORÊT :
  - le lundi de 8 h 30 à 11 h ;
  - les mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 9 h à 12 h, sauf le mardi 24 décembre 1985, le jeudi 2 et le vendredi 3 janvier 1986.
- A la mairie de BRAVEN-VAIL :
  - les mardis et vendredis de 16 h à 19 h ;
  - les mercredis, jeudis et samedis de 10 h à 12 h, sauf les jours compris entre le lundi 20 et le vendredi 24 janvier 1986 inclus.
- A la mairie de CHATEAUNEUF :
  - le mardi de 9 h à 12 h ;
  - le jeudi de 14 h à 16 h et de 18 h à 19 h ;
  - le dimanche de 9 h 30 à 11 h.
- A la mairie de DAMPIERRE-EN-BURLY :
  - le lundi et le vendredi de 14 h à 17 h, sauf les mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de LES BORDES :
  - de lundi au samedi de 8 h 30 à 12 h.
- A la mairie de QUIERS-SUR-SEIGNE :
  - les mardis et jeudis de 16 h 30 à 19 h 30 ;
  - le samedi de 12 h à 14 h.
- A la mairie de SURY-ES-BOIS :
  - les mardis et vendredis de 17 h à 19 h, sauf les mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de VIELLES-MAISONS-SUR-JOUDRY :
  - le mardi au vendredi de 17 h à 19 h.
- A la mairie de SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD :
  - les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 16 h à 19 h, sauf entre le 21 janvier et le 3 février 1986.
- A la mairie de SAINT-PÈRE-SUR-LOIRE :
  - le lundi de 16 h à 18 h ;
  - le mercredi de 15 h à 18 h ;
  - le jeudi de 10 h à 12 h ;
  - le vendredi de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.
- A la DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE, RÉGION CENTRE :
  - 16, rue Adèle-Lucas-Chenault - Division Energie (4<sup>e</sup> étage) - 45055 - SAINT-JEAN-LE-BLANC - CEDEX ;
  - de lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

LE PRÉFET, commissaire de la République.

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

CEICA/42-96-41-12 56bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## VOUS CHERCHEZ UN PC PORTABLE? APPELEZ ECS: 47 63 12 30.



Vous rêvez d'un portable livré sous 48 heures? Tentez votre chance chez ECS. La position unique d'ECS, partenaire indépendant qui suit le marché au jour le jour et réagit instantanément, lui permet de vous faire aujourd'hui cette offre. Bien sûr, nous n'allons pas vous faire croire que notre stock est inépuisable. Mais il est certain que nous pourrions satisfaire les premières commandes. Qui d'autre qu'ECS pourrait vous faire une telle promesse?

**ECS**

NOUS RELIONS LA DEMANDE À L'OFFRE

صوتنا من الامم



# AGRICULTURE

POUR UN MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE

## Frères des hommes, Peuples solidaires et Terre des hommes proposent une modification du système d'aides

Avec le retour des pluies, certaines régions des pays du Sahel et du Zaïre disposent d'excédents de productions alimentaires, quand à l'intérieur des mêmes pays d'autres régions connaissent encore la pénurie. L'échange triangulaire consiste à financer par des dons l'achat des excédents et leur expédition là où la nourriture manque. La campagne porte sur l'achat de 10 000 tonnes de céréales pour une valeur de 25 millions de francs.

«Aider l'aide à assésiner l'aide». C'était le slogan du congrès international des Jeunes Agriculteurs à Ouagadougou (Burkina) en décembre 1984. Un collectif d'organisations non gouvernementales (Frères des hommes, Peuples solidaires, Terre des hommes) vient de lancer une campagne qui correspond parfaitement à cet objectif : que l'aide apportée par les pays développés contribue au développement des pays du Sahel, afin que cette aide ne soit plus nécessaire. Baptisée Afrique verte, en référence à l'Europe verte, cette campagne vise à développer les échanges «triangulaires».

Le collectif a obtenu le soutien d'un large éventail d'hommes politiques, et l'Assemblée européenne a

accepté que 4 % des crédits consacrés à l'aide alimentaire soient désormais utilisés pour des échanges triangulaires. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas une nouveauté, plusieurs expériences ont déjà été menées. La base juridique pour de tels échanges existe au sein de la Convention d'aide alimentaire (CAA) signée en 1980 par les principaux pays donateurs ; mais elle est peu utilisée.

Pourtant, les prises de position sur les effets pervers de l'aide alimentaire classique, comme sur les avantages des «triangulaires», sont nombreuses, qu'elles émanent de la Banque mondiale, de la FAO, du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), du Club du Sahel, ou des organisations représentant les agriculteurs et la coopération dans la CEE.

L'Europe cependant n'admet pas les opérations triangulaires effectuées à l'intérieur d'un même pays, ou portant sur des denrées disponibles dans la Communauté. C'est pourquoi les principales opérations prévues pour 1985-1986 par le collectif Afrique verte portent sur des «périquations» alimentaires au sein d'un même État. Par exemple : 3 000 tonnes de petit mil depuis la Casamance et le Sine Saloum vers le nord du Sénégal, 1 000 tonnes de mil depuis l'ouest du Burkina vers le nord du plateau Mossi, ou 500 tonnes de petit mil du sud du Niger vers le nord de Niamey, etc.

### Effets pervers

Les avantages de ce type d'échanges sont nombreux. Cela diminue le caractère néfaste de l'aide alimentaire, qui selon le dossier du collectif a un caractère structurel et donc permanent pour 80 % à 85 % des volumes expédiés, contre 15 % à 20 % d'aide d'urgence.

On sait que le développement de nourritures (provenant des excédents des pays développés) entraîne une baisse des cours et donc des revenus paysans et constitue une véritable incitation à ne pas produire. Cet effet est encore plus pervers pour la campagne en cours. Une partie de l'aide promise au titre de la campagne 1984-1985 n'est pas encore arrivée à destination. Elle risque, lorsqu'elle sera livrée, de perturber des marchés, car elle coïncidera avec des récoltes abondantes.

Les capacités de réception portuaire et de transports routiers ne sont pas adaptées à l'importance des volumes expédiés. D'où l'engorgement des ports et la nécessité d'outils de stockage, investissements peu productifs.

Avec leurs céréales ou leur poulailler de lait, les pays développés exportent aussi leur modèle de consommation. Ainsi l'aide débouche-t-elle, lorsqu'elle vient à cesser, sur l'accroissement des importations.

En revanche, les échanges entre États du Sud avec les denrées achetées à un prix plancher favorisent le maintien des cours et donc le revenu paysan. Comme ces opérations sont menées sur place par des groupes de producteurs, elles contribuent à l'organisation économique et à la formation à la gestion des agriculteurs.

Les activités locales de transport et de commerce sont encouragées, de même que sont réhabilités les savoir-faire paysans dans le domaine du stockage.

Enfin, et ce n'est pas le plus négligeable, en offrant aux producteurs des débouchés, on évite une tentation forte - en fait le phénomène est déjà visible - de réduire les cultures vivrières sans acheteurs immédiats au profit de la culture du coton surtout.

Pour l'ensemble des pays du Sahel, les importations de céréales (commerciales plus aide alimentaire) sont passées de 200 000 tonnes au début des années 60 à 1,7 million de tonnes en 1984. La production de céréales, entre 1981 et 1984 pour cinq de ces pays (Burkina, Mali, Niger, Sénégal, Tchad) a diminué de 5,5 millions à 3,9 millions de tonnes. Dans le même temps, la production de coton augmentait de 106 000 tonnes à 154 000 tonnes.

### M. Abdou Diouf engagé

Les gouvernements des pays africains ne manifestent pas un grand enthousiasme pour les échanges triangulaires, car l'aide alimentaire classique représente pour eux une source de revenu. Le collectif Afrique verte estime à 66 % le volume des aides qui sont vendues par les gouvernements, 16 % étant échangées contre du travail.

Toutefois, au Sénégal, où s'est tenu en octobre dernier un colloque sur les aides triangulaires, avec des représentants du Burkina, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Zaïre, des officiels européens et français et les collectifs d'ONG belges, français, belges et luxembourgeois, le président Abdou Diouf s'est personnellement engagé en faveur d'une opération-test. Déjà, dans ce pays, l'échange triangulaire a des effets sur le commerce intérieur, avec l'obligation de respecter un prix plancher, mais aussi avec la suppression des autorisations administratives de transport.

Si certains blocages administratifs peuvent être levés au sein d'un seul pays, on conçoit que les obstacles restent grands pour libérer les échanges et ouvrir les frontières, surtout dans des pays où les troubles sont endémiques et la sécurité intérieure fragile. C'est en ce sens que l'action du collectif Afrique verte, qui travaille en liaison avec des ONG des pays concernés, contribue aussi à l'émergence d'un marché commun agricole africain.

JACQUES GRALL

\* Pour soutenir l'action de collectif, des chèques à l'ordre d'Afrique verte peuvent être envoyés, sous enveloppe ordinaire non affranchie, à l'adresse suivante : CCP Afrique verte, 75115 Paris Cedex 15.

### Aménagement de la RN 137 Liaison NANTES-BORDEAUX

Ouverture d'une section de voie express sur le territoire des communes de SORINIÈRES, LE BIGNON, MONTBERT, AIGREUILLE-SUR-MAINE, REMOUILLE et VIEILLEVIGNE en LOIRE-ATLANTIQUE : BOUFFÈRE et SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE.

Avis d'ouverture d'enquête publique relative au projet d'aménagement de la RN 137 - ouverture d'une section express entre les lieux-dits «La Cour Neuve» (Commune de SORINIÈRES en LOIRE-ATLANTIQUE) et «La Rangière» (commune de SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE).

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'attribution du caractère de route express à cette section nouvelle, la modification des plans d'occupation des sols des communes de MONTBERT en LOIRE-ATLANTIQUE et BOUFFÈRE et SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE se déroulera pendant 57 jours consécutifs du 16 décembre 1985 au 10 février 1986 inclus.

- La commission d'enquête sera constituée par :
- M. Louis PENEC, receveur hors-classe des PTT en retraite, demeurant à Saint-Sébastien-sur-Loire en Loire-Atlantique - 151, rue de la Libération, Président de la commission.
  - M. Albert COUTANT, Chef de bureau en retraite, demeurant à Sainte-Hermine en Vendée - 6, rue Georges-Clemenceau, commissaire-enquêteur.
  - M. René LECUREUIL, technicien supérieur du génie rural en retraite, demeurant à Reze en Loire-Atlantique - 25, rue Jules-Duval, commissaire-enquêteur.
  - M. Maurice MOUSSY, attaché principal de préfecture en retraite, demeurant à Nantes - 14 ter, rue Coquerbert-de-Neuville, commissaire-enquêteur suppléant.
  - M<sup>me</sup> Joëlle FORTIN, attachée de préfecture en retraite, demeurant à La Roche-sur-Yon en Vendée - 33, rue d'Esquembourg, commissaire-enquêteur suppléant.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 15.

#### - En LOIRE-ATLANTIQUE :

- A la Mairie des Sorinières du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.
- A la Mairie du Bignon du mardi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h 30 et le samedi matin de 9 h à 12 h 30.
- A la Mairie de Montbert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.
- A la Mairie d'Aigreuil-sur-Maine du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ainsi que le vendredi matin et le samedi matin de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de Remouille du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h et le lundi après-midi de 14 h à 17 h.
- A la Mairie de La Planchette du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 45, ainsi que le samedi matin de 10 h à 12 h.
- A la Mairie de Vieilleville du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h, ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.

#### - En VENDEE :

- A la Mairie de Montaigu du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de Saint-Georges-de-Montaigu du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de Bouffère du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 15, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de l'Hébergement du mardi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30, ainsi que le samedi de 14 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de Brissac du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 15 h à 17 h, ainsi que le samedi de 9 h 30 à 12 h.

Tous les lieux d'enquête précités seront fermés les 25 décembre 1985 et 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les lieux sus-mentionnés, soit les adresser par écrit au président de la Commission d'enquête, à son domicile précédemment indiqué.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la Commission d'enquête aux jours et heures suivants :

- A la Préfecture de Nantes les 7 et 8 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; les 3 et 4 février de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- A la Mairie des Sorinières Mercredi 22, jeudi 23 et vendredi 24 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 25 janvier de 10 h à 12 h.
- A la Mairie d'Aigreuil-sur-Maine Mercredi 29, jeudi 30 et vendredi 31 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 1<sup>er</sup> février de 9 h à 12 h.
- A la Mairie de Montaigu Mercredi 5, jeudi 6 et vendredi 7 février de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 8 février de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la Commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi que dans les préfectures de Loire-Atlantique et de Vendée, et à la sous-préfecture de l'arrondissement de Nantes.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions, ainsi que des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les usines concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11,30 % - 1974

Les intérêts courus du 21 décembre 1984 au 20 décembre 1985 seront payables à partir du 21 décembre 1985 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 11), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 15,94 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 83,63 F.

CNT - Obligations 10,20 % - 1975

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> janvier 1985 au 31 décembre 1985 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986 à raison de 97,80 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 10) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 15,29 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 75,49 F.

Il est rappelé que les titres appartenant à la série «C» sont remboursables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en compte « nominatif pur » seront réglés aux titulaires directement par la Caisse nationale des télécommunications.



SEMA-METRA, dans le cadre de sa stratégie de développement, vient de conclure un important accord avec JEUMONT-SCHNEIDER.

SEMA-METRA va acquiescer la filiale de commerce et d'assemblage des moteurs de la CERCI - filiale de JEUMONT-SCHNEIDER spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques industriels.

Le chiffre d'affaires de la CERCI en 1983, sera de 220 millions de francs F.T. pour un effectif de 400 personnes.

La société du groupe SEMA-METRA recevant ce fonds de commerce conservera le nom de CERCI et constituera le cœur des activités de SEMA-METRA en ingénierie de systèmes informatiques industriels.

La cession sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Par cet accord, SEMA-METRA devient l'un des plus importants groupes européens en informatique industrielle.

Afin de renforcer cette alliance, JEUMONT-SCHNEIDER vient de prendre une participation de 5 % dans le capital de SEMA-METRA.

### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 16 % - 1981

Les intérêts courus du 4 janvier 1985 au 3 janvier 1986 seront payables à partir du 4 janvier 1986 à raison de 720 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 119,55 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 592,05 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 7 598 à 71 242 seront au tirage et ont le 5 novembre 1985, cessent de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, à partir du 5 novembre 1985.

Le paiement des intérêts et le rachat des titres seront effectués aux frais des titulaires des obligations directes du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perception) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris 7<sup>e</sup>, ainsi qu'aux guichets de la banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

- D'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT.

- D'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bonhomie, des certificats nominatifs concernés.

### GAZ DE FRANCE

La chambre spéciale des agents de change vient de faire connaître que, à la date du 20 novembre, elle avait reçu :

• 1 255 590 obligations à 8,5 % avril 1971 G.D.F.

• 1 114 930 obligations à 8,5 % février 1972 G.D.F.

Soit un total de 2 370 520 obligations présentées à l'échange contre des titres participatifs G.D.F.

L'offre publique d'échange portant sur un total de 1 400 000 millions de francs, le taux de réussite d'échange est donc de 84,7 %.

Le Gaz de France remercie les porteurs qui lui ont ainsi très largement manifesté une nouvelle fois leur confiance.

### LE NOUVEAU DE J.-P. CHEVÈNEMENT

Ce qui va changer. Ce qu'il faut penser de la réforme.

LE NOUVEAU DE J.-P. CHEVÈNEMENT

NUMÉRO DE DÉCEMBRE EN VENTE PARTOUT.

## SICAV

## BANQUE NATIONALE DE PARIS

### LA BNP CREE UNE NOUVELLE SICAV DE COURT TERME NATIO-SECURITE

La BNP crée une nouvelle Sicav de court terme dont le portefeuille sera constitué d'obligations françaises peu sensibles à l'évolution des taux d'intérêt, notamment d'obligations à taux variable, et de bons du Trésor.

Natio-Sécurité recherchera une évolution aussi régulière que possible de sa valeur liquidative afin d'offrir à ses actionnaires un placement parfaitement liquide proposant une rémunération proche de celle des marchés de l'argent à court terme.

Les droits d'entrée et de sortie sont nuls. Le capital initial de Natio-Sécurité est de FRF 500 millions. La valeur initiale de l'action est de FRF 50.000.

BNP. la banque est notre métier







## LA LUTTE ANTITERRORISTE

### Un rapport policier sur Action directe

Le Figaro, du 18 décembre, publie des extraits d'un rapport de M. François Le Mouél, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) au ministère de l'Intérieur, sur l'état des investigations policières contre Action directe. La lettre confidentielle, datée de mardi, en avait publié, la veille, un résumé.

Cette note de synthèse a été remise, selon notre confrère, le 3 décembre, au directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe. On se refusait, mercredi matin, au cabinet de M. Pierre Joxe, à en confirmer ou à en démentir l'existence. Ce document, dont le Figaro publie en fac-similé l'une des pages, semble cependant authentique.

Estimant que « l'année 1985 aura été marquée par l'escalade dans la gravité des attentats commis et revendiqués par Action directe », l'auteur s'interroge : « Pourquoi sommes-nous actuellement tenus en échec. En effet, depuis une vague d'arrestations en décembre 1984 et la détection de vingt-quatre membres du mouvement terroriste comme prévenus ou condamnés définitifs, il n'y eut qu'une arrestation, en septembre. »

Les réponses données par le rapport sont nuancées : « Il ne s'agit pas d'un problème de coordination (...) La coopération entre les différents services qui sont directement engagés dans la recherche des membres d'Action directe s'effectue dans les meilleures conditions, et sans la moindre réticence (...) Il ne s'agit pas d'un problème de moyens, même si certains moyens actuels doivent être améliorés. Les moyens

en hommes existent. S'ils sont actuellement trop dispersés, compte tenu de l'éventail très large des investigations entreprises, ils peuvent à tout moment être concentrés sur les objectifs (...) Les moyens en matériel doivent être améliorés. Devant la difficulté croissante des surveillances, il nous faut nous tourner vers des techniques et des matériels de plus en plus performants. »

Au total, selon ce document, l'obstacle rencontré est double : « Un problème de renseignements d'une part, un problème technique de l'autre. » Dans le passé, explique son auteur, nombre des arrestations effectuées dans les rangs d'Action directe avaient leur point de départ dans des renseignements émanant de sources humaines. Depuis plus d'un an, les services spécialisés ne disposent pas de sources humaines suffisamment fiables et surtout suffisamment bien placées.

#### Carences

Sur le second point, le rapport, tout en estimant qu'il s'agit d'un problème technique, plaide pour le rétablissement des fiches d'hôtel et d'un fichier des garnis, la généralisation des fiches d'embarquement et de débarquement dans les aéroports, une refonte des conditions de délivrance des visas, une durée de la garde à vue calquée sur celle qui est autorisée dans les affaires de stupéfiants (quatre jours) et, enfin, la création d'un groupe de magistrats spécialisés qui centraliseraient au plan national les dossiers affectés aux organisations terroristes les plus virulentes.

« Les difficultés propres à la recherche et à la neutralisation d'un groupe terroriste ayant acquis un haut degré de technicité sont telles qu'il n'existe aucune solution miracle », conclut le rapport. Celui-ci ne plaide donc pas pour un changement radical de politique, l'UCLAT ayant de plus reçu récemment le renfort d'une unité policière d'élite centralisée, de RAID (Recherche, assis-

tance, intervention, détection), créée par M. Robert Broussard, adjoint opérationnel au directeur général de la police.

Les carences mises en évidence résultent à la fois d'un passé ancien et, paradoxalement, de l'efficacité de la répression jusqu'en décembre 1984. Un passé ancien, puisque la suppression des fiches d'hôtel, dont le rétablissement est réclamé de longue date par les policiers, fut le fait de M. Michel Poziatowski quand il était ministre de l'Intérieur, sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing. Une efficacité récente, dans la mesure où certaines interpellations ont coupé plusieurs fils tenus par les policiers, en mettant hors circuit certains terroristes repérés. La radicalisation d'Action directe, dans son alliance avec la Fraction armée rouge allemande et les Cellules communistes combattantes belges, a réduit les possibilités d'infiltration et marginalisé certains « indicateurs » de la police, qui en savent « moins qu'hier ».

## PLAN D'URGENCE POUR LA DETTE LATINO-AMERICAINE

Le groupe de Carthagène, qui réunit onze pays latino-américains, a proposé, à l'issue de sa rencontre de Montevideo, le 17 décembre, un plan d'urgence pour faciliter les négociations sur la dette et permettre aux pays de la région - dont l'endettement global est estimé à 370 milliards de dollars - de renouer avec une croissance suffisante.

Sans torpiller les propositions américaines du « plan Baker », les participants en ont, en fait, demandé l'extension et l'amélioration dans un programme en neuf points dont les principaux sont : un accroissement de 3,5 à 4 % des engagements des banques commerciales ; le plan Baker prévoit une augmentation limitée à 2,5 % ; une capitalisation partielle des intérêts dus ; une poursuite de 15 à 20 % des opérations financières par les organisations multilatérales sans conditionnalité accrue ; un développement des facilités du Fonds monétaire international destinées à soutenir les pays confrontés à une baisse des cours des matières premières.

## Sur le vif

### Sympa

Génial, ce sondage dans le Midi ! Un sondage IPSOS réalisé lundi par téléphone auprès de huit cents personnes, dont plus de la moitié n'avaient pas vu Mitterrand à la télé. Vous savez ce qu'on leur a demandé ? S'ils le trouvaient sympa, le président. On a répondu plein de sous pour ça. Question principale. C'est vrai, c'est essentiel pour un chef d'Etat d'être aimable, plaisant, bon vivant, boute-en-train. La « res », sa compétence, son sérieux, son souci du bien public en dehors de toute ambition de politique politicienne, on s'en tape. L'important, c'est qu'il soit « bon copain ». C'est le coup de blanc sur le compteur, c'est de savoir s'il fera un bon voisin de vestiaire, de camping ou de palier. Vous imaginez le Daily Telegraph à être plutôt favorable à Thatcher, tirant... sur vingt colonnes... 64 % des Anglais : le premier

ministre est sympa ? Impensable. Que voulez-vous, ils sont froids, les British. Ils sont conspués. Question sentiments, ils ferment de bonne heure.

Nous, sur ce plan-là, on ne craint personne. Regardez Gallo, il ne recule devant rien, même pas le ridicule, pour relever et flatter l'image de son saint patron. Au Figaro, même topo. En tous cas, vous savez ce qu'ils nous ont révélé hier au sujet de l'affaire ? 73 % des chers Français : Mitterrand doit partir et la gauche perd... La CNPF penche pour la droite. Super ! Vous vous seriez doutés d'une chose pareille, vous ? Moi, non. J'étais scie.

C'est fou ce qu'on s'instruit à la lecture de la presse dans ce pays ! Moi, je suis comme Fabius, j'apprends tous les jours.

CLAUDE SARRAUTE.

## LA VISITE A PARIS DU GRAND RABBIN DE MOSCOU

### Talmud et langue de bois

Le grand rabbin de Moscou, Adolf Chavitch, aura eu tout le loisir de visiter la capitale française. Les représentants des institutions religieuses et communautaires juives françaises ne se sont pas bousculés pour le rencontrer. Le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, s'est opportunément souvenu qu'il devait se rendre en Israël. Le grand rabbin de Paris, M. Alain Goldmann, s'occupe ostensiblement son homologue moscovite, de l'avis de ce dernier... Seul M. Théo Klein, président du CRIF, rencontrera M. Chavitch, « à titre privé ».

Adolf Chavitch, accompagné de deux membres du Comité antisioniste soviétique, MM. Ziv et Golovick, doit participer, le jeudi 19 décembre, à une table ronde organisée par le MRAP sur le problème des juifs soviétiques. La venue de ces personnalités soviétiques est consécutive à une demande formulée par le MRAP, organisation antiraciste française proche du PCF, auprès de M. Leonid Zaitsev, lors de la visite en France de M. Gorbachev.

On peut dire que les autorités soviétiques n'ont pas facilité la tâche du MRAP. Cette organisation, en effet, est informée par une dépêche de l'AFP datée de Moscou du nom des person-

nalités déléguées, la dépêche indiquant par ailleurs que le grand rabbin et ses deux accompagnateurs déclaraient faire partie du Comité antisioniste de l'Union soviétique, un groupement dirigé par un ancien militaire juif, le colonel Dragounski. Cette organisation a pour activité principale de justifier en URSS et à l'étranger l'attitude des autorités soviétiques, vis-à-vis d'Israël et de la diaspora juive.

La dialogue avec les juifs français de toutes tendances, souhité de bonne foi par les dirigeants du MRAP, risque donc fort de se limiter à un face-à-face entre des juifs soviétiques et les quelques juifs qui, en France, défendent encore les positions de l'URSS en la matière.

En outre, M. Chavitch et Ziv, tout trait pour le mieux pour les juifs soviétiques : les synagogues sont pleines, et ils occupent des « positions de quinze, vingt fois plus importantes que leur importance pour eux-mêmes dans la population ». Lorsque l'on évoque le cas d'Anatoly Tchicharantaki, condamné à trois ans de prison pour activités d'espionnage, le grand rabbin estime que « toute campagne pour sa libération fait partie des activités antisémitiques ».

L. R.

## En URSS

### UN NOUVEAU RESPONSABLE DE LA RADIO-TELEVISION

M. Alexandre Axionov, jusqu'à présent ambassadeur d'URSS en Pologne, a été nommé président du comité d'Etat pour la radio et la télévision soviétique, a annoncé le 16 décembre l'agence Tass. M. Axionov est âgé de soixante et un ans. Il a occupé divers postes, en particulier au KGB, et à Minsk où il a été président du conseil des ministres de la République de Biélorussie. Il succède, à la direction de la radio et de la télévision (poste considéré comme important), à M. Sergueï Lapine, soixante-trois ans, qui était en fonction depuis 1970 et avait dirigé auparavant l'agence Tass. M. Lapine est membre du comité central depuis 1966. M. Axionov siège lui-même dans cet organisme depuis 1976.

**JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE**  
Chateaubriand fut ministre ? Sous quel régime ? Réponse dans « LE JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE » de HATIER

**20 MICROS FAMILIAUX** jugés par des pros  
**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**  
25 Photos vendues marchandise de journaux

Le numéro de « Monde » daté 18 décembre 1985 a été tiré à 449 144 exemplaires

A B C D E F G

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100.3 MHz)  
à Bordeaux (101.2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)  
à Limoges (102.1 MHz)  
à Toulouse (88.6 MHz)

**MERcredi 18 décembre**  
**Alô « le Monde »**  
47-20-62-57  
préparé par FRANÇOIS KOCH  
**POLICE ET TERRORISME**  
avec EDWY PLENEI  
**JEUDI 19 décembre**  
**« le Monde » reçoit**  
Philippe Brunon  
PDG DU GROUPE HEDDARD  
avec PHILIPPE BOUCHER

**le premier robot-photo**  
supercompact 24 X36  
autofocus

FUJI réalise une première mondiale, jamais un compact autofocus n'avait été aussi simple. La DL200 est entièrement automatique : chargement, exposition, flash, motorisation, réglage de sensibilité jusqu'à 1600 ISO. Le FUJI DL200 est compact et léger comme son prix d'achat : 1 890 F. Un appareil disponible à découvrir immédiatement chez :

**IMAGES**  
le spécialiste FUJI  
31 et 24, rue Saint-Augustin  
75002 PARIS - Tél. : (1) 47-42-42-42  
Métro : Opéra ou 4-Septembre

## A Marseille

### L'EVENUELLE CANDIDATURE DU BATONNIER SUR UNE LISTE DU FRONT NATIONAL PROVOQUE LA DEMISSION DE TREIZE MEMBRES DU CONSEIL DE L'ORDRE

Treize des vingt et un membres du conseil de l'ordre du barreau de Marseille ont présenté, mardi 17 décembre, leur démission pour protester contre la candidature de leur bâtonnier, M. Raoul Legier, aux prochaines élections législatives et régionales sur une liste du Front national.

Bien que cette candidature ne soit pas annoncée officiellement et que le bâtonnier se soit refusé à tout commentaire, elle a fait l'objet d'une réunion particulière des membres du conseil de l'ordre. C'est au terme de cette discussion - qui fut vive - que treize membres du conseil ont donné leur démission. Ils estiment que la candidature du bâtonnier « son titre de Front national, met en danger l'unité du barreau de Marseille et que, dans cette perspective, ils ne seraient plus en mesure d'assurer leur rôle au sein du conseil de l'ordre ».

« Réactions locales et nationales au football ». Les clubs de la Ligue nationale de football ont décidé de normaliser leurs rapports avec les médias locaux privés (RLP) et de codifier l'accès aux sources d'information. Aucune diffusion de match, partielle ou totale, ne pourra être faite par une RLP sans autorisation préalable du club organisateur. Cet accord fera l'objet d'une convention écrite précisant les modalités de la diffusion accordée et les avantages accordés en contrepartie. Est outre, l'accès gratuit au stade ne sera accordé qu'aux journalistes accrédités, titulaires de la carte professionnelle ou aux personnes munies d'un laissez-passer délivré par le club organisateur.

## Les suites de l'affaire Greenpeace

### LA POLICE NEO-ZELANDAISE ENVISAGE DE LANCER DE NOUVEAUX MANDATS D'ARRET CONTRE LES AGENTS SECRETS FRANÇAIS

La police néo-zélandaise envisage de lancer de nouveaux mandats d'arrêt contre les agents secrets français impliqués dans le sabotage du Rainbow Warrior, le navire de Greenpeace, coulé le 10 juillet, dans le port d'Auckland.

Le superintendant Alan Galbraith, qui a déclaré à la télévision que la démission de nouveaux mandats d'arrêt était possible et même probable, a refusé de donner plus de précisions sur la nature des charges envisagées. Il a cependant indiqué qu'il s'agissait particulièrement d'un docteur Xavier Mangnet, l'un des membres d'équipe du volier Océano, qui avait amené des agents français de Nouvelle-Calédonie en Nouvelle-Zélande.

Le superintendant a ajouté que la police néo-zélandaise recherchait toujours les trois autres membres de l'équipe du même volier : Raymond Veliche (en fait l'adjudant-chef Roland Verge), Eric Audrency (l'adjudant Andrieux) et Jean-Michel Berthelot (l'adjudant Bartelo), tous trois militaires du Centre d'instruction des agents de combat d'Asprey, en Corse.

Interrogé par Europe 1, le docteur Xavier Mangnet a confirmé, mercredi 18 décembre, sa version des faits. Il a réaffirmé n'avoir pas été au courant des objectifs de l'Océano, ni des identités de ses équipiers. Il a en outre exprimé la crainte que le mandat d'arrêt ne porte préjudice à sa carrière de médecin international.

## JUSQU'AU 24 DECEMBRE 1985

### I APPLE II

+ 1 Moniteur vidéo APPLE  
+ 1 Souris  
+ 1 Set de transport  
+ MOUSE DESK et TAP II

### F.T.C.!!!

Crédit possible!  
\*Inutile de brouter la tâche pour connaître son prix inégalable, il vous suffit de nous téléphoner.

### I APPLE II

+ 1 Moniteur vidéo Goldstar  
+ 1 Lecteur de disquettes

### 7.990F T.T.C.!!!

Crédit possible!



Apple

## INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre G&M de la Micro-informatique  
26, rue du Ranard 75004 (Métro Badiouville) - tél. (1) 42.72.26.26  
29, rue de Clichy 75009 - tél. (1) 42.85.24.55  
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

Un cadeau signé  
**Aldebert**  
a encore plus de valeur  
Bijoux dès F. 2000.-  
Le plaisir d'acheter...  
La où il y a l'accueil.  
**Aldebert**  
Joailier  
PARIS: 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, 71 Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES: 19, La Croisette